

front rouge

ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

Décembre 1976

N° 11

5 F

**A L'HEURE
DE LA CRISE,
UNISSONS-NOUS !**

BP 68 - 75 019 PARIS
N° 11 DÉCEMBRE 76 5 F

DANS CE NUMÉRO

Editorial	p. 3
Après le 7 octobre :	
- A propos des journées d'action	p. 5
Chronique des boîtes en lutte :	
- L'Alsace à l'heure des Schlumpf	p. 6
- Lip : un bilan nécessaire	p. 9
Enquête à Usinor-Dunkerque :	
- Usinor : 8 ans de PCF	p. 12
La lutte contre l'inflation et le plan Barre :	
- Une nouvelle forme du modèle de crise	p. 18
Concurrence acharnée dans l'aéronautique :	
- Les reculs de l'impérialisme français	p. 19
Bretagne :	
- L'enquête dans les Côtes du Nord (2)	p. 21
Les maîtres auxiliaires :	
- La désillusion	p. 26
Après les assises du nucléaire :	
- Le point sur l'énergie nucléaire	p. 28
Notes de lecture :	
- «Les Essais» de Lou Sin	p. 32
- «Le PC» d'Ellenstein	p. 33
Elections américaines :	
- Des élections dans un pays en crise	p. 35
Dossier Afrique Australe :	
- Les peuples d'Afrique Australe sur la voie de leur libération	p. 38
- Soweto : «Pouvoir noir»	p. 40
- Zimbabwe : la lutte pour l'indépendance	p. 43
La lutte actuelle en Chine :	
- Les conceptions des Quatre : une forme de révisionnisme	p. 45

Dossier
Afrique Australe :
p. 38



Usinor-
Dunkerque :
huit ans
de PCF p. 12



RECTIFICATIF

Une erreur technique a déformé le sens de l'article «Unité, faisons le point» dans Front Rouge n°10. Au lieu de «la GOP n'affirmait plus l'unité d'action»... il fallait lire «la GOP n'affirmait plus que l'unité d'action».

front rouge

COMITE DE REDACTION

Max CLUZOT (Directeur Politique)
Annie COSSIN (Secrétaire
de rédaction)
Richard DESGRAVES
Julien ESTEVE
Gabriel FERRÉOL
Michel FLORAC
Jean-Pierre MORVAN
Guy MORY
Stéphane RAYNAL
Charles VILLAC
Jean-François VITTE

editorial

● Il y a un peu plus de deux ans, notre parti caractérisait la crise qui secouait notre pays, comme une crise fondamentalement politique. Longtemps ignorée, même décriée, cette thèse n'est plus aujourd'hui contestée. Il a fallu que s'additionne aux signes déjà nets de la crise que nous avions pu déceler dès le milieu de 74, la manifestation évidente d'une grave crise gouvernementale depuis la fin de l'été 76, pour qu'enfin plus personne ne conteste le caractère directement politique de cette crise. Il est vrai que l'ampleur des divergences qui secouent la coalition gouvernementale ont atteint un tel seuil, qu'il faudrait être doté d'une sérieuse dose de myopie, pour ne pas saisir qu'elles affectent durablement les rapports des classes dominantes avec les travailleurs, et qu'elles ne sauraient se confondre simplement avec les traditionnelles crises gouvernementales de la IV^e république.

La naissance du RPR, le sens de l'opération Chirac n'ont pas une simple portée conjoncturelle, électorale, mais annoncent à la fois l'existence d'un clivage durable entre les différentes classes bourgeoises, et la constitution d'un pôle réactionnaire fascisant qui représente une menace supplémentaire pour les travailleurs, leur lutte, leur organisation. On sait que les dirigeants révisionnistes insistent beaucoup dans leurs interventions publiques sur le caractère rigoureusement similaire des projets de Giscard et de Chirac. Cela ne correspond pas à la réalité, et les dirigeants du P«C»F le savent fort bien, eux qui sont actuellement très affairés à rendre compte dans leurs rangs de la progression du PS et du rapprochement éventuel Giscard-Mitterrand. L'examen de la réalité des divergences dans le camp de la droite, et la signification qu'elles ont, constitue un élément important pour saisir l'aggravation de la crise.

□

● Le clivage entre les forces dites «centristes» et les forces issues du gaullisme, ne date pas d'aujourd'hui. Il remonte à il y a un peu plus de trente ans lors du premier départ de De Gaulle au sortir de la guerre.

Anti-communistes et archi-réactionnaires également, ces deux forces se sont opposées dès cette période sur deux thèmes : «L'indépendance nationale» (c'est-à-dire surtout les rapports avec l'impérialisme US) et les «institutions» (prééminence du rôle du président de la république pour la conduite des affaires de l'impérialisme français). Les «centristes» (avec les socialistes) et les gaullistes ont ainsi marqué respectivement la IV^e puis la V^e république. Après l'accord éphémère de tous les partis (P«C»F exclu) réalisé pour le retour de De Gaulle à la tête des affaires en 1958, le clivage réapparaît nettement dès 1962 après le règlement de la question algérienne, et l'élection au suffrage universel du président de la république. Par une sorte d'accident de terrain, une partie des «Indépendants» conduite par Giscard, restera ralliée à De Gaulle. Toute la tactique giscardienne, étalée sur plus de dix ans, visera à infléchir la politique gaulliste, et à tenter de la ramener «au centre». Le succès de Giscard aux présidentielles, au détriment du candidat UDR, n'avait pu se réaliser que par une étroite alliance implicite puis explicite menée avec des forces «centristes» plus ou moins éclatée. Pendant toute cette période, les divergences sont nettement centrées sur les questions de politique étrangère et dans une moindre mesure sur les institutions (déjà les centristes réclament le retour à la proportionnelle pour les élections législatives, proposition qui vise à revaloriser le rôle des partis, particulièrement des petits partis au détriment des partis dominants).

□

● Or ce qui est caractéristique aujourd'hui, c'est non seulement que le divorce sur les questions de politique étrangère demeure, mais c'est surtout qu'il se sont surajoutées de nouvelles contradictions portant sur la meilleure manière de perpétuer la domination de classe de la bourgeoisie, et entre autre de mettre en échec «l'union de la gauche». Parce qu'il entend conserver toute possibilité dans la période consécutive aux élections, de mettre sur pied une coalition «libérale-social-démocrate», Giscard entend limiter l'angle d'attaque de l'union de la «gauche» et ménager en quelque sorte le PS. Parce qu'il

editorial (suite)

crain par dessus tout la mise sur pied d'une telle coalition qui limiterait ou même annulerait le poids de l'UDR dans la coalition gouvernementale, Chirac entend constituer en opposition à Giscard un rassemblement suffisamment fort pour peser au maximum sur la future coalition gouvernementale, quelle qu'elle soit. Cette nécessité pour l'ex-UDR va au-delà de l'échéance de 78 parce que, que la «gauche» ou la droite triomphe lors de ce scrutin, le résultat sera suffisamment serré pour que l'intégration des sociaux-démocrates à la nouvelle coalition gouvernementale soit une bonne solution pour constituer, au niveau parlementaire au moins, une situation stable. C'est pour cela que l'opération de constitution du RPR ne saurait être jugée comme une simple manœuvre électorale, et que la classe ouvrière risque fort d'être confrontée avant comme après 78 à un nouveau pôle fascisant, obstacle supplémentaire à l'action et dont il faut prendre nettement la mesure de qui il rassemble et comment il le fait.



● En elles-mêmes, les propositions politiques du RPR sont très peu définies, mais elles sont pourtant déjà très explicites. Elles se situent surtout en contrepied de celles prises par Giscard, surtout de celles qui sont le plus convergentes avec les thèses du PS. Giscard multiplie les emprunts «libéraux» au programme commun, le RPR de Chirac réaffirme avec force le thème de l'Etat, de l'autorité de cet Etat, condamnant le laxisme de la «réforme». Giscard n'hésite pas à mécontenter provisoirement certaines couches moyennes en les mettant à contribution plus que de coutume pour le redressement économique (impôt sécheresse par exemple), le RPR de Chirac prend ouvertement leur défense, insistant sur leur rôle, renchérissant quand ces couches protestent contre l'impôt. Giscard tend la main au PS, qui sans la prendre ne la repousse pas, Chirac lui prend pour cible le même parti présenté comme «l'otage» de la coalition «collectiviste» de l'union de la gauche... En fait, le caractère général des propositions contenues dans le manifeste du RPR, réussit assez mal, malgré la volonté de Chirac, à masquer le caractère fascisant du rassemblement dont il a pris la tête. L'emprunt même au premier sigle de l'organisation gaulliste, le RPF est évident, et il rappelle à tous les menées anti-communistes des premiers nervis gaullistes à l'époque où la guerre froide battait son plein. Le SAC et autre service d'ordre issu de cette période ont répondu présent à l'appel de Chirac, lequel n'a pas désavoué le ralliement du groupe fasciste PFN, malgré la souche pétainiste de ces fascistes. La tonalité même du rassemblement du 5 décembre, était à l'image de ces premiers ralliements : pour la plupart issus des couches moyennes, les spectateurs réclamaient ouvertement l'application d'une politique de droite qui dise son nom, applaudissent frénétiquement à l'annonce du vidage par les gardes-mobiles des entreprises du Parisien Libéré,.... avant que l'orateur de service, un peu désarçonné, leur démontre qu'il y avait là aussi une manœuvre anti-chirac du ministre de l'Intérieur.

C'est que pour Chirac, s'il entend rassembler la droite dure, il préfère dans les premiers temps ne pas trop préciser les choses pour drainer vers son RPR le maximum d'éléments. Qu'importe le caractère composite d'un tel rassemblement au départ, l'opposition à Giscard d'une part, l'anti-communisme forcené d'autre part, feront le ciment de son unité. Au niveau des forces politiques visées, c'est dans les partis «centristes» et «républicains indépendants» que Chirac entend étendre son influence : de la loi sur l'avortement à celle des plus-values, une opposition permanente à la politique de «réforme» définie par Giscard, s'est manifestée depuis deux ans dans son propre parti et dans les partis qui lui sont le plus proche. C'est cette opposition que Chirac entend capitaliser : la présence dans son sillage d'anciens ministres comme Chamant, Malaud ou l'intérêt que suscite son opération dans le parti radical, indique que de ce côté-là le calcul de Chirac n'est pas forcément sans fondement. Evidemment une telle opération exige d'être quelque peu transigeant sur les thèmes traditionnels du gaullisme. C'est pourquoi il faut s'attendre à voir le RPR offrir une résistance inégale à la remise en cause de ces thèmes : on a vu par exemple sur la question des institutions, le RPR ne pas mentionner, et pour cause, le rôle-clé dévolu dans ces institutions au président de la république. On a vu, fait plus significatif, Chirac dans son discours adopter la thèse du volontariat pour la défense nationale, au détriment de la position gaulliste traditionnelle sur l'armée de conscription. Et il est à prévoir dans la période qui vient, que pour éviter l'éclatement prématuré de la «majorité» présidentielle, certains compromis soient trouvés entre le RPR et les forces Giscard-centristes, sur les problèmes qui les opposent : Europe, investiture municipale. Aussi les relations entre ces deux forces vont-elles alterner phases d'affrontement et phases d'apaisement. Mais d'ores et déjà, dans les rapports entre RPR et Giscard-centristes, il est net lesquels sont à l'offensive : les dirigeants du RPR.



● A l'heure où la bourgeoisie, contre les grévistes du Parisien Libéré, contre les métallurgistes de St Nazaire emploie ouvertement la force, le chantage pour faire reculer la classe ouvrière, la constitution du RPR, contrepoids à une constitution «libérale-social démocrate», participe complètement du climat d'ensemble de durcissement de la bourgeoisie et de ses méthodes pour imposer sa politique de crise à la classe ouvrière. La diversion mise en place par les révisionnistes au Parisien Libéré, qui ont osé affirmer deux jours après l'expulsion des grévistes, que la situation était enfin débloquée par l'ouverture des négociations, montre que la classe ouvrière doit compter sur ses propres forces pour affronter ces menaces supplémentaires que fait peser la bourgeoisie. Les preuves de faiblesse qu'elle nous a dispensées ces dernières semaines en étalant ses contradictions internes, constituent un encouragement supplémentaire pour accumuler des forces en vue de l'affrontement qui se prépare.

A PROPOS DES JOURNEES D'ACTION

● Le cycle des journées d'action se poursuit. Différents services publics, impôts, PTT, EDF, puis la construction-bois, puis la métallurgie, à nouveau l'EDF-GDF... Il ne se passe pas de semaine sans que soit annoncé que telle ou telle branche du privé ou du secteur public ait décidé une de ces journées d'action.

Ces initiatives sont parait-il prises sur la lancée du 7 octobre et sont présentées par les directions syndicales, comme «des temps forts dans la lutte», et comme «des initiatives allant dans le sens de ne pas attendre 78 «l'arme au pied».

Une première constatation s'impose : ces journées ne mobilisent qu'une partie réduite (souvent minoritaire) des travailleurs. Certaines se passent même dans la plus grande indifférence, pratiquement inaperçues. Le 19 novembre, sur l'ensemble des PTT, la participation n'a pas dépassé les 30 % en moyenne. Pourtant, chez les postiers comme dans les autres branches, la volonté de lutte est bien réelle. Le 7 octobre, ils étaient plus nombreux dans la rue qu'au plus fort jour de la grève de 74. C'est très net, le 19 novembre ne pouvait représenter une perspective crédible pour les postiers aussi bien du fait des objectifs qui étaient fixés à cette action que de la suite à y donner. La faible participation à cette journée en est la sanction indiscutable.

L'année dernière avait déjà vu se dérouler une série du même type.

Le bilan qu'en avaient tiré les directions confédérales laissait à penser qu'une autre tactique serait mise en œuvre cette année. Séguy, lors d'une émission télévisée avait déclaré que des choses étaient à revoir dans la tactique de la CGT. Il répondait là à une interrogation du journaliste sur le recul enregistré par la CGT aux élections professionnelles : 12 % sur l'ensemble de la régie Renault, jusqu'à 19 % dans une usine Chausson et, dans l'ensemble, une stagnation générale et des reculs plus ou moins importants. Ce phénomène est sans nul doute à mettre en relation directe avec la tactique de la direction CGT et notamment avec la question de ces journées d'action. Pourtant, nous voilà à nouveau confrontés à ce problème.

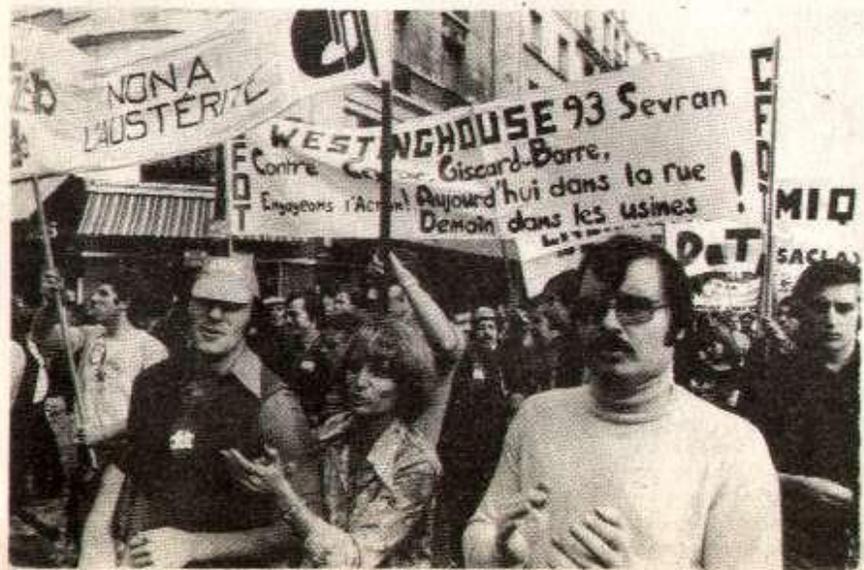
Deux aspects de la tactique révisionniste

En même temps qu'un vigoureux coup de semonce à l'adresse du pouvoir giscardien, la journée du 7 octobre a été un test pour les directions syndicales. D'une am-

pleur jamais vue depuis 68 et dans certaines villes jamais vue du tout, elle montrait, de manière éclatante que les travailleurs étaient prêts à engager l'action pour peu que des perspectives leur soient offertes. La tactique du P«C»F qui contrôle la direction CGT et qui se fait le champion de ces journées d'action aujourd'hui, comporte deux aspects :

● Il s'agit, dans la perspective des élections, municipales d'abord, mais surtout législatives, de ne pas se laisser entraîner dans des luttes de trop grande ampleur pour ne pas effrayer les couches dont il vise les suffrages, pour faire la preuve à leurs yeux qu'il est capable de maintenir la colère des travailleurs dans des limites acceptables. Ceci n'est pas nouveau !

Mais il semble bien qu'un cran soit franchi par le parti révisionniste dans cette voie. C'est en toute connaissance de cause, en sachant parfaitement que ces journées ne rencontreraient qu'un bien faible écho, voire pas d'écho du tout, que ces journées ont été décidées par la direction CGT. De fait, ces «actions» ont été critiquées à large échelle, notamment dans les postes. L'effet immédiat qui en résulte, c'est une division qui s'accroît entre ceux qui, tout en ne se faisant pas d'illusions, participent à ces journées (n'ayant pas d'autres perspectives) et ceux qui, tout en étant prêts à la lutte, refusent de «perdre une journée pour rien». Nombre de travailleurs qui ont joué un rôle actif le 7 octobre, n'ont pas débrayé à l'occasion de ces journées d'action. Introduire la division en faisant la démonstration que «les travailleurs ne sont pas prêts à l'action», la preuve puisque «même pour une seule journée d'action ils ne débrayent pas» et qu'il faut d'abord «être plus nombreux à ces journées pour aller plus loin», telle semble bien être la préoccupation majeure des révisionnistes dans la période.





● L'autre aspect, c'est la nécessité pour le P«C»F de s'affirmer, face à la montée électorale du parti social-démocrate, comme étant le seul capable de décider de ce qui se passe dans la classe ouvrière, de ses luttes, celui avec qui il faudra compter après 78.

Les contradictions s'aiguisent entre les masses et le parti révisionniste et y compris dans ses propres rangs. Nombre de militants et de travailleurs commencent à ouvrir les yeux sur l'impasse dans laquelle les fourvoie le P«C»F. Il doit donc faire la preuve que "c'est lui qui décide de ce qui se fait ou ne se fait pas du point de vue des luttes", qu'il est de ce fait le «garant de l'union», celui qui seul pourra empêcher le PS de collaborer avec la droite. C'est le sens de toutes ces déclarations tonitruantes sur la nécessité de «ne pas attendre 78 (l'arme au pied)», c'est aussi le sens de ces journées d'action brandies comme autant de menaces à l'adresse de la droite et

du PS. Pas un seul travailleur un peu conscient n'est dupe de l'efficacité de ces journées. Les expériences sont nombreuses, les échecs et les désillusions aussi. C'est chaque fois le même scénario.

Le 7 octobre, c'était autre chose : c'était une grève générale, rassemblant les travailleurs de toutes les branches, et c'était la première depuis la rentrée, intervenant après la publication du plan Barre et directement dirigée contre lui. Elle rassemblait le potentiel de révolte suscité par cette violente attaque de la bourgeoisie. La dynamique créée ce jour-là pouvait, c'est sûr, déboucher sur des luttes de grande ampleur. Les révisionnistes non seulement, s'y sont opposés, mais ont engagé la série des journées d'action pour désamorcer la colère des travailleurs. Séguy ne déclarait-il pas à la veille du 7 : «*Nous ne nous réjouissons pas des luttes qui s'annoncent*».

Débattre avec les travailleurs

Toutefois, la marge de manœuvre des révisionnistes se rétrécit. Ils ne pourront continuer impunément leurs manœuvres de division et de démobilisation. Pour accélérer ce processus, il est nécessaire que les révolutionnaires, les syndicalistes combatifs, les travailleurs les plus conscients, saisissent ces journées comme autant d'occasions pour dénoncer les projets du P«C»F. Dans toutes les branches et par les différents moyens à leur disposition, (assemblées, tracts, bulletins, débrayages...), ils dénonceront les manœuvres révisionnistes.

La préparation de ces journées, leur déroulement, le bilan qu'en tirent les travailleurs, doivent être autant de moments pour lancer le débat, discuter largement des questions de l'heure, élaborer avec les travailleurs des propositions nouvelles et alternatives face aux propositions révisionnistes : comment ne pas attendre 78 ? Que va-t-il se passer avant 78 dans le camp de la droite, dans celui de la gauche ? Comment réaliser l'unité des travailleurs pour la lutte ? Quels blocages sont à faire sauter, pourquoi, comment ?...

Ainsi, ces journées, inefficaces pour construire le rapport de forces telles qu'elles sont pensées par les révisionnistes, peuvent contribuer à la nécessaire clarification politique et à l'élaboration de perspectives immédiates.

chronique des boites en lutte

L'ALSACE A L'HEURE DES SCHLUMPF

● «Dans la lutte de Schlumpf, les Alsaciens ont compris qu'il ne s'agissait pas seulement de se battre pour l'emploi, mais aussi contre un système, celui de l'injustice flagrante et des lois qui la protègent ! (Un délégué CFDT de Schlumpf-Malmerspach).

Cette réflexion d'un des animateurs de la lutte des ouvriers du textile alsacien, du groupe Schlumpf (qui se battent depuis juillet 76 pour sauvegarder l'emploi sur place), trace partiellement le tableau d'une des facettes de l'Alsace en crise, l'Alsace qui bouge, et à laquelle Giscard rendait «visite» fin novembre. Déçus, trompés, écœurés, les travailleurs d'Alsace en

ont assez, eux aussi ! Quelque chose est en train de changer dans cette Alsace à l'heure des «Schlumpf»...

L'emploi : c'est le révélateur qui joue à plein, depuis plusieurs mois avec une acuité maximum, sur la réalité alsacienne, sur celle vécue par les travailleurs d'Alsace et les Frontaliers (contraints d'aller chaque

jour par milliers vendre leur force de travail qui à Bâle qui en Allemagne)... Le problème de l'emploi se mesure, en effet, en partie à l'étendue de ce phénomène régulier des Frontaliers (dans les cantons frontaliers alsaciens, une femme active sur cinq et un homme sur six travaillent à l'étranger). Chaque reflux des travailleurs migrants sur l'Alsace se traduit par une aggravation de la crise de l'emploi localement.

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté dans l'année écoulée de 16,3 % en Alsace. Les fermetures se suivent ! Le textile, dans ce processus, est particulièrement frappé : Florival, Berglas Kiener, Haffner, Procédés Elastics et les usines de Glück, Mal-

merspach et Erstein du groupe Schlumpf...

Pourtant, la bourgeoisie ne manque pas de cynisme ! Le nouveau «Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace» (rendu public le 22 octobre dernier) en est la preuve. Il se fixe soi-disant pour but de «donner à chaque Alsacien, chaque Alsacienne, la possibilité de trouver du travail proche de son domicile, un travail de qualité, qui offre les chances d'une carrière». Il agit la promesse (encore une !) de la création de 15 000 emplois dans les cinq années à venir (dont 60 % dans l'industrie, affirme ce schéma...).

«Assurer du travail là où est la population et réanimer des zones en régression en



Vente de laine par les ouvrières de Schlumpf.

y recréant une offre d'emploi, le tout appuyé sur un «système régional d'aides et de primes, alimentées par un Fonds Régional pour l'Emploi»: telle est l'ambition claironnée par ce nouveau plan d'aménagement de l'Alsace avancé par le pouvoir et que Giscard voudrait rendre un tant soit peu attractif et crédible.

«L'affaire Schlumpf»

La bataille pour l'emploi aujourd'hui en Alsace, c'est autour de l'«affaire Schlumpf» qu'on peut la voir particulièrement. Le trust des frères Schlumpf, deux industriels suisses qui tinrent longtemps le haut du pavé dans l'industrie textile alsacienne (et par là rayonnaient bien au delà: 82 % d'exportations pour la Filature de laine peignée d'Erstein se faisaient en direction de l'Allemagne, de la Pologne, par exemple), c'était:

- Outre une usine de tissage dans le Nord (Deffrenne, Roubaix)

- Trois filatures aujourd'hui promises aux licenciements (Glück, Erstein, Malmerspach). Par ailleurs, deux entreprises avaient été auparavant rachetées puis fermées par les frères Schlumpf: Textile de Rhinau (150 licenciements en 1975) puis Heilman, Kœchlin, Dessauls (300 licenciements). C'est dans cette dernière entreprise que fut installé un coûteux «musée de l'automobile», camouflé en «société commerciale HKC» fictive, mais recouvrant un trou financier bien réel d'une dizaine de mil-

liards! Bien connus pour leur politique répressive et leur exploitation forcenées, les frères Schlumpf avaient déjà été remis en cause avec force en 71 à Malmerspach puis à Glück, où les ouvriers les contraignirent à une mémorable fuite en Suisse.

Le 29-6-76, les frères Schlumpf annonçaient froidement la mise sous administration provisoire des trois filatures alsaciennes du groupe! Diverses manipulations financières destinées à assurer de super-profits avaient précédé cette liquidation: par exemple, achats et ventes fictifs entre les usines du groupe et diverses manipulations commerciales entre Schlumpf et Deffrenne etc...

Mais de fait, la source essentielle de la déroute des frères Schlumpf, dans un secteur textile en pleine mutation où il n'y a guère de place pour les «canards boiteux» de l'économie, semble bien être un sous-investissement important et ses conséquences: inadaptation aux nouveaux marchés, outil de production peu compétitif malgré une sauvage exploitation, au regard des exigences de la restructuration européenne du textile (qui prévoit en tout état de cause 1 500 000 emplois supprimés dans le secteur au sein de la CEE, d'ici 1985!)...

Aujourd'hui, les ouvriers du groupe paient la note et l'échec de Fritz et Hans Schlumpf, dont le rêve de «dominer l'industrie de la filature alsacienne» s'achève en braderie d'emplois.

La CO.GE.FI voudrait faire passer les licenciements «en douceur»

A partir de juillet 76, un administrateur provisoire était nommé pour les établissements Schlumpf, la CO.GE.FI. Pour lui arracher, ainsi qu'au pouvoir, le maintien des emplois sur place, les travailleurs du groupe ont pris toute une série d'initiatives successives:

- manifestations (à Malmerspach le 22/7/76, à Erstein le 23/7/76, à Glück puis Mulhouse —devant le musée de l'automobile— le 10/9/76)...
- séquestration des frères Schlumpf (le 29/9/76)...
- participation à la coordination des luttes HA.CUI.TEX. CFTD à Lille les 8 et 9 octobre 76
- journées «portes ouvertes» à Malmerspach (30 000 personnes), Glück (5 000) et Erstein (10 000)
- barrage de route à Glück (le 18/11) et Malmerspach

Et ils ont préparé la venue de Giscard en Alsace!

Aussi est-il devenu nécessaire pour la bourgeoisie de tenter, après les grossières provocations policières à Mulhouse (au cours desquelles le préfet organisa la fuite des Schlumpf en Suisse, de nouveau; allant jusqu'à porter sans vergogne leurs valises!), une opération démagogique. La COGEFI a «son» plan! Relancer les filatures, les moderniser (pour qu'elles puissent passer rapidement

d'une capacité de 3200 à 5000 T de fil à tisser) en accomplissant une «restructuration en profondeur». Sallens, le responsable de la COGEFI, prétend pour faire passer cela que «ce sont 40 % de licenciements qui étaient prévus et qui seront ramenés à 10 %». Dans un premier temps, 180 ouvriers sur 1800 seraient touchés. Mais on parle déjà de 40 à 50 autres et rien n'est moins sûr que l'avenir des 3 filatures... «Ce plan est une manœuvre démagogique, devait déclarer Pierre Schœpffer, délégué CFTD; c'est un plan UDR (Bord est «proche» de la Cogefi!) qui vise à essayer de passer en douceur le cap des élections pour parachever la liquidation de l'entreprise ensuite. Ils ont condamné les filatures ici. Mais ils veulent trouver le temps d'une complète «reconversion» de la région: mais pour l'emploi sur place, nous sommes prêts à nous battre. C'est devenu une affaire vraiment politique. Autrefois, Fritz Schlumpf disait: «A Malmerspach et à Erstein, je suis chez moi, un point c'est tout!». Aujourd'hui ça suffit! Ils vont trop loin: les plans, les lois ne débouchent sur rien, seulement à liquider. C'est pour cela que la volonté de lutter gagne du terrain et que maintenant ça bouge vraiment en Alsace!»

Vivre et travailler en Alsace

«Le problème de base, c'est que dans toute la vallée autour de Malmerspach, on n'accepte plus la situation: le problème social et l'injustice du système Schlumpf. On dit non aux licenciements, mais aussi, on ne veut pas être des déracinés! Même si on pouvait aller à Mulhouse, ça ne va pas. On est de la vallée; on travaille à côté de la maison: on veut rester à vivre et travailler ici...»

C'est là le puissant sentiment de nombreux travailleurs de chez Schlumpf, d'ouvriers du textile d'Alsace, des vallées où le capitalisme liquide peu à peu (comme il l'a pratiquement fait avec Sainte-Marie-aux-Mines déjà).

Chacun, autour de Thann, de Malmerspach (dans le Haut-Rhin), comme d'Erstein (Bas-Rhin), se pose des questions désormais : les enfants ne vont pas trouver de travail : à la maison les discussions vont bon train dans les ménages ouvriers. Pour beaucoup, les vallées textiles sont gravement en danger. Depuis 74 simplement, de promesses non tenues en dérobades, le pouvoir a fait se créer les conditions d'un réel dépeuplement : de 730 habitants en 67, Malmerspach (siège d'une des usines du groupe Schlumpf) est passée à 450 aujourd'hui ; dans le même temps, 160 postes de travail encore viennent d'être supprimés. «En fait de vitrine de la France (à en croire Giscard), l'Alsace est une vitrine brisée», disait récemment J. Kaspar (de l'Union Régionale CFDT). La colère monte contre les suppressions d'emplois : «On ne veut pas être une vallée dortoir ! On va se battre pas seulement pour nous, mais aussi pour les enfants, l'avenir de l'Alsace !». Cette volonté s'exprime actuellement de manière croissante dans les luttes des travailleurs dans toute la région.

Un nouveau visage politique

L'Alsace change de visage politique, c'est un fait attesté : des acclamations pour De Gaulle, à l'accueil de Giscard à Strasbourg le 26 novembre par 3 000 manifestants («De Giscard nüss vum Elsass !», «Giscard hors d'Alsace»)... Les temps changent ! Les mythes réactionnaires d'une Alsace soumise ne sont plus de mise. En Alsace aussi on lutte, on occupe, on séquestre. La classe ouvrière fait entendre sa voix ; et même bien fort depuis la lutte de Clark et maintenant l'affaire Schlumpf. Plusieurs cars venus des filatures sont venus rappeler cela à Giscard à Strasbourg, rappeler toutes les promesses non tenues, les mensonges lâchés pendant des années à la face de l'Alsace par des partis bourgeois qui s'y croyaient en terrain conquis à jamais. «Notre idée c'était que pour aller contester le système d'injustice sociale que Giscard représente, il

fallait faire des sacrifices».

Dans les réunions d'ateliers ce sont largement les travailleurs de Schlumpf qui sollicitaient de la sorte les délégués, les pressaient de tout mettre en œuvre pour aller exprimer la rancœur et la volonté de lutte de l'Alsace populaire qui en a assez !

D'ailleurs le succès des journées portes ouvertes dans les trois filatures Schlumpf, avec pour l'ensemble de ces journées, les 50 000 visiteurs (pour l'essentiel populaires) ont montré plus que de la sympathie pour cette lutte : un réel écho. Son fond de déroute de l'emploi, d'écoeurement face aux marchands d'illusions de la majorité, les travailleurs d'Alsace contestent. Une détermination nouvelle se fait jour à Clark, ce sont les ouvriers en lutte pour l'emploi barrant les rues de Strasbourg en commando avec leurs «michigan» de

que de voir encore, comme à Saint-Amarin, un responsable local CFDT représenter le Centre Démocrate au Conseil Général ! Les lois sont contestées et ceux qui les font condamner avec elles, perçus comme «légalisant l'injustice»...

La direction P«C»F de la CGT ne fait pas recette : moins de 1 000 personnes pour un meeting de Séguy à Strasbourg... Il faut dire que le révisionnisme s'est discrédité dans de nombreuses luttes, au point de voir partir des militants, des délégués passés à la CFDT (comme à Schlumpf Erstein !). Il ne sert à rien au P«C»F dans ces conditions d'attribuer son isolement à des séquelles anti-communistes (qui, par ailleurs peuvent subsister encore dans certains cas).

Les luttes trahies, «pour sauvegarder l'entreprise» en accord avec les frères

Le PS, lui a plus le vent en poupe ! Récemment trois sièges de conseillers généraux lui sont revenus. La majorité présidentielle craint ses progrès. Il parle des luttes, s'y montre... lors des portes ouvertes. Une certaine traduction électorale des changements survenus en Alsace semble devoir lui profiter. Des militants syndicaux lui sont acquis dans la CFDT...

Mais cela ne se fait pas si facilement. L'aspiration à rassembler les luttes autour de Schlumpf se heurte à l'inertie de certaines structures CFDT aux mains du PS, les exclusives portées à l'égard de formes de lutte et de soutien impulsées par des syndicalistes révolutionnaires dans Ha Cui Tex, par exemple : le PS alors se manifeste comme porteur des hésitations et des idées qui en Alsace tirent encore en arrière, freinent la prise de conscience...

Aussi chez certains militants ouvriers apparaissent d'autres idées. 78 se relativise comme une «étape» (inévitabile) ou «nécessaire» selon le cas) vers des «changements profonds et une future société socialiste» (encore mal définie, il est vrai)... Un conseiller PS de Strasbourg venu au bout de quatre mois, visiter Erstein en lutte s'est vu assez vertement demander «pourquoi il dormait jusque là», par des travailleurs même si certains d'entre eux risquent de voter tout de même PS en 78 !

L'idée que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent prendre en mains leur destin, et s'émanciper, fait son chemin ! «Personne ne fera plus avaler aux Alsaciens des promesses (de droite ou de gauche) comme avant» disait Pierre Schoeppfer récemment. «Et c'est vrai, ajoutait-il, qu'on ne serait pas démunis pour définir entre travailleurs (ayant le pouvoir, de l'argent, des moyens) quoi faire pour l'avenir de notre vallée, les emplois à créer, la pollution du chlore à combattre, une région à faire renaître !» Oui, décidément, autour de Schlumpf, quelque chose change en Alsace même si les illusions réformistes sont encore loin d'être franchement ébranlées.



Journée «portes ouvertes» à Schlumpf.

chantier ; le 26 novembre, c'est la CFDT qui se met à récuser «l'attentisme électoral» et réclame qu'on lutte «tout de suite», pour l'emploi...

Vers quels changements ?

Dans les syndicats, même si la «chasse aux sorcières» (aux militants révolutionnaires), est menée dans la CGT (Télic-Strasbourg) comme dans la CFDT (SACM-Mulhouse), les choses ne sont plus comme avant. Désormais cela cho-

Schlumpf ; des sections syndicales qui se heurtent à des notables et petits patrons membres du P«C»F, (élus sur une liste commune avec des centres démocrates !) comme à Wurth ; des responsables syndicaux CGT, membres du P«C»F qui se laissent acheter et grouillent dans la maîtrise et les cadres...

Voilà une pente dure à remonter pour le P«C»F, qui veut retrouver une influence en Alsace, à la faveur de l'effritement des positions UDR.



lip UN BILAN NECESSAIRE

● Il est difficile d'oublier Lip quand les actuelles dispositions du plan Barre visent à précipiter la restructuration et l'assainissement des structures industrielles françaises. C'est aujourd'hui par milliers que les PME «retardataires» ferment leurs portes, déposent leur bilan, jetant à la rue des ouvriers par dizaines de milliers. Ceux-là ne se présentent pas les mains nues face au chômage massif qui s'abat sur la classe ouvrière : la victoire des Lip en 73, leur combat offensif qui dura plus d'un an pour que le 15 décembre 74 tous les Lip soient réembauchés, cette victoire appartient à toute la classe ouvrière.

Combien, après eux, ont repris à leur compte, se sont approprié les acquis de cette lutte victorieuse ? Victoire contre le chômage présenté par la bourgeoisie sous les traits de l'inévitable fatalité, mais victoire non moins éclairante contre la logique défaitiste défendue alors ouvertement par les révisionnistes au sein de la CGT. De ce point de vue, le vote du 12 octobre 73 qui repoussait le plan Giraud et les cent-soixante licenciements donnait une poussée nouvelle aux aspirations révolutionnaires en germe dans la classe ouvrière, montrait

que son combat peut vaincre et s'affirmer de manière autonome, contre l'idéologie révisionniste étrangère à ses intérêts.

Or depuis le 9 avril 1976, depuis que Lip est à nouveau en liquidation, les neuf cents travailleurs de Palente sont à nouveau en lutte contre le chômage. Comme plus de deux cents autres entreprises aux quatre coins de la France, que l'impérialisme, avec sa restructuration accélérée, entend rayer de la carte. Au cours des six mois passés, les Lips se sont signalés à

maintes reprises par des initiatives comme les journées «portes ouvertes», l'appel et la participation à des coordinations de ces entreprises en lutte pour l'emploi... Initiatives populaires qui ont drainé plus de dix mille travailleurs dans l'usine occupée — où plus d'une centaine de lip, après l'Assemblée générale quotidienne fabriquent de petits objets en plastique ou peignent des assiettes qui sont vendus pour alimenter la caisse de grève.

Ces six premiers mois du deuxième combat des Lip permettent d'en dresser un premier bilan et de s'interroger sur ses perspectives. C'est aussi ce que vient de faire la section PSU de l'entreprise dans un ouvrage qui vient d'être publié sous le titre : «Lip : affaire non classée», ouvrage collectif, rédigé par des militants et sympathisants du PSU qui sont aussi militants et dirigeants de la section CFDT de l'usine, à commencer par Charles Piaget. En outre le livre est post-facé par M. Mousel, secrétaire général du PSU qui rassemble, en guise de conclusion, le point de vue de son organisation sur la lutte des Lip de 73 à 76 et développe l'analyse de ce qu'il assigne comme cible à cette lutte pour 78 et après : la nationalisation sous contrôle ouvrier.

Le 9 avril de cette année, une évidence s'impose aux Lip : le bilan est déposé, l'«expérience Neuschwander» est bel et bien finie.

Le processus qui vient d'y conduire est enclenché depuis le 16 janvier où les horaires ont été réduits à trente-six heures. Malgré les tergiversations, les faux espoirs entretenus par la bourgeoisie (Giscard a un moment ouvert le dossier et a laissé entendre qu'une nouvelle injection de capitaux était envisageable... avant de bien vite refermer le dossier), le jugement du tribunal de commerce prononçant la liquidation de Lip ne peut plus laisser subsister aucun espoir d'un «sauvetage» de dernière minute : il faut déclencher la riposte. Jusqu'à ce moment, les Lip continuaient la production, «comme si de rien n'était» refusant de se déclarer ouvertement en occupation. Les militants PSU apportent à cela une justification : c'est, en gros, la thèse du «complot contre Lip» : Lip était reparti, au terme de la lutte de 73 sur la base d'un plan industriel «solide», dont la crédibilité était renforcée par le fait que des trusts puissants comme BSN (Riboud) ou Rhône-Poulenc (R. Gillet) parrainaient avec leurs capitaux la surrection de la manufacture de Palente.

Le «complot» dont fait état l'ouvrage

du PSU aurait été orchestré par la bourgeoisie, à la faveur des difficultés de trésorerie de «Neusch», pour prendre une revanche sur Lip, démontrer que «Lip, n'est pas possible». Cette explication vaut tout-à-fait si l'on se reporte à la situation actuelle de la crise où toute occasion est bonne à la bourgeoisie (voir l'affaire des Comités de soldats par exemple) pour non seulement s'en prendre avec virulence aux droits acquis dans les luttes par la classe ouvrière, mais aussi pour tenter de la désarmer, en essayant de discréditer ses victoires les plus significatives, celles dont elle peut s'emparer pour porter plus loin son combat, contre les conséquences de la crise — et au rang de ces victoires récentes, Lip n'est pas la moindre.

Mais on en peut s'en tenir à cette seule explication : l'engagement de Riboud et Gillet dans l'affaire Lip participe d'un choix économique de l'impérialisme français : prendre une part dans le marché mondial de la montre en misant sur l'évolution technologique de ce secteur (la montre à quartz). L'importance des moyens financiers à mettre en œuvre, l'apreté et l'incertitude dans la concurrence avec l'impérialisme américain lui aussi — sur les rangs ont sans doute fait fléchir ceux qui avaient, avec Neuschwander, engagé cette partie. Reste que des investissements ont été entrepris dans cet espoir à Lip pendant deux ans après 73. Et la section CFDT, dès les premiers jours de la lutte en avril 76, s'emploie à démontrer que le «potentiel technologique et humain» en place à Lip en fait une usine dont la «viabilité» ne saurait être contestée.

Cette analyse de la section CFDT compte pour une part importante dans le fait que, dès janvier 1976 quand il est apparu avec les réductions d'horaires que l'impérialisme français abandonnait la partie, elle a fait le choix de ne compromettre en rien la «fragilité» soudaine de l'entreprise, faisant le choix de différer la lutte contre le chômage partiel, de ne pas engager la riposte contre l'amputation des salaires.

C'est cette attitude de repli qui prévaut pour la direction de la CFDT-Lip en mai dernier, (alors que, répétons-le, l'ampleur de la crise de l'impérialisme français, la nécessité pour lui des débouchés rentables à court terme, lui ont fait renoncer à pousser plus avant l'expérience Lip) : «Ne faisons rien qui permette à la bourgeoisie de nous faire tenir pour responsable de la faillite» dit-elle pour justifier la non-occupation de l'usine. Le «complot contre Lip» sert d'alibi au refus de toute initiative offensive au contraire de 73, où, avant même que le bilan soit déposé, les Lip avaient remis en

route les chaînes de montre pour leur propre compte.

Cette attitude de repli a jeté le désarroi dans la tête de nombreux ouvriers de Lip d'autant plus que, lorsque l'occupation est enfin décrétée après le jugement de liquidation, la lutte démarre «en douceur» de l'aveu de la section CFDT. L'insistance avec laquelle elle répète que «les travailleurs sont contre Lip, que l'intoxication de la presse les a dressés contre les Lip» amène les Lip à se satisfaire dans un premier temps d'initiatives limitées comme «l'expo-chômage» mobile à Besançon ou dans les villages du Haut-Doubs. Tout au contraire de la désaffection des travailleurs bisontins qu'on leur prédisait, les Lip découvrent que le soutien populaire est intact et prêt à se mobiliser pour toute initiative d'ampleur. De nombreux Lip prendront appui sur cette constatation pour appeler à des mobilisations plus larges comme les journées «portes ouvertes» des 8 et 9 mai. Ces journées ont connu une telle affluence populaire (douze mille participants) qu'elles font la peau à cet argument «les travailleurs sont contre Lip». Mais le fond de la démarche prônée par le PSU dans la CFDT reste le même : démontrer la «viabilité» de l'usine : «Tous les visiteurs sont étonnés des investissements accomplis et des acquis dans le domaine de l'électronique et repartent scandalisés par les mesures de liquidation prises contre une entreprise qui possède un tel potentiel technique» lit-on dans l'ouvrage du PS. Là encore, il faudra, à ce moment, une intervention insistante des Lip et des travailleurs présents venus par délégations (Réo, Griffet, Gambion et une dizaine d'autres), pour exiger que le débat soit porté sur les possibilités de coordination des luttes et qu'en ressorte une motion qui fixe les tâches et les échéances d'une telle coordination.

L'étroitesse des perspectives (s'attacher à démontrer que Lip est viable) les limites des actions de popularisation sont dénotantes. Les critiques adressées à la direction CFDT seront vigoureuses, déjà avant les vacances jusque dans les rangs du PSU comme le prouve le témoignage de Jacky B... reproduit dans l'ouvrage précité : «En 1976, je ne partageais pas le point de vue de la CFDT sur les moyens de mener le conflit. J'ai trouvé que c'était un peu trop technique. C'est vrai que les cadres participant au conflit c'était très bien, mais cela mettait beaucoup de «technicité», les travailleurs ne se retrouvaient pas dans ce conflit, moins populaire qu'en 73. Un moment donné je n'ai pas été d'accord et avec moi toute une équipe de camarades ouvriers du Comité d'Action». Et le poids prépondérant des cadres et représentants de Lip dans la direction



de la lutte est bien de nature à les inquiéter...

Cette opposition, des ouvriers de Lip s'est manifestée et continue de se manifester sous diverses formes : tantôt pour protester contre l'absence de débat dans les Assemblées générales quotidiennes, ou les «monologues» de quelques dirigeants qui fustigent telle ou telle déclaration «anti-Lip» du président de la Chambre de Commerce...

Il a fallu mener bataille pour que les réunions du collectif CFDT-Lip soient plus ouvertes. Mais cette opposition latente à la direction de la lutte s'exprime aussi négativement dans le refus de prendre les tours de garde ou de participer à certaines actions jugées trop «routinières». Les travailleurs qui jugeaient ainsi que la prise en compte de leur aspiration à une lutte offensive était détournée vers le cadre étroit de la démonstration de la viabilité de Lip n'en ont pas moins appuyé à fond la possibilité d'une coordination des luttes telle qu'elle se dessinait lors de la première journée «portes ouvertes» des 8 et 9 mai et qui s'annonçait avec espoir comme un débouché mobilisateur. Mais la violente attaque du secteur «action revendicative» de la direction confédérale CFDT accusant cette coordination qui se mettait en place d'être «anti-syndicale» amènera la direction de la CFDT-Lip qui est l'organisatrice de cette coordination à faire le choix délibéré de la maintenir dans le cadre limité d'échanges entre «entreprises en lutte pour l'emploi en occupation». «Éviter, comme le dit la direction CFDT, de constituer une direction politico-syndicale concurrente des organisations déjà existantes», apparaît dans ce cas comme un refus de construire le pôle autour duquel peuvent se rassembler les énergies



décidées à engager la lutte et qui sont lassées de l'inaction des directions syndicales confédérales qui font obstacle à tout mouvement d'ampleur de la classe ouvrière avant 78. Cette attitude a été confirmée après le 7 octobre au moment où plusieurs entreprises de Besançon se mettaient en grève (bus bisontins, garage Peugeot, garage Renault, Sopreba...) où la volonté de regrouper ces luttes se concrétisait dans des actions diffuses, la direction CFDT-Lip s'est maintenue en retrait de cette coordination régionale possible sous le prétexte de ne pas se prêter à tout «regroupement anti-syndical» et privilégiant unilatéralement ce qu'elle appelle les efforts de «dynamisation interne de la lutte».

Il ne s'agit pas d'apprécier négativement le fait que les Lip, en préparation de la seconde journée «portes ouvertes», se soient attachés à mettre en œuvre des réalisations telles que le «chômageopoly», les pendulettes... destinés à vaincre la routine, l'usure propre au conflit long du fait de la tactique de pourrissement délibérément choisie par la bourgeoisie. Il s'agit de savoir si ces seules initiatives sont de nature à enrayer ce processus d'érosion de la lutte et favoriser l'émergence d'un rapport de force capable d'imposer sans attendre des reculs à la bourgeoisie.

De ce point de vue, après le net repli de la direction CFDT-Lip et des militants PSU qui l'aiguillent politiquement, concernant la mise en place des coordinations, la direction de la CFDT-Lip ne fait plus mystère qu'elle se place dans «l'attente de changement politique». Un tel changement fait bien sûr directement référence à l'éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir en 1978. Attendre, certes mais non pas une «attente» passive, comme le révèlent eux-mêmes les militants PSU. Ne pas attendre 78 «l'arme au pied» suppose, comme l'indique M. Mousel, que la lutte de Lip se fixe un objectif «spécifique», distinct du «programme commun» de la gauche, et qu'il définit en ces termes : «C'est pourquoi la revendication des Lip : nationalisation sous contrôle ouvrier dans le cadre



12 octobre 1973 : les Lip refusent les 160 licenciements du plan Giraud.

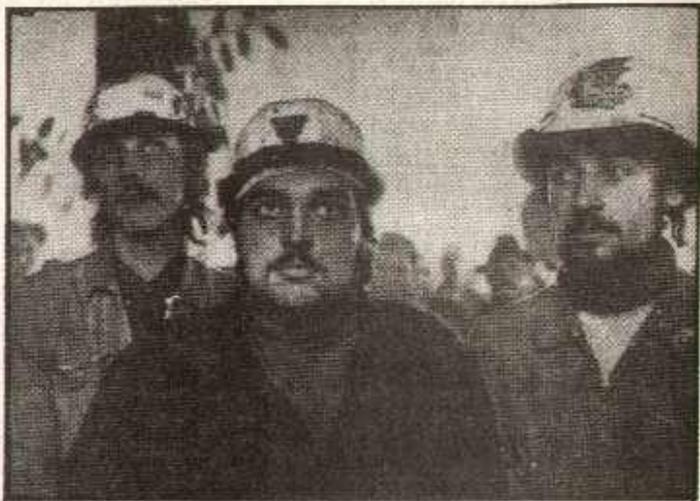
d'un secteur de la micro-mécanique, doit correspondre une réponse générale : transfert à la puissance publique (ce qui ne signifie pas nécessairement étatisation) des actifs des entreprises en voie de disparition ; droit pour les travailleurs de choisir eux-mêmes la solution (juridique et industrielle) à apporter à leur entreprise». Et M. Mousel ajoute : «Nous aurions souhaité que les questions soient discutées par la gauche —comme le demandaient eux-mêmes nos camarades de Lip. (...) Sans doute est-ce à eux de prendre l'initiative pour pousser au débat ceux dont ils souhaitent la victoire prochaine». Ce qui se définit ainsi sous le vocable de «nationalisation sous contrôle ouvrier» n'apparaît pas autrement que comme une solution particulière d'aménagement du capitalisme (créer des entreprises pilotes —dont Lip— en Franche-Comté— comme «pôle de développement régional»), l'intervention magique du «contrôle ouvrier» devant «permettre une avancée de la lutte pour le pouvoir des travailleurs dans un domaine (les nationalisations) où, tant à l'Est qu'à l'Ouest, les travailleurs ont été bernés».

Est-ce aux travailleurs de Lip d'élaborer des solutions pour le cas où la «gauche» viendrait au pouvoir. N'est-ce pas entretenir gravement l'illusion même en appelant à la vigilance ou à la méfiance que seule cette gauche (dont ils ont pourtant fait l'expérience

avec Neuschwander) pourra apporter le maintien des neuf cents emplois dans l'usine de Palente. Cette question n'est pas sans susciter des contradictions parmi les Lip, y compris dans les rangs du PSU, comme nous le confiait un de ses militants lors de la dernière journée «portes ouvertes» le 6 novembre : «La gauche au pouvoir ? Tout au plus nous apporterait-elle une petite régie avec quatre-vingt-dix ou cent emplois. En attendant, on a encore deux hivers à avoir les pieds dans la neige...»

Et il ajoutait : «Non je crois qu'une solution qui maintienne les neuf cents emplois, il faudra l'arracher quelle que soit la couleur du régime !» C'est bien sur cette base qu'est désormais possible à Lip aujourd'hui le regroupement des travailleurs qui se fixent comme perspective d'unir le combat des Lip à tous les travailleurs bisontins nullement décidés à attendre 78, regroupement qui se pose en alternative à l'attentisme et au défaitisme que distillent de fait les dirigeants de la section CFDT-Lip aujourd'hui. Car si la situation a changé depuis 73, comme ils disent eux-mêmes, c'est bien plutôt avec l'aggravation accélérée de la crise de la bourgeoisie, dans un sens nettement plus favorable au combat d'ensemble de la classe ouvrière pour ses objectifs propres.

USINOR : HUIT ANS DE PCF



Quel avenir pour nos luttes ?

● Usinor Dunkerque, et cette fin d'année 76, ce sont 10 000 employés dont 8000 ouvriers se relayant en feux continus toutes les huit heures, tous les jours de la semaine. Ce sont 193 ateliers, 4 hauts-fourneaux, 2 aciéries, une cokerie, un train à chaud, etc. Bref, l'une des plus grandes et des plus modernes usines sidérurgiques de l'impérialisme français.

Mais c'est aussi l'usine aux plus bas salaires, l'usine où les accidents sont les plus nombreux (82 depuis la création de l'usine), où la vie est la plus infernale. A Grande Synthe, le bruit empêche de récupérer son compte de sommeil. Dans les villes aux alentours, le temps de transport allonge de une ou deux heures la journée de travail. Usine parmi les plus modernes pour la production, Usinor l'est aussi pour l'exploitation des travailleurs dans tous les domaines de leur vie.

Aussi Usinor-Dunkerque est une usine en lutte quasiment ininterrompue depuis 1968. Grève du bureau de fabrication en 69. Grève du mouvement en 71. Grève des hauts fourneaux en 74. Grève d'ensemble en 75. Grève de Mattaglo, dernier conflit de 76. A la plupart de ces conflits, la direction a répliqué par quelques mièges, et surtout par le lock-out. En 69, 71, 72, 74 l'Usinor est sans doute l'usine de France qui a été le plus lockoutée, où les licenciements, les interventions de la police font partie des moyens courants de direction, pour que l'ordre règne sur l'usine la plus rentable du trust.

En raison de toutes ces luttes, ce qui s'y passe a un écho bien plus large que sur la seule usine, et se répercute, sur toute la sidérurgie, sur le plan national. Quelles conséquences politiques ont tirées les ouvriers d'Usinor de leurs luttes ? Comment a évolué le rapport entre les aspirations révolutionnaires présentes dans plusieurs de leurs luttes, et les idées réformistes et

révisionnistes ? Face aux échéances de la lutte de classes dans la situation de crise actuelle, les réponses à ces questions sont importantes.

Avec des camarades d'Usinor, nous avons rassemblé quelques éléments faisant le point sur l'influence du PCF dans cette usine, en particulier depuis la grève des hauts fourneaux (HF).

1967 : La première implantation du PCF

En 1964, la SFIO tient la CGT d'Usinor. C'est un proche de Guy Mollet qui l'a montée. Une cellule du PCF existe bien sur Grande Synthe, composée d'une quinzaine de militants (instituteurs et ouvriers d'Usinor), mais personne ne veut militer sur l'usine, en raison de la répression. Après un congrès fédéral à Trith, la décision de monter une cellule sur Usinor est prise. Se faisant appuyer par l'UL, aux mains du PCF, un militant qui mène des mouvements sur son secteur passe comme délégué du personnel CGT, sans doute à la suite aussi de tractations avec la SFIO. Dans ce secteur se monte une cellule de sept ouvriers.

Arrive mai, juin 68. La cellule se lance à fond dans l'organisation de la grève, et quand, une semaine après l'ordre de reprise nationale, 200 cadres et jaunes des entreprises extérieures s'affrontent violemment avec le piquet de grève, la cellule est dans le piquet.

La direction de l'usine porte plainte, PC et PS décident de faire reprendre. Dans la cellule du PCF, les contradic-

tions apparaissent. Ses militants reprochent à la direction du PC sa position sur le mouvement étudiant, et son «recul par rapport à la prise du pouvoir». Le secrétaire de ville demande leur exclusion qui est refusée, mais la plupart des membres démissionnent, sauf deux. Le PC commence bien à Usinor.

D'autres facteurs expliquent ces démissions. Ils tiennent au rôle que tenaient les ouvriers dans le PC à Grande Synthe. Soumis à la direction politique des instituteurs, leur travail dans l'usine est subordonné à celui sur la localité. En cas de contradictions, c'est l'exclusion. Des militants qui se sont heurtés aux colleurs d'affiches de la mairie sont désavoués... Bref, ils sont dans un parti où l'initiative ouvrière est réprimée, où le système de cadres est construit à partir de la petite bourgeoisie.

Un large courant anarchosindicaliste

De 1968 à 1974, la très forte combativité ouvrière était significative d'un rejet profond de la société capitaliste pourtant marqué par un degré de conscience politique assez faible. L'idée qu'«on est dans une usine en extension, que le problème c'est de faire payer par la direction une partie des bénéfices qu'elle fait sur dos» prédomine. Effectivement, jusqu'en 74, Usinor-Dunkerque est en continuelle extension : construction du HF 3, de la deuxième aciérie du HF 4, de la cokerie... Et tous les ans, jusqu'en 74, la production augmentait.

D'autre part, pour beaucoup d'ouvriers, Usinor était l'usine de la deuxième chance : après les licenciements dans les mines ou dans la dentelle, des centaines d'ouvriers ont pris le chemin d'Usinor. Pour l'ouvrier d'une PME, pour l'ouvrier d'Usinor Denain ou plus tard de Trith venir à Usinor-Dunkerque était une sorte de chance. Chaque fois qu'une nouvelle installation était mise en route, l'espoir de « promotions » était entretenu. Quand les revendications n'aboutissaient pas ou que dans un secteur étaient réunis les aspects les plus criants de l'exploitation, la combativité était très forte, sans que cela se traduise par une progression de la conscience politique. La question du « changement de régime » n'apparaissait que lors des échéances électorales : de 71, législative de 73. Dans l'usine, si l'activité syndicale était commentée et présente à chaque instant, il y avait plus de réticence dans la plupart des secteurs à discuter politique.

A tous ces facteurs auxquels il faut ajouter l'isolement de l'usine (Usinor-Dunkerque est bien plus connu à l'extérieur que ne le pensaient les ouvriers eux-mêmes) ont fait que jusqu'à l'éclatement de la crise, l'intérêt des travailleurs s'est surtout porté sur les questions revendicatives.

La tactique du PCF

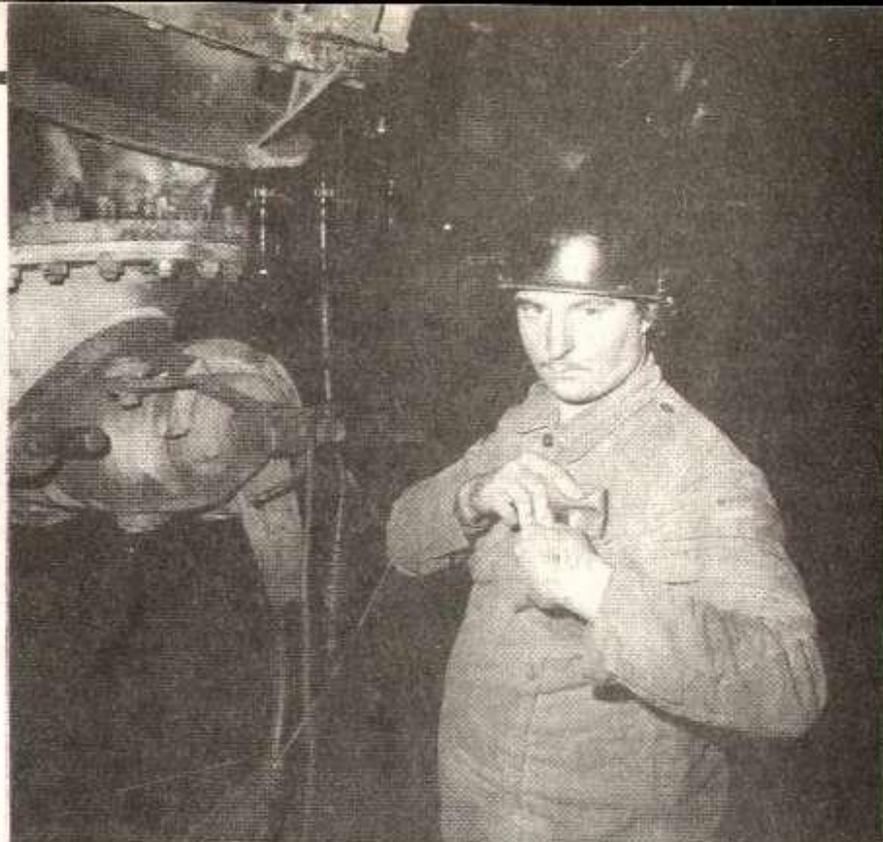
Aussi, de 69 à 74, le PCF ainsi que les autres forces politiques qui cherchent à s'implanter à Usinor-Dunkerque, n'ont pas connu de développement important. Le PCF a tenté de se développer par le canal syndical.

La première opération est la prise en main de la CGT par la multiplication de délégués. En 69, une affaire de manipulation financières louches vient à point nommé pour exclure le secrétaire de la CGT membre du PS.

En 71, un an avant la signature du programme commun, la municipalité de Grande Synthèse est prise par une liste PS-PC, avec à sa tête le socialiste Carême, délégué CFDT. Mais il faudra attendre les législatives, puis les présidentielles pour que le PC apparaisse en tant que tel sur Usinor. Auparavant, les adhésions se faisaient par contact sur un secteur, dans les multiples commissions du CE, par l'activité des cellules de quartier, ou par l'arrivée de militants des mines. Le travail politique du PC s'appuie principalement sur la confiance que les travailleurs portent à la CGT.

Mais les conflits qui vont se dérouler, de 69 à 74, vont régulièrement saper cette confiance :

- Le conflit du mouvement qui se mène en 71 avec occupation des locomotives et affrontements avec la maîtrise est brisé par le PCF. Comme par hasard, une affaire de « manipula-



1974 : les haut-fournistes refusent de monnayer leur vie pour le profit d'Usinor.

tion de timbres syndicaux» est le prétexte à l'exclusion de la CGT et du PCF le délégué qui avait lancé le mouvement.

- Chaque fois qu'elle le peut, la direction du PCF écarte des postes de délégués les ouvriers combatifs qui ne sont pas en plein accord avec sa ligne. Sont choisis ceux qui se présentent sans trop de coloration, ou même qui cherchent une planque. A la tête du syndicat, il place des adhérents techniciens ou employés, sans aucune expérience de lutte mais « sûrs politiquement ». En particulier, les militants combatifs venus des mines sont écartés des postes de direction. Ainsi les dirigeants, placés à la tête du syndicat ont quelque mal à faire passer la ligne du PCF sur la nécessaire alliance avec les ingénieurs et cadres, sur les augmentations en pourcentage, sur la modération des luttes. De 71 à 74, la politique du PCF sera de s'opposer à peu près à toutes les luttes, si des luttes ont lieu, ce sera soit par le fait de la CFDT qui sort de son statut de syndicat d'employés, soit de la frange combative des délégués qui restent attachés à la CGT pour ce qu'elle représente et ne sont pas prêts à s'engager avec le CFDT. La tension restera grande dans la CGT

Le tournant de 74 : la grève des hauts fournistes

Préparée par la grève de 71, la grande rupture d'une frange de travailleurs avec le révisionnisme s'est effectuée lors de la grève des hauts fourneaux.

Deux conceptions de la sécurité, du rôle de l'homme dans la production, de

l'attitude par rapport à la technique se sont affrontées. Celle du PCF consiste à monnayer la sécurité contre une prime. Celle des travailleurs est « la vie ne se monnaie pas ». Les travailleurs exigent une machine pour le remplacement des tuyères. Dans les AG le point de vue révisionniste est à chaque fois battu.

Mais comme à Chausson plus tard, l'intervention propre de la cellule du PCF et des élus sera différente de l'attitude dans la CGT. Dans les AG la cellule explique que la machine russe à changer les tuyères n'existe pas, et qu'il ne faut pas sombrer dans l'utopie. Au même moment, elle clame dans un tract : « où est la qualité de la vie ? La qualité de la vie, c'est à l'usine qu'elle commence »... Ansart, député du PCF reprend en écho : « les travailleurs d'Usinor veulent avoir une vie plus belle. Ils ont tout notre appui dans une lutte dont les objectifs vont d'ailleurs dans le droit fil des options fondamentales du programme commun ». Il réclame une commission d'enquête au gouvernement. Durafour répond favorablement et envoie une commission à Usinor. Les travailleurs ne l'avaient pas demandé, car ils comptaient sur eux-mêmes pour imposer la sécurité. Tandis que la commission s'enferme avec la direction, celle-ci lockoute des milliers de travailleurs. Après 27 jours, la direction lâche quelques avantages, sans avoir traité le problème de la machine, et la CGT organise avec elle le vote de la reprise : maîtrise et non grévistes sont invités à voter avec le secteur hauts fourneaux à bulletin secret. La CGT met en garde « contre les positions démagogiques toujours faciles à exploiter »

Pourtant, la grève ainsi que la bataille de ligne entre CGT et CFDT auront été très suivies par les ouvriers de toute l'usine.

La CGT voit son influence remise en cause largement dans l'usine, en particulier auprès des ouvriers les plus combattifs qui rejoignent en assez grand nombre la CFDT. Celle-ci était intervenue dès le début dans ce secteur où elle n'était pas implantée. La CGT n'apparaît plus alors comme le seul syndicat représentatif des intérêts de la classe ouvrière et la confiance politique confuse qui pouvait en découler pour les propositions de la gauche est aussi entamée. A cela viennent s'ajouter la défaite électorale de la gauche en 73 et la polémique avec le PS, mal comprise dans l'usine.

Une alternative de lutte de classes s'est affirmée dans la lutte, à gauche de la CGT, sans qu'on puisse la situer comme relevant de l'influence du PS. C'est la CFDT qui, pour beaucoup de travailleurs a fait ses preuves dans le conflit, a répondu à l'exigence de ne plus accepter la pression continue de l'exploitation, et les sabotages de la CGT. Politiquement s'engager dans un syndicalisme de type révolutionnaire à la CGT représente une alternative de gauche au PCF, au sens où beaucoup de travailleurs l'entendent : lutte à outrance et continue contre la direction, démarcation vis-à-vis de la CGT sur les revendications uniformes, la démocratie dans la lutte, l'attitude par rapport à la légalité, par rapport à la maîtrise.

Cette alternative paraît aux travailleurs différente et plus crédible que les révolutionnaires qui interviennent aux portes depuis 1968. «De temps en temps, ils disent des choses justes sur le patron, que le PC et la CGT, mais on ne peut pas les suivre, car c'est prendre les armes tout de suite, neutraliser tous ceux qui ne sont pas d'accord, et finalement se faire mettre en prison parce que tout cela, c'est illégal» disent certains travailleurs. Les appels au sabotage de la «Gauche Prolétarienne» sur les chantiers navals en 69 sont restés dans la tête de la plupart des ouvriers de Dunkerque comme représentatifs de ce qu'est un révolutionnaire.

De ce point de vue, la voie représentée par la CFDT correspond mieux à la volonté d'engagement des travailleurs qui se sont démarqués dans la grève du PC et de la CGT. Pourtant elle en retient beaucoup d'autres : parce qu'elle n'a aucun projet constructif d'ensemble à proposer autre que la lutte à outrance, menée sans que toujours la masse des ouvriers ne suive nécessairement.

1974-1975 : crise et tentative de relance du PCF

Malgré ses limites, la percée de la CFDT est un danger pour le PCF parce qu'elle représente une possibilité de voir se développer un projet autre que le sien. D'autant plus que le bilan de la grève des HF alimente de nombreuses

contradictions dans la CGT : une série de délégués combattifs, de jeunes déterminés à la lutte, membres ou non du PCF, les anciens mineurs qui, sans voir les changements de ligne de leur parti, veulent en rester au style combattif qu'ils ont connu à la mine, demandent des comptes. Les thèmes issus du XXI^e Congrès permettent à la direction du PC de modifier sa tactique : méfiance vis-à-vis du PS, nécessité d'un parti fort, rôle de la classe ouvrière dans l'union du peuple de France, travail politique à l'entreprise, tous ces thèmes vont être utilisés pour relancer l'implantation révisionniste à Usinor, pour reconquérir le terrain perdu sur le plan syndical.

Plus question de s'opposer de front aux luttes, de faire reprendre brutalement, il faut affirmer la nécessité de l'offensive et de la démocratie dans la CGT. Le secrétaire de la section est remplacé. Un responsable au développement sur l'entreprise est désigné. La CGT et le PC sont «renforcés» par des mutations de militants de l'Est et du Valenciennois. Enfin, la cellule d'Usinor est rattachée directement au comité central du PCF tandis que parallèlement la section CGT est rattachée à la confédération. Mais surtout, le PCF va tenter de profiter de la nouvelle situation politique.

une nouvelle situation politique

Pour la masse des travailleurs, octobre 74, c'est la mise en place de la politique de chantage à la crise. Premier aspect de la politique de crise, l'annonce des mesures de chômage partiel est d'une très grande importance politique. Car, la sidérurgie étant touchée de plein fouet, le mythe de l'extension continue de la production, de la prospérité d'Usinor, de la sécurité que procurerait le fait d'être embauché dans une grande usine moderne s'effiloche au fur et à mesure que les mesures sont appliquées. Auparavant, les travailleurs d'Usinor avaient une réflexion limitée à leur seule usine. Il s'agissait de s'affronter avec un grand trust pour lui faire céder une partie de ses profits. Mais Usinor n'échappe pas à la crise. Fondamentalement, la solution déborde le seul affrontement avec le trust. La crise est plus profonde, elle est d'ensemble, c'est la société qui est malade, se dit-on à Usinor. Pendant toute l'année 75, à chaque mesure de chômage partiel, les ouvriers auront l'occasion de débattre de la crise et de ses origines. C'en est fini, pour une large part d'entre eux, du point de vue limité à l'horizon de leur usine.



1974 : grève pour la sécurité aux haut fourneaux.

Les thèmes du PCF

Réorganisé, le PCF va essayer de profiter de la nouvelle situation pour reprendre du poids à la faveur de ses nouveaux thèmes de propagande : le «scandale des pétroliers» et la nécessité de nationaliser ce secteur ; l'avenir radieux d'une gestion démocratique d'Usinor nationalisée (qui a de la peine à convaincre les mineurs qui ont connu 44-47) ; le thème «la crise n'est pas fatale» avec les propositions qui en découlent : nationalisations pour pouvoir réorganiser l'économie et relance de la consommation par la hausse des salaires. Pendant ce temps, on assiste à de multiples réunions CGT-CFDT dans les vestiaires expliquant que la politique du chômage partiel d'un côté et l'accentuation du rythme de travail de l'autre est le moyen trouvé par les capitalistes pour faire croire à la crise et baisser les salaires. D'une certaine façon, on peut juger du résultat de cette propagande par un reportage de l'Humanité du 9 octobre 74, signalant 70 adhérents répartis en cinq cellules (aciéries, HF, cokerie, atelier central, grands bureaux). Sur 10 000 personnes après douze ans de présence, dont huit de contrôle de la CGT, cela fait peu. Quelques difficultés internes sont signalées, à propos de la constitution de cellules : les feux continus, le fait d'habiter à Lens, Béthune ou Calais, et surtout la vieille idée que la politique s'arrête à la porte de l'usine, défendue par les cellules locales qui ont de la réticence à laisser partir leurs membres employés à Usinor.

Mais c'est dans la lutte, une fois de plus, que les contradictions vont se révéler clairement.

La lutte d'ensemble de 75

Les ouvriers de Renault La Mans, après six mois de chantage à la crise de la part de la bourgeoisie, ont donné le signal de la lutte. Ils ont montré qu'il était possible d'obtenir des victoires. A Usinor même, la volonté de riposte prend forme chez une partie des ouvriers : militants CFDT, militants de base de la CGT, plus largement membres de la CGT qui ont rompu avec le PCF sur une base de lutte, et même certains membres du PCF, parmi les plus combattifs. Aussi, lorsque les mélangeurs se retrouvent pleins, à l'aciérie, ils sont immédiatement bloqués et aussitôt une partie des ouvriers du train à bande viennent soutenir ceux des aciéries. La direction de la CGT a retenu la leçon du précédent conflit. Mise devant le fait accompli, forcée par les militants combattifs, elle décide de soutenir, pour ne pas se faire distancer à nouveau par la CFDT pour qui tous les mouvements sont bons car, «échec ou

victoire, cela dégage des militants et donne de l'expérience de lutte».

Usinor fait donner immédiatement la police, et suscite ainsi une réaction ouvrière massive. Les syndicats décident de bloquer les portes, sans que ce soit le résultat d'une discussion avec les travailleurs de l'usine encore extérieurs au mouvement. Et au fil des jours, le piquet de grève est de plus en plus tourné, la direction parvient à monter une partie des grévistes contre leurs camarades. Seule l'action du piquet, qui va discuter dans les secteurs avec ceux qui travaillent l'empêche d'aller plus loin. La lutte aboutit à un échec. Très «démocratiques», CGT et CFDT laissent les travailleurs décider de la reprise. La

à l'assemblée, en s'indignant vertueusement de l'intransigeance de la direction qui «a multiplié ses profits par six en quatorze ans et prétend n'avoir rien à négocier», sans grand écho. La tactique de la direction du PCF est de laisser faire les éléments combattifs de la cellule et du syndicat, en tenant le raisonnement que même si cela aboutit à un échec, il aura été démontré que la CGT est elle aussi capable d'aller jusqu'au bout, et surtout que le PCF avait bien raison d'être contre les grèves minoritaires. D'ailleurs, même si des initiatives sont prises au niveau de la fédération pour étendre le mouvement dans le but d'imposer une convention collective à l'UIMM, lors d'un congrès ultérieur de la CGT, il sera dit que la direction CGT d'Usinor



1975 : Au piquet de grève à Usinor : non au chômage partiel !

division qui s'est instaurée dans le conflit, malgré les efforts du piquet de grève, trouve sa source dans une prise de conscience inégale du choix de la bourgeoisie de mener une politique de crise, de la possibilité de lui faire payer. Mais comment ne pas y voir aussi, et peut-être principalement, le bilan de conflits longs menés pendant des années sans aboutissement véritable. La direction PCF de la CGT n'avait jamais eu la volonté politique de surmonter le lock-out en durcissant l'affrontement de classe. Beaucoup de travailleurs qui passaient sous les grillages pour aller travailler n'étaient pas hostiles à la lutte mais pour autant qu'elle aboutisse. Le bilan des précédents conflits ne les incitait pas à s'embarquer dans un conflit long sous la direction des syndicats de l'usine.

L'attitude du PCF durant le conflit est significative. Ses élus ont essayé de mettre en valeur leurs interventions

s'était laissé entraîner par certains éléments à une grève minoritaire !

Après la reprise, les licenciements s'abattent, en particulier sur l'un des leaders, membre du PCF qui était entré violemment en contradiction avec sa direction, lui imputant l'échec de la grève veulent faire le ménage et exclure ceux des délégués qui ont travaillé. Or ce sont précisément ceux-là qui appliquent le plus systématiquement dans le PCF la ligne révisionniste d'alliance avec les cadres, de modération des luttes... Pendant que les comptes se règlent au détriment des plus combattifs, aucune véritable défense des licenciés n'est organisée. Le leader de la lutte est recasé à la communauté urbaine de Dunkerque, dont le président est le socialiste Denvers. D'autres délégués du personnel CGT, écartés, repartent à la mine. Les révisionnistes bon teint reprennent la direction du syndicat.



Pour les travailleurs, le bilan est lourd. Par la suite, nombre de ceux qui n'avaient pas fait grève reconnaîtront qu'il était juste de s'opposer à la politique de crise. Mais l'échec pèse, et la confiance dans les syndicats en est fortement ébranlée : « toujours partir en lutte, et pour quel résultat ? ». La course à la combativité entre les deux syndicats, qui ne s'est pas faite dans l'intérêt de la lutte, mais par concurrence et par lutte d'influence, est remise en cause.

Après la grève de 75, quel avenir ?

LES CONTRADICTIONS DANS LE PCF :

La grève de 75 a laissé de profondes divisions au sein de la CGT entre les délégués restés au PCF et ceux qui n'y sont pas. Si le PC claironne aux aciéries qu'il a deux cartes sur l'usine, son activité reste invisible quand on enquête auprès des différents secteurs de l'usine. Par contre, de nombreux signes de contradiction apparaissent clairement :

- Des militants du PCF venus des mines, et qui redemandent leur carte se la voient remettre au bout de trois mois, puis n'entendent plus parler de rien pendant un an. Ainsi, lorsque Marchais est venu à Dunkerque le 24 octobre, la mobilisation s'est faite par invitations. Un travailleur ancien du PCF s'est vu remettre une invitation par son contremaitre. Et celui-ci avait pour mission de ne pas révéler qui l'avait chargé de cette mission !

- Les militants issus des mines voient d'un mauvais œil la façon dont le syndicat est dirigé. Un point de friction est particulièrement ressenti : l'attitude vis à vis des cadres et de la maîtrise. Les appels à l'unité passent d'autant moins bien que depuis 66 la direction en a enrégimenté une partie contre les grévistes, et que cela ne

s'est pas démenti dans la dernière période. Au contraire, le sommet a été atteint en 75 lorsqu'une escouade de chefs et quelques non grévistes ont attaqué le piquet de garde à la porte des HF.

- La montée électorale constante du PS est mal acceptée par certains membres du PCF, en particulier ceux qui viennent des mines, où ils se sont affrontés durement avec le PS dans le passé. De plus sur la municipalité de Grande Synthe, l'union de la gauche a surtout servi le PS, et la personne du maire Carême. Le PCF n'en retire aucun avantage, bien au contraire : un conseiller du PC avait monté les centres aérés de la ville, mais c'est le maire qui en a retiré le bénéfice. Le PCF en est réduit à souligner le sacrifice de certains équipements sociaux au profit de « réalisations de prestige ». Mais concrètement, le PS semble avoir suffisamment renforcé sa position pour pouvoir présenter une liste sans le PCF au premier tour des municipales.

Pour toutes ces raisons, il semble que le noyau actif du PCF dans l'usine se réduise à la plupart des délégués, sans qu'il y ait de vie véritable de ces cellules annoncées à grand coup de publicité dans l'« Humanité ».

QUESTIONS SUR 78 :

Les difficultés de l'organisation révisionniste reposent sur de réelles contradictions, mais ne signifient pas pour autant la déroute de l'influence des idées du PCF chez les travailleurs de l'usine.

La grève de 75, les vagues de chômage partiel, les « difficultés » du trust ont renforcé la conscience qu'il faut un changement politique. Et majoritairement, les travailleurs d'Usinor attendent le passage de l'union de la gauche, car tel qu'est le régime actuel, « ça ne peut plus durer ». Sur

cette base, la propagande du PCF de « rajouter » au programme de nationalisation la sidérurgie a un certain écho sous la forme : « il n'est pas normal que des moyens de production de l'importance d'Usinor soient aux mains de particuliers ». Cependant la réalité même de ce que vivent les travailleurs d'Usinor les amène en contradiction avec le projet révisionniste.

Si l'on discute de l'apport que pourrait représenter l'union de la gauche, il n'y a pas d'illusions sur la parcelle de pouvoir que cela pourrait donner aux travailleurs. Non, ce serait plutôt un système bourgeois moins mauvais que le précédent, qui pourrait donner la cinquième équipe, des augmentations de salaire, et une meilleure sécurité de l'emploi. Par contre, d'autres éléments incitent à la méfiance :

- Certains délégués membres du PCF préparent visiblement leur place pour l'Usinor d'après 78. Eux croient que l'union de la gauche leur apportera une parcelle de pouvoir. Du coup, on entend sur certains secteurs des éléments arriérés fraîchement rattachés à l'UG claironner que « ce ne sera plus la gabegie », qu'il n'y aura plus de temps mort sur les chantiers ce qui arrive parfois sur les chantiers, et qu'il « faudra tailler dedans », comme on dit à Dunkerque.

- Une partie de la maîtrise commence à tourner sa veste. Chez certains, pour être du côté du pouvoir. Chez d'autres, cela va avec la claire conscience que l'union de la gauche maintiendrait la position de la maîtrise dans l'usine. Le résultat des élections professionnelles d'octobre a confirmé cette tendance : après le conflit de Mataglo, où des cadres s'étaient violemment attaqués aux grévistes, la CGT a gagné un siège et cent soixante voix au collège d'agents de maîtrise. Dans le collège ouvrier, où il y a eu

deux mille trois cents abstentions sur huit mille inscrits, elle a perdu cent quatre vingt neuf voix sur quatre mille deux cents, tandis que la CFDT maintenait ses mille sept cents voix. Un tel revirement rappelle à certains délégués venus des mines l'attitude du PCF à la Libération vis à vis des patrons : «pour relancer la production, il avait escamoté l'épuration des portions qui nous avaient réprimés sous l'occupation».

Ne pas attendre 78

La grève de Mattaglio a montré que les ouvriers d'Usinor ne sont pas décidés à attendre 78. Voilà un des seuls secteurs qui ne faisait jamais grève, et qui s'est mis en mouvement, en profitant du fait que le port était engorgé de bateaux après une grève des portiqueurs. En montrant aux autres secteurs de l'usine que les bas salaires voulaient la lutte, ils ont suscité un large écho dans l'usine. On discute encore pour savoir s'il fallait, pour soutenir la lutte, risquer le lock-out, quitte à y faire face. L'autre solution était celle de la CGT, en fait du PCF. Ceux-ci n'ont rien fait pour populariser la lutte, pour déterminer les formes de soutien possibles. Au contraire, ils ont amplifié auprès des travailleurs les menaces de lock-out de la direction, colportant l'idée qu'à ce moment, «le patronat était fort». En fait, dans la situation de concurrence très aiguë avec le Japon et l'Espagne, Usinor aurait eu du mal à se passer de

son usine la plus rentable ! Cela les a amenés à proposer aux ouvriers en grève de reprendre le travail pour engager des grèves successives de 2, 4, 6 ou 8 heures, forme de lutte rendue inefficace par le fait qu'en passant la production des roues-pelles de déchargement de 1 600 t/h à 3 000 t/h au poste suivant, la direction maintenait le tonnage global. Une telle proposition était d'autant plus grave qu'il s'agissait du premier conflit mené par ce secteur.

Affirmer le projet révolutionnaire

En raison du degré d'exploitation qu'ils vivent, de la répression systématique à laquelle ils doivent faire face, les ouvriers d'Usinor ont accumulé les raisons d'en finir avec la bourgeoisie. Ils ont aussi acquis une grande exigence sur les propositions politiques de changement. En premier lieu, la lutte continue a fait du combat revendicatif un facteur important de jugement politique des organisations qui prétendent les représenter, sur leur capacité à les mener à la victoire. A ce propos, la voie du programme commun, proposée par le PCF dans la CGT n'enthousiasme guère. Et la CFDT n'offre plus l'alternative révolutionnaire des années précédentes: si les ouvriers ne veulent pas attendre 78, ils ne veulent pas engager de lutte sans savoir où ils vont, sans aboutir à la victoire. Des perspectives politiques sont données dans la section CFDT : nationalisation avec une part

d'autogestion, passage de la gauche, mais indépendance des syndicats vis-à-vis des partis de l'UG. Mais elles n'apportent pas les réponses qu'attendent les travailleurs.

Les travailleurs d'Usinor cherchent des solutions politiques sur leur avenir. Sur ce point, ils sont en situation d'attente. C'est une des raisons pour lesquelles le PCF relance sa propagande dans les usines sur les thèmes du 21^{ème} congrès : rôle de la classe ouvrière dans «l'union du peuple de France», le PCF, parti des pauvres, l'Union de la gauche est une simple étape vers le «socialisme aux couleurs de la France»... Mener cette propagande est pour les révisionnistes le moyen de s'opposer aux aspirations révolutionnaires présentes à Usinor. C'est d'autant plus nécessaire que le PCF, que ce soit par rapport au PS ou aux révolutionnaires, tient à contrôler étroitement le potentiel de ce grand baigné ouvrier.

On voit donc toute l'importance des possibilités ouvertes par une affirmation vigoureuse dans l'usine du projet révolutionnaire, de la perspective du pouvoir des ouvriers et des paysans, moyen d'avancer vers le communisme.



octobre 76 : grève du service Matières et agglomérations.

UNE NOUVELLE FORME DU MODÈLE DE CRISE

● Les thèmes de propagande de la bourgeoisie ont beaucoup évolué depuis trois ans. C'est un peu la douche écossaise : tout va mal, tout va bien... Crise du pétrole et chômage, reprise, inflation : la bourgeoisie a ainsi fait alterner un discours inquiétant et un discours rassurant. Et ce n'est pas fini.

A l'approche des élections de 78 — peut-être dès l'automne 77 — il y a fort à parier que Giscard va revenir au langage rassurant : « la France, grâce à mon action, est en passe de sortir de la crise ; ça va mieux ; demain ça ira encore mieux... »

A quoi tiennent ces fluctuations du discours de la bourgeoisie ? Reflètent-elles l'évolution objective de la situation de l'impérialisme français ? Ou bien expriment-elles la fragilité du pouvoir de la bourgeoisie à faire supporter aux masses le poids d'une crise durable ?

De la « crise du pétrole » au « bout du tunnel »

De l'automne 73 jusqu'à l'été 75, les représentants de la bourgeoisie — aussi bien au niveau gouvernemental qu'à celui des grands moyens d'information — se sont employés à diffuser une image catastrophique de la situation. Dans les premiers mois tout était axé sur la « crise du pétrole » : menaces de rationnement, appel de Giscard à faire un « treizième mois pour l'exportation », campagnes racistes... Chômage, inflation étaient présentés comme les conséquences inévitables de cette « crise du pétrole ». Pourtant, dès avant octobre 73, l'inflation comme le chômage se développaient déjà. Pourtant, jusqu'à l'été 74, la production est restée en France à un niveau élevé. Cette campagne alarmiste visait à imposer aux travailleurs un nouveau modèle de collaboration de classes, ce que nous avons appelé dès cette époque « un modèle de crise ». Il comporte trois aspects fondamentaux.

● La crise vient de l'étranger, ce n'est pas le système lui-même qui est en crise (« les difficultés françaises font partie d'un problème mondial dû au désordre des grandes monnaies et à l'augmentation massive des prix de l'énergie et notamment du pétrole » Giscard 74).

● Pour faire face à la crise, il faut que tous les Français se serrent les coudes devant l'adversité (« les temps sont difficiles. Il ne faut pas dissimuler la nécessité de l'effort » Giscard, idem).

● Au bout de cet effort, il y a une société plus juste, plus humaine, fondée sur une nouvelle croissance... Demain, on rase gratis ! (« Un certain type de croissance tire à sa fin. Il nous faut donc ensemble inventer un autre » Giscard).

C'est au nom de ce modèle que le gouvernement a opposé aux justes revendications des postiers un « non » catégorique lors de la grande grève des postes de l'automne 74. C'est au nom de ce modèle que le patronat avec l'appui des CRS, a opposé son intransigeance aux luttes populaires.

Quel a été l'impact réel de ce modèle de crise sur la classe ouvrière ? Les hésitations des travailleurs à engager de larges mouvements de riposte peuvent donner l'impression d'une certaine efficacité de cette politique de la bourgeoisie. En fait, l'enquête politique menée constamment par notre Parti sur les idées régnant dans les masses prouve que le véritable obstacle au développement d'une offensive ouvrière ne réside pas principalement dans l'impact de ce modèle de collaboration de classe, mais plutôt dès la fin de la grève des Postes dans le poids de la répression et dans l'absence de perspective offerte par les partis de l'Union de la Gauche et par les directions syndicales. Le thème : « C'est la faute des rois du pétrole » est devenu rapidement inopérant et bientôt — vers l'été 75 — la bourgeoisie s'est rendu compte du danger de poursuivre sa propagande catastrophiste : en rester à cette version des faits, c'était reconnaître l'impuissance de la bourgeoisie à apporter des solutions à la crise, c'était faire un constat d'échec de la politique de l'équipe au pouvoir.

Par ailleurs le patronat réclamait avec insistance le soutien économique de l'Etat pour contenir la récession dans des limites tolérables.

C'est dans ces conditions que Giscard-Chirac ont lancé en septembre 75, à grand fracas, le plan de soutien. Cela constitue, dans le cadre de « la navigation à vue » caractérisant la politique économique de la bourgeoisie

un changement de cap. Cela s'est traduit sur le plan des thèmes de la propagande gouvernementale, par l'apparition d'un nouveau slogan : « le bout du tunnel ». Bien évidemment cela n'a rien changé à l'intransigeance patronale et gouvernementale ; aux revendications des travailleurs, la réponse était invariablement : « ce n'est pas le moment, satisfaire vos exigences ce serait casser la reprise qui s'amorce ; soyez patients et raisonnables ; c'est votre intérêt car la reprise cela signifie pour vous, la fin du chômage ».

De la faillite du thème de la reprise au nouveau thème du modèle de crise : l'inflation

Si le plan de soutien a permis effectivement de donner à un certain nombre d'entreprises des avantages substantiels, il n'a en rien modifié le cours général du développement de la crise. La bourgeoisie, incapable de modifier par un coup de baguette magique les contradictions inextricables dans lesquelles elle est ensermée, s'est contentée de recourir à une politique de « facilités », portée comme par une vague par une légère amélioration de la conjoncture mondiale.

Le plan de soutien n'a été que la distribution de l'argent des contribuables à certaines entreprises. Cela leur a permis de se « refaire un peu de gras » mais en aucune façon de relancer en profondeur l'activité économique. Bien plus, le plan de soutien a constitué un coup de frein dans le processus d'assainissement et de restructuration de l'économie. La « compétitivité » des productions françaises, loin de s'améliorer, n'a fait que se dégrader comme en témoigne l'évolution du commerce extérieur depuis septembre 75. L'inflation a été maintenue, le Franc n'a pas cessé de dégringoler.

Par ailleurs, le thème de la reprise n'a pas fait reculer les aspirations des travailleurs à riposter à la politique de

crise de la bourgeoisie. Bien au contraire, on a assisté depuis un an, au mûrissement de l'idée de riposte ouvrière, au renforcement de l'exigence d'une coordination de luttes pour opposer un large front de lutte contre la crise. L'obstacle majeur est resté celui des directions réformistes et révisionnistes des syndicats à tout mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, à la réalisation effective de l'unité populaire.

Que signifie alors le lancement du plan Giscard-Barre ? C'est le retour à une politique de crise comparable à celle des années 74-75, mais le thème a changé. Ce n'est plus le pétrole ou le chômage qui sont mis en avant, mais l'inflation. Alors que la politique de réforme de la société «libérale avancée» a fait long feu et ne trompe plus personne, Giscard espère recueillir le «consensus» national sur la lutte contre l'inflation présentée démagogiquement comme injuste, comme facteur d'inégalité sociale... Cette nouvelle version du modèle de crise vise comme par le passé à réaliser la collaboration de classe. Mais sa fragilité est grande.

D'abord parce que la bourgeoisie ne peut plus invoquer valablement des facteurs externes pour expliquer la continuation de la crise. Le discours de Barre, le 22 septembre est clair à cet égard puisqu'il met au premier plan la hausse des salaires dans l'explication de l'inflation. Comment faire croire aux travailleurs qu'ils sont responsables de l'inflation alors qu'ils ont les plus grandes difficultés à résister à la baisse de leur salaire réel !

En second lieu, la perspective de réformes pour rendre notre société plus «humaine» se perd dans les brumes.

Qu'est-ce qui ressort du plan Barre ? Le blocage des prix et des salaires. Or, en ce qui concerne le blocage des prix, la plus grande incrédulité règne dès aujourd'hui sur le succès de cette politique. Et la libération des prix au 1^{er} janvier 77, malgré la baisse de la TVA, n'ira évidemment pas dans le sens de la réussite.

Comme l'a prouvé l'importante mobilisation populaire lors de la journée du 7 octobre, les travailleurs ne sont guère abusés par le plan Barre. Ils y voient de plus en plus nettement la volonté de la bourgeoisie de s'attaquer à leur pouvoir d'achat par le blocage des salaires.

Mais la lutte contre l'inflation n'est que l'objectif apparent de la politique de la bourgeoisie. Sa véritable visée c'est de réaliser une nouvelle étape de l'assainissement de l'économie française. Ce processus a été amorcé dès 1974 mais n'a pas pu être mené bien loin, compte tenu de la faible marge de manœuvre dont disposait Giscard dans



le contexte de la crise politique. Les résistances de certaines fractions de la bourgeoisie au modeste projet de taxation des plus-values sont à cet égard tout à fait révélatrices.

Le plan de lutte contre l'inflation représente ainsi la tentative de resserrer les rangs de la bourgeoisie dans une nouvelle et large offensive contre les masses populaires. Comme le prouve aujourd'hui la situation dans la sidérurgie et demain dans le bâtiment, le textile ou l'automobile, le principal résultat de cette politique de

crise, c'est la fermeture d'entreprises, les licenciements collectifs et le chômage.

Mais la crise est à ce point profonde que Giscard ne parvient ni à reconstituer la cohésion politique de la bourgeoisie, ni à abuser les travailleurs sur le véritable sens de sa politique. Le nouveau modèle de crise, fondé sur l'inflation, s'avère plus fragile que celui des années 74-75. Cela traduit l'approfondissement de la crise et le mûrissement d'une issue révolutionnaire.

concurrence acharnée dans l'aéronautique

LES RECULS DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

● Les grands projets industriels de de Gaulle, c'était le nucléaire, l'informatique et l'aéronautique. Après l'abandon de la filière nucléaire française (1969) par Pompidou, après l'échec de l'informatique française (fusion CII-Honeywell -Bull) c'est aujourd'hui la politique aéronautique française qui a du plomb dans l'aile.

L'échec du Concorde

La production du Concorde, est suspendue jusqu'à nouvel ordre ; la réalisation du Mercure 200 est l'objet d'un marchandage serré avec les Américains ; la production d'un nouveau supersonique (Super-Concorde) n'est plus envisagée qu'en collaboration avec l'aéronautique américaine. Il résulte déjà de ces reculs de l'impérialisme français, une baisse de l'activité des entreprises aéronautiques et la perspective de nombreux licenciements.

Actuellement, la production du Concorde se limite à seize exemplaires, dont neuf seulement ont été vendus (à Air-France et à la British Airways). L'exploitation du Concorde par Air France a entraîné un déficit de l'ordre de 170 millions de F pour l'année 1976. Pourtant, le coefficient de remplissage

(pourcentage de places occupées) n'est pas trop faible : 65% sur la ligne de Rio, 85 % sur celle de Washington et 40 % sur Caracas. Mais d'une part, le faible nombre d'exemplaires construits entraîne un prix élevé de l'appareil et d'autre part les dépenses de carburant sont proportionnellement plus élevées pour un supersonique de 100 places que pour les subsoniques ou les supersoniques de grande taille (200 places et plus).

Face à ces «défauts économiques», Concorde n'a pour lui qu'une qualité : son avance technologique. Mais si cela fait l'orgueil des ingénieurs français... et du PCF, cela ne fait pas vendre pour autant un avion dans un monde où règnent le profit et la concurrence.

Cette avance technologique n'est pourtant pas sans conséquences. Les Américains aimeraient bien pouvoir s'approprier le savoir faire acquis par la



Le PCF pour la défense de Concorde.

France et la Grande-Bretagne dans le domaine des supersoniques de transport. C'est pourquoi se profile aujourd'hui la perspective d'une coopération franco-US, à laquelle la Grande-Bretagne ne participerait pas en raison de ses difficultés financières actuelles, pour la construction d'un super-Concorde. Dès l'année prochaine, la SNIAS et la SNECMA consacreront 20 millions de F. au lancement de l'étude de ce nouveau modèle. Autant dire que la suspension de la production de Concorde est en fait un abandon définitif. La politique des Américains apparaît très clairement.

Dans un premier temps, ils laissent la France investir dans les recherches et la mise au point technologique d'un avion supersonique.

Deuxième phase de l'opération : blocage de la diffusion commerciale de l'avion. Pour y parvenir les USA commencent par retarder les prises d'option par les compagnies de navigation américaines en n'accordant pas l'autorisation d'atterrissage sur les

grands aéroports américains. Par ailleurs, ils ne ménagent pas leurs pressions sur un certain nombre de pays pour différer les prises d'options.

Troisième temps : une fois le projet franco-anglais mis au point sur le plan technique mais en même temps compromis sur le plan commercial, les monopoles américains de l'aéronautique offrent leurs services pour développer, sur la base des acquis du Concorde un projet franco-américain. La bataille va maintenant se jouer sur la question du contrôle du nouveau projet. Il y a fort à parier que les USA parviendront à imposer leur leadership malgré les tentatives françaises de faire valoir l'avance technologique acquise avec Concorde.

La France : une PME à l'échelle mondiale

Ce processus réalise à l'échelle mondiale ce que les monopoles pratiquent couramment dans chaque pays. Lors de la mise au point de

nouveaux produits, les monopoles laissent bien souvent l'initiative à des petites ou moyennes entreprises qui tentent ainsi de gagner un marché nouveau. Lorsque ces entreprises plus ou moins indépendantes des monopoles ont réalisé les investissements de recherche et de mise au point, elles rencontrent un problème de financement pour mettre en route à grande échelle la production. C'est alors que les monopoles, avec l'appui des banques, reprennent l'initiative et prennent le contrôle des nouvelles productions. Pour les PME prises dans ce processus, le bilan est favorable, contrairement à ce que prétend le PCF. En effet, si la prise de contrôle par un trust signifie la perte d'indépendance pour la PME, elle assure également une issue « promotion » pour cette entreprise et son personnel dirigeant. Le bilan est par contre négatif pour les PME qui ne réussissent pas ou réussissent trop tard la mise au point du nouveau produit ; bien souvent c'est la faillite. On comprend ainsi pourquoi la disparition des PME n'est pas pour demain. On comprend aussi pourquoi l'impérialisme US ne voit pas d'un mauvais œil certaines tentatives de développement des impérialismes secondaires ; à condition toutefois que ceux-ci ne fassent pas preuve d'une volonté « exagérée » d'indépendance...

Lutter pour la défense de l'emploi

Les capitalistes français, que les entreprises soient privées ou publiques, trouvent facilement leur compte dans de telles opérations. Par contre les travailleurs en sont directement victimes. La perte du « marché du siècle », l'abandon de la production du Concorde, la réorientation des recherches pour le super-Concorde, jointes aux difficultés rencontrées pour le Mercure, se traduisent par des projets de licenciements dans l'aéronautique. On annonce déjà — rien que pour la SNECMA — cinq cents licenciements d'ici 1978. A Villaroche, une centaine de licenciements sont prévus. A la SNIAS, les travailleurs sont également touchés. En avril les ouvriers de la SNIAS-Chatoua sont déjà entrés en lutte contre la fermeture de leur usine. Le bureau d'études de Suresnes est déménagé à Toulouse et c'est l'occasion de liquider 196 emplois.

Les reculs de l'impérialisme français dans le domaine de l'aéronautique ont pour conséquence le développement du chômage. En développant leurs luttes pour la défense de l'emploi, les travailleurs de l'aéronautique doivent prendre leur place dans l'offensive ouvrière contre la crise.

L'ENQUETE DANS LES COTES DU NORD

● «Il faut commencer par établir un contact entre la ville et la campagne (...) établir des contacts entre les ouvriers des villes et les travailleurs de la campagne...» C'est en reprenant cet appel que Lénine lançait en janvier 23, que le PCRml a engagé un travail d'enquête et de liaison avec la paysannerie pauvre et moyenne de plusieurs régions.

Le texte qui suit rend compte du travail du groupe d'enquête effectué cet été dans les Côtes du Nord.

Dans le numéro du mois dernier nous avons essayé de retracer les principales étapes de la pénétration du capitalisme dans la région et surtout de dégager les caractéristiques nouvelles des rapports de production en découlant. Dans ce numéro nous allons chercher à cerner comment, étroitement liée à cette évolution, s'est manifestée au fil des ans et surtout des luttes l'émergence d'une nouvelle gauche paysanne.

Traditions de lutte et influences politiques

Il y a encore peu de temps l'image que se faisait la bourgeoisie du paysan breton était celle d'un homme certes farouche et têtu mais aussi profondément travailleur et respectueux de l'ordre établi. Et il est vrai que dans cette région de l'Ouest de la France où la révolution de 1789 s'est faite difficilement, le paysan est resté longtemps tenu en laisse par l'idéologie du respect envers le «maître» de la terre et par la religion.

Sans cela on ne comprendrait pas comment les pères de ces mêmes paysans bretons, ceux que l'histoire allait appeler les Bonnets Rouges, aient pu par milliers vers 1675, provoquer les émeutes à Rennes, Nantes, Guingamp... brûler les châteaux et chercher à imposer un programme contre l'exploitation des féodaux et la dime due aux ecclésiastiques avant que la rébellion ne soit noyée dans le sang de la répression.

Plus proche de nous, et pourtant souvent moins connue, est la vague de luttes qu'il y eut en Bretagne, entre les deux guerres sur les questions foncières. Dans cette région où, comme nous l'avons vu, dominèrent longtemps le fermage et même le métayage, il est normal que le premier signe du réveil du paysan breton se soit manifesté dans les luttes sur le foncier. C'est à cette époque que naquirent des points d'implantation du PCF en Bretagne notamment dans les Côtes du Nord qui sont encore très nettement perceptibles aujourd'hui.

Cette implantation se renforça dans la période de crise des années 31 à 35 au point que ce fut dans le département des Côtes du Nord que la CGPT (1) (Confédération Générale des Paysans-Travailleurs) engagea le plus grand nombre d'actions contre les saisies alors que le syndicat de Renaud-Jean avait surtout eu jusqu'ici comme zone d'influence le Nord-Ouest du Massif-Central, le centre et le Sud-Ouest de la France.

De leur côté, les «socialistes» cherchèrent aussi à acquérir à la veille du Front Populaire une certaine influence en Bretagne. Tanguy-Prigent, fils d'un fermier des Côtes du Nord fut élu député «socialiste» du département en 1936 avant d'être nommé ministre de l'agriculture en 1944 puis de rejoindre le PSU à sa création. Là aussi on sent encore aujourd'hui dans certains cantons notamment autour de St Brieuc et de Laudeac cette ancienne implantation SFIO chez les paysans.

Bien qu'on ait souvent évoqué les monstruosité des nazis bretons, de Lainé ou Yann Goulet, il serait faux de n'avoir retenu des paysans bretons durant la dernière guerre, que le souvenir des crimes des fascistes et des racistes qui ont voulu faire croire qu'en s'alliant aux hitlériens, ils défendaient leurs idéaux bretons et celtiques. En fait la résistance fut particulièrement active en Bretagne, de nombreux réseaux furent mis sur pied pour cacher les résistants poursuivis ou sauver les aviateurs alliés abattus. Et dans ce dur combat, que beaucoup de résistants payèrent de leur vie, les

militants des organisations de petits paysans créés par le PCF et la SFIO, furent souvent à l'avant-garde, structurant le mouvement et faisant bénéficier la résistance de leurs connaissances du pays et des hommes. Aussi ce n'est pas étonnant si aux élections législatives de novembre 1946, la SFIO mais surtout le PCF progressèrent dans des départements comme les Côtes du Nord.

Renouveau des luttes et naissance d'un nouveau syndicalisme paysan

Au lendemain de la guerre, il faudra attendre les années 60-61-62 pour assister à des mobilisations massives des paysans bretons. En 60, ce sont les producteurs d'artichauts du Léon qui se révoltent contre l'anarchie du marché, qui ruine un grand nombre d'eux. Mais ce sont avant tout les mobilisations de 61 qui restent le plus nettement inscrites dans les mémoires des paysans bretons. Les paysans furieux de voir que la loi d'orientation

(1) C'est en 1929 que fut créé à l'initiative de militants du PCF, avec notamment Renaud Jean qui restera le leader paysan du PCF jusqu'en 1939, la CGPT. Sans s'appuyer sur une véritable analyse de classe de la paysannerie, la CGPT connaîtra un certain développement, diffusant son journal «La Terre» et engageant de nombreuses luttes contre les saisies. ▶



promise reste lettre morte du fait qu'aucun décret d'application ne soit paru engageant des actions extrêmement violentes dans toute la Bretagne, arrosent des tonnes de pommes-terre de gaz oil, scient les poteaux télégraphiques, et mettent à sac les bureaux de vote lors des élections cantonales. Une vingtaine de paysans sont arrêtés, ce qui aura pour conséquence de faire monter d'un cran la mobilisation des paysans. Ainsi le 9 juin des centaines de tracteurs arrivent sur Morlaix et en bloquent toutes les issues. La sous-préfecture est occupée tandis que son occupant habituel est forcé de se réfugier chez les gendarmes. Devant ces événements la répression ne fait que s'accroître et Alexis Gourvenec et d'autres sont à leur tour arrêtés. On assiste alors dans tous les départements de Bretagne à des barrages sur toutes les routes et voies ferrées. Tout à tour sont bloquées St Malo, Paimpol, Lorient, Tréguier, Lannion, Pontivy, Plestin les-Grèves, Loudéac, Guingamp, Rostenen, Quimperlé, etc... Le gouvernement a alors beau changer d'attitude et acquiescer Gourvenec, le mouvement se poursuit, s'étendant même hors de la Bretagne sur 16 puis 40 départements à la fin du mois de juin.

La bourgeoisie fera alors appel à un homme nouveau, Pisani qui prend la succession de Rochereau au ministère de l'agriculture pour stopper la mobilisation paysanne et répandre la loi d'orientation. Pisani aura alors pour politique de jouer résolument la carte

des paysans «modernistes» contre la bourgeoisie rurale traditionnelle.

Pour les modernistes représentés par la force montante qu'est alors le CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs) il fallait regrouper rapidement les exploitations trop petites et s'orienter vers une agriculture résolument moderne qui s'adapte aux nécessités de l'économie industrielle et commerciale, tout en maintenant et développant la responsabilité des agriculteurs par des formules de groupes. Ces propos étaient très novateurs à l'époque et tranchaient avec la pensée des leaders paysans traditionnels selon qui «lorsque le blé est cher, tout va bien pour les agriculteurs français». Pour ces derniers, fortement représentés au sein du FNSEA, (Fédération nationale des syndicats et exploitants agricoles) (Debatisse étant à cette époque encore au CNJA) remettre en cause la politique des prix pour s'attacher à une «politique des structures», c'était risquer de bouleverser une situation qui leur était jusqu'ici éminemment favorable. C'était risquer de voir mettre fin à des subventions qui étaient génératrices de rentes fort lucratives.

D'autre part, les notables locaux, tous plus ou moins bouchers, maquignons, vétérinaires cumulards et notaires joignirent leurs voix aux gros agrariens et protestèrent contre les SAFER (2) et leur droit de préemption, tandis que la masse paysanne derrière le CNJA poursuivra durant un temps ses actions pour faire une pression constante sur le ministre.

La loi votée, le gouvernement chercha à briser la victoire du mouvement développé les mois précédents en revenant sur la promesse qu'il avait faite de réduire de 10 % les tarifs SNCF marchandises pour l'ensemble de la Bretagne, tarifs qui jusqu'alors handicapaient sérieusement les produits bretons. De nouveau le gouvernement doit céder en octroyant un correctif de 15 % pour la Bretagne et l'engagement que sera préparé un programme d'investissement routier.

Durant trois ans la Bretagne aura donc connu des mobilisations des masses presque constantes... mais quel aura été leur contenu de classe ? Cette question doit être posée si l'on veut saisir les acquis récents de la gauche paysanne en Bretagne. Elle se pose d'autre part concrètement quand, presque immédiatement après cette vague de soulèvements dans toute la Bretagne, on vit les bretons en grand nombre voter gaulliste.

En fait, si la masse des paysans bretons étaient contraints de part leur situation, à passer à la lutte, si une grande partie des paysans pauvres et moyens a ressenti comme une victoire la libération de Gourvenec puis l'obtention de la loi d'orientation ; la nature du mouvement fut loin d'être claire et d'être basée sur la défense des intérêts des plus exploités.

Ainsi les leaders paysans du mouvement se sont vu rapidement placer à des postes administratifs tel Gourvenec qui devint administrateur au FORMA ; ainsi surtout la politique des «structures» ne profita qu'à une petite couche de paysans moyens car si «les appelés étaient nombreux, bien peu furent les élus»...

(2) Un des principaux points de la loi de 62 fut de mettre sur pied des organismes : Les SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) qui dans chaque département au moment de la cession d'une terre, peuvent intervenir et ont un droit de priorité sur l'acquisition. Bénéficiant donc du droit de préemption, ces sociétés ont en fait pour tâche «d'accroître la superficie de certaines exploitations» en rachetant généralement à bas prix les terres des petits paysans pour les mettre à disposition des paysans «plus rentables».

(3) Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons : organisme de notables ayant à sa tête Pleven qui s'efforcera dans les années 60 de s'appuyer sur les mobilisations des masses bretonnes pour monnayer des crédits et des implantations industrielles dans la région, en espérant être les premiers à en profiter. Une grande partie de ces notables rejoindra les rangs de l'UNR.

Entin on ne peut pas parler de la nature de ce mouvement sans mentionner l'alliance qui porta tout le long de ces années, l'alliance de la paysannerie avec le CELIB (3)

Ces ambiguïtés et ce caractère de classe, très éloigné des intérêts des paysans exploités font que certains ont qualifié le mouvement paysan apparu dans le sillage des luttes du début 60 de néo-corporatiste. Ce terme est juste en ce sens qu'il n'y a pas eu au cours de ces luttes des années 60 contre le gouvernement une remise en cause fondamentale de l'unité du monde paysan. Mais le terme est impropre si l'on considère qu'à la différence de celui imposé par la bourgeoisie traditionnelle, ce nouveau corporatisme fut incapable de paralyser solidement la lutte de classe à la campagne. Car loin de consister à maintenir en l'état les rapports de production de l'agriculture, il avait tout au contraire pour rôle d'accélérer les transformations capitalistes. Ce faisant, le mouvement de lutte des années 60 était forcément porteur de nouvelles luttes, cette fois d'un autre caractère.

Avant même 68, un grand nombre de jeunes paysans qui aspiraient à l'autonomie du «petit chef d'entreprise» commencèrent à se rendre compte qu'ils étaient en fait extrêmement dépendants des firmes au niveau de la transformation et de la vente. Le leitmotiv devint alors : «il ne faut pas dépendre des capitaux extérieurs à l'agriculture, il faut conquérir le pouvoir économique». Ce fut la grande époque du mythe coopératif et du développement des groupements des producteurs. Les paysans étaient d'autant plus persuadés qu'il fallait exiger de l'État une aide pour organiser eux-mêmes le marché, qu'une chute brutale des cours intervint alors (67-68) sur le porc, production qu'ils s'étaient efforcés de développer à grands frais dans les ateliers modernes. Pour beaucoup de paysans de Côtes du Nord, le souvenir des manifestations de cette époque passe bien avant celles de la grève du lait. Ils y ont souvent participé massivement, notamment à celle de Quimper qui fut particulièrement violente et dans laquelle un des leaders des Côtes du Nord perdit un œil.

Mais bien que dans ces années, on ait assisté à une multiplication d'actions justes sur le foncier, l'aspect dominant du mouvement était encore fondamentalement marqué par le réformisme et l'économisme. Il semble qu'il ait fallu attendre 68 et les événements du printemps pour qu'une amorce de changement qualificatif intervienne au sein du nouveau mouvement des paysans bretons. Il n'y eut pourtant pas de très grandes luttes ni de mobilisations générales des

paysans bretons en mai et juin si bien qu'un observateur superficiel n'en retiendrait que la participation active de la Bretagne à l'élection de la chambre ultra réactionnaire d'après «68». Mais un phénomène extérieur à la paysannerie joua un rôle extraordinaire pour le groupe des éléments les plus avancés des paysans bretons : l'irruption massive de la classe ouvrière encore faible dans les jeunes centres industriels sauf au Joint Français mais impressionnante de force et de puissance dans de vieux bastions ouvriers comme dans la région de Nantes.

C'est du reste en Loire Atlantique que la nécessité pour les petits paysans de se tourner vers la classe ouvrière est apparue le plus nettement et a trouvé la plus large expression. A Nantes, des paysans ont participé activement à ce qu'on a appelé «la Commune de Nantes», ont distribué par solidarité aux ouvriers des millions en produits agricoles. Certes ce n'était pas la première fois que les paysans se retrouvaient aux côtés des ouvriers dans des manifestations ; dans la grande vague de mobilisation des années 60-62 cela s'était déjà produit, mais il y avait alors aussi le CELIB et ces notables qui donnaient un tout autre caractère à ces manifestations.

Cette nécessité de penser aux ouvriers dans la réflexion comme sur les initiatives et actions à entreprendre fut ainsi un élément déterminant pour que dans chaque département de Bretagne et plus largement de l'Ouest se forment des noyaux de militants paysans plus ou moins en marge des structures traditionnelles.

La grève du Joint Français et la guerre du lait

Après 68 ces équipes de militants (qu'on allait par la suite appeler «Paysans-Travailleurs») ont développé des actions souvent spectaculaires (enlèvement de Guichard, premières

vidanges en pleine campagne des camions de laiteries) qui sans être le fait d'une mobilisation massive des paysans, rencontrent un écho favorable chez nombre d'entre eux. La preuve de ce lent mais profond cheminement d'une grande partie des paysans bretons à partir de 68 apparaîtra évidemment avec la «Guerre du lait» en mai 72.

Mais auparavant il faut parler d'un autre événement de la lutte de classe en Bretagne qui se passe immédiatement avant la guerre du lait et qui joua sans doute un grand rôle pour lever les dernières indécisions chez certains producteurs de lait ; il s'agit de la grève du Joint Français. Le 17 mars 1972 les travailleurs passaient à l'action et exigeaient 70 centimes d'augmentation (4) et séquestraient le patron. Pendant les huit semaines que dura la lutte, des comités se seront mis en place dans tous les cantons des Côtes du Nord mais aussi dans tous les départements de Bretagne. Dans ces manifestations de solidarité, les paysans joueront un rôle très important en apportant du lait, des légumes et en contribuant aussi à soutenir et à appuyer la lutte des ouvriers du Joint. Cette lutte aura permis aux groupes paysans de se connaître en même temps que de savoir qu'il est possible de «tenir» face à un patron.

Aussi quand, juste après la grève du Joint, les paysans s'aperçurent en recevant la paye de lait du mois d'avril que les laiteries avaient baissé de 4 centimes le prix du lait (56 centimes le litre au lieu de 60 !), très vite la colère s'accompagna d'initiatives et de la mise en place d'un plan d'action. En

(4) En 64 quand l'usine a ouvert ses portes, les salaires étaient de 400 F à l'embauche ; à l'époque de la lutte il ne dépassait toujours pas 800 F sans compter les conditions de travail pénibles qui faisaient qu'un ouvrier sur cinq ne restait pas plus de quinze jours après son embauche.



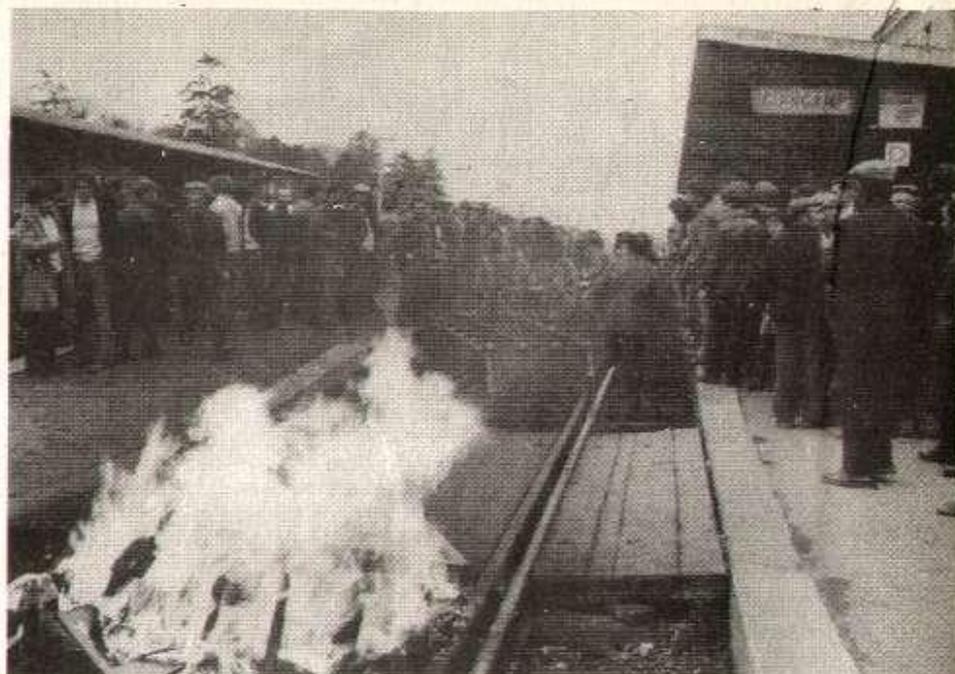
une dizaine de jours non seulement de nombreuses laiteries sont occupées mais encore un plus grand nombre de camions sont interceptés et conduits au « parking gratuit et obligatoire pour camions laitiers » à Guiscriff (Morbihan). C'est là que le 20 mai, 2 000 producteurs se rassemblent et décident la grève totale de livraisons de lait. Quelques jours après il y aura plusieurs dizaines de milliers de grévistes, début juin, le patron de Landernau cède suivi par les autres industriels laitiers ; les producteurs obtiennent le maintien de 60 centimes et la suppression d'une partie de la prime à la quantité.

Trois mois de lutte de classe, auront détruit l'image de marque que le CELIB essayait de présenter à la bourgeoisie : Celle d'une Bretagne ouvrière avec des OS sérieux et d'une Bretagne paysanne « dynamique et moderne ».

Les acquis et les limites du mouvement

Les acquis sont nombreux. C'est tout d'abord le caractère globalement de masse du mouvement déclenché. C'est aussi le fait que pour la première fois un mouvement de lutte de cette ampleur ait désigné clairement pour cible non pas une quelconque réunion à Bruxelles pour laquelle il faudrait appuyer nos ministres, ou même une « injustice » du marché qu'il faudrait réorganiser mais des firmes et coopératives capitalistes bien précises face auxquelles il fallait établir un solide rapport de force. Et ce changement est tel que cette fois-ci, les notables ou nouveaux notables, les Gourvennec et Debatisse (5) se sont bien retrouvés dans le camp des industriels laitiers (6) et de la bourgeoisie tandis qu'en général les ouvriers, les chauffeurs des firmes ont soutenu la lutte.

Pourtant au lendemain de la « grève du lait » on s'aperçoit qu'il y avait certaines limites aux acquis du mouvement et les laiteries purent revenir sur les accords sans qu'il y eut de réelle riposte. Au cours même de la lutte, des faiblesses étaient apparues. D'abord si dans le Morbihan et le Nord Finistère la mobilisation avait été massive, la Loire Atlantique mais surtout l'Ille et Vilaine et les Côtes du Nord ont peu bougé. Sans doute que dans ces départements, l'organisation ultra réactionnaire la FFA a eu plus de poids et qu'avec l'aide des gros agriculteurs favorables au maintien des primes à la quantité et qualité, elle s'est efforcée de limiter le mouvement en développant des actions de commandos. Le fait que le syndicat des Côtes du Nord soit opposé à la grève a également joué un rôle. D'autre part dans ces départements, notamment les Côtes du Nord se sont en fait cristallisées des erreurs ou faiblesses qui étaient propres à



l'ensemble du mouvement.

En faire le bilan et c'est ce que font aujourd'hui un grand nombre de militants paysans - c'est mettre à jour dans la pratique syndicale tant sur le plan du rapport aux masses que de l'analyse de classe les aspects qui, malgré les pas énormes franchis, témoignent encore des origines ambiguës du mouvement et freinent son développement parmi les exploités.

Pratiques syndicales dans les Côtes du Nord

* En développant notre enquête dans les Côtes du Nord nous avons évidemment cherché à savoir quel bilan faisaient les paysans du département de la guerre du lait. En fait il nous est apparu dans un premier temps qu'il était très difficile d'en discuter. De nombreux paysans n'avaient fait qu'en entendre parler et parfois considéraient que « c'était un scandale de jeter le lait dans les fossés ». Pour d'autres, des militants avancés, de grosses réticences existaient également : pour nombre d'entre eux, l'échec de la grève du lait dans la région les a nettement marqués et quand ils en parlent, c'est avec une grande amertume. Ils mettent en avant des particularités propres au département : le fait que dans l'Est du département où il n'y a jamais vraiment eu de grandes luttes l'influence de l'église réactionnaire et des notables demeure assez solidement tandis qu'au sud le Modef et les « notables de gauche » jouent le plus souvent (7) un rôle démobilisateur (tenant un discours du type : « il ne faut pas s'attaquer à cette coopérative, mais faire pression sur les parlemen-

taires » !). De nombreux paysans ont aussi été frappés par le fait qu'ils n'ont pas vraiment eu à leur côté les ouvriers du Joint alors même que quelques semaines auparavant ces derniers avaient bénéficié du soutien actif des paysans. Certes il y eut mobilisation des ouvriers du Joint puisqu'une délégation de l'usine se rendit à un rassemblement des producteurs de lait. Mais sans soutien, ni organisation de la CFDT qui mettait en avant la « nécessité d'être prudent sur la nature de la lutte », ces initiatives n'eurent pas de suite. Aussi et parce que les paysans, même avancés, n'ont pas toujours une assez claire conscience des contradictions existant au sein de la classe ouvrière, ils ont tendance à souligner l'« ingratitude » des ouvriers et à dénoncer ce qu'ils appellent « une solidarité à sens unique ».

(5) Un responsable de la FNSEA a déclaré « la grève du lait est une erreur ».

(6) Industriels laitiers qui étaient soit patrons de firmes privées soit à la tête de coopératives. Un sérieux coup fut ainsi porté au mythe de la coopération.

(7) Il semble cependant qu'on doive faire de grosses différences sur le MODEF suivant les cantons. Dans le canton de Guingamp par exemple : le MODEF a apporté son soutien aux grévistes de chez Doux (Pederneq). Autour de Bourbriac, le MODEF est bien implanté, respecté, il reste le syndicat des plus pauvres, bien qu'il ne semble proposer guère d'actions. Ils sont également en assez bon rapport sur le canton avec les « paysans-travailleurs ». Le président cantonal du MODEF nous disait : « Vous savez entre eux et nous, c'est un peu comme entre la CFDT et la CGT ».

* Mais en essayant d'approfondir l'enquête il nous a semblé qu'on ne pouvait pas séparer les limites de la participation de la grève du lait dans le département d'un certain nombre de questions que nous nous sommes posées à propos de la pratique des paysans «progressistes» dans une période particulièrement difficile pour les éleveurs puisqu'on était en pleine sécheresse. Il va de soi que si nous posons ces questions à la suite d'un travail d'enquête et de liaison encore superficiels et qu'il faudrait approfondir, c'est qu'il s'agit de remarques qui ne sont pas absentes du débat qu'ont engagé aujourd'hui certains militants paysans.

- Il apparaît nettement chez un certain nombre de ces militants un grand défaitisme. Défaitisme passager qui peut venir de l'ampleur des tâches et des difficultés à poursuivre un travail militant en plus du rude travail quotidien à la ferme. Mais défaitisme surtout devant les difficultés à avoir un impact de masse qui soit autre chose qu'une solide estime. Car on a indiscutablement de l'estime pour tel ou tel «paysan-travailleur», on s'adresse même à lui en dernier recours, par menace vis à vis de la firme autant que par pression vis à vis de la fédération (8). Pourtant les «paysans-travailleurs», bien qu'ils soient relativement nombreux sur le département, ont l'impression de «se retrouver toujours tout seuls, et que ce sont toujours les mêmes qui font quelque chose». Alors ?

- Derrière cette difficulté à avoir un impact de masse et sans doute aussi à développer un large travail d'agitation et de propagande nécessaire à cet impact (9), se pose une autre question étroitement liée : peut-on aujourd'hui continuer à raisonner et à agir comme si les petits paysans «traditionnels» étaient objectivement et subjectivement à l'écart de la lutte de classe ? Il est clair qu'une limite fondamentale plus ou moins accentuée suivant les régions, à la grève du lait vient de la faible mobilisation de ces nombreux petits producteurs traditionnels qui pour différentes raisons semblent être restés à l'écart du cheminement décrit plus haut. Or, nous avons vu dans la première partie de cet article qu'il ne restait qu'une très faible partie des paysans pauvres, même traditionnels qui ne livrent pas leur lait aux coopératives ou aux firmes. Il est donc nécessaire de remettre en cause l'analyse qui fondait plus ou moins les capacités de prise de conscience des paysans sur leur degré d'équipement et d'endettement. Cela, de nombreux paysans de la région en ont conscience. Mais le point de vue ancien nous a encore semblé présent chez plusieurs paysans moyens qui à la question «quelle conséquence va avoir la sécheresse pour les paysans ?» s'em-

pressaient de mettre en évidence les difficultés supplémentaires qu'auront les paysans modernisés, endettés, en semblant sous estimer la misère des petits paysans traditionnels. Pourtant si ces derniers ont des traits moins importantes à acquitter, leur pauvreté est souvent telle qu'ils ne pourront supporter ces nouvelles difficultés.

Il ne s'agit pas en insistant sur la nécessité de s'appuyer sur les paysans pauvres, d'adopter un point de vue sectaire. (Nous avons au contraire pu voir dans les Côtes du Nord comment toute intervention sectaire fournit des armes à ceux qui voudraient liquider les acquis des «paysans-travailleurs» en vue d'un ralliement au programme commun). Mais il s'agit bien plutôt de se donner les moyens de résoudre des contradictions au sein du peuple.

Ainsi peut-être il serait alors possible de remettre en cause la multiplicité des syndicats, regroupant tous dans cette région plus ou moins des paysans pauvres et moyens, et qui, au niveau d'un canton divise la riposte nécessaire. Par exemple, face à la sécheresse chaque syndicat a regroupé ses adhérents et considérant la faible mobilisation, ou bien a pu se justifier du désir de ne rien faire ou bien s'est trouvé paralysé en constatant le peu d'écho de ces propositions.

LES POINTS DE VUE POLITIQUES

* C'est assurément sur les points de vue politiques des paysans que notre enquête a fait apparaître ses plus grandes faiblesses. Tout en diffusant largement notre presse, en intervenant avec force sur différents marchés de la région, nos discussions avec les paysans ont eu plus tendance à s'intéresser à l'exploitation spécifique qu'ils vivaient, aux acquis de leurs luttes et de leur mouvement plutôt qu'à débattre des échéances politiques de la période, du poids des réformistes et des révisionnistes, de la perspective du socialisme...

* Il faut cependant souligner que si nous avons manifesté cette attitude, spontanément les paysans ne nous ont pas orienté vers les propositions du PS ou du PCF, et encore moins nous ont fait apparaître leurs luttes comme dépendantes de l'arrivée au pouvoir de ces partis. Il nous a même semblé nettement, surtout pour la frange non négligeable des paysans qui n'ont plus d'illusions sur les coopératives capitalistes, que les perspectives de l'union de la Gauche, toujours prompte à mettre en avant la défense des coopératives éveillaient une grande méfiance.

* Cette méfiance notamment vis à vis du P«C»F renvoie donc avant tout à la

pratique et aux propositions actuelles de ce parti dans la paysannerie. Elle s'appuie cependant aussi sur le rejet qu'unaniment les paysans manifestent vis à vis du modèle soviétique de Brejnev. Tout au contraire un grand intérêt apparaît sur le socialisme en Chine, sur les grandes étapes de la réforme agraire, sur le rôle décisif qu'ont les masses dans leur détermination et mise en œuvre. Dès lors il n'est pas étonnant que plusieurs militants paysans parmi les plus avancés de la région se soient rendus en Chine ou comptent s'y rendre prochainement.

* Enfin, à plusieurs reprises a été discutée avec les paysans la perspective du Parti, du Front de lutte contre la crise. La participation des paysans exploités à la lutte des travailleurs qui ne veulent pas attendre «78» pour riposter contre la politique de crise de la bourgeoisie, rencontre généralement un écho favorable. Reste que peu de contacts se font avec la classe ouvrière de Guingamp, qu'il n'existe pas régulièrement de réunions entre les paysans exploités par les firmes et les syndicalistes de ces usines. En fait pour les «leaders» paysans deux problèmes apparaissent pour réaliser cette nécessaire liaison : une insuffisante clarification de la situation politique, du poids des lignes réformiste ou révisionniste dans les syndicats d'une part et d'autre part les limites même de leur travail dans la paysannerie, les difficultés dont nous avons parlé, pour regrouper la masse des paysans pauvres et moyens.

(8) La fédération (FDSEA) est dominante dans le département. (Sans une ferme opposition du paysan, le patron de la laiterie retient directement sur la paye du producteur, la cotisation pour la FNSEA). Il y a quelques années, la fédération départementale réussit à manœuvrer pour liquider le CDJA qui se développait sur une ligne contraire à celle de la fédération. Aujourd'hui, elle recourt de temps à autres à quelques actions putschistes, de caractère douteux le plus souvent, pour faire de la surenchère vis-à-vis de «paysan-travailleur» et gommer leur prestige.

(9) On nous avait mis en garde sur les difficultés (particulièrement pour nous «qui venons de la ville») discuter politique avec des paysans. Nous en avons rencontrés près d'une centaine, avec lesquels pour certains, nous avons eu des discussions approfondies. A part une ou deux exceptions, nous n'avons essayé aucun refus, rencontrant bien au contraire un vif intérêt pour le débat politique et un intérêt pour notre enquête.

LA DESILLUSION

● Entre eux, ils s'appellent les «maitres-aux», avec une pointe de désillusion. Leur espoir, c'est tout ce que quinze, vingt ans d'école, de lycée, de faculté leur a fait miroiter : une place stable, payée par l'Etat, beaucoup de temps libre : l'enseignement auréolé de sa sécurité et de son prestige. Ils ont dix-huit, vingt ans, trente ans ou plus, le baccalauréat en poche, et beaucoup, une licence.

La recherche

A la fin septembre, ils n'étaient qu'une centaine à faire la queue à la Sorbonne ; la semaine de la rentrée, ils venaient, plusieurs centaines chaque jour, dans chaque rectorat, ces bureaux de placement de l'Éducation Nationale : leur espoir ? «Un poste»... ou au moins «un demi-poste»..., ou au moins «un groupement d'heures».

Un enseignant sur quatre, plus de 200 000 dans toute la France, vivent chaque année la même recherche. Vers Pâques, les «fiches de vœux» pour l'année prochaine... en juin, l'attente commence, avec les vacances. «J'ai reçu ma nomination à la mi-août, raconte Dominique, et ils ne te laissent que 48 H pour renvoyer ton carton avec oui ou non ; autant dire que tu acceptes sans savoir ce qui t'attend, et si je n'avais pas été là...». Pour d'autres, c'est du jour au lendemain qu'ils doivent se rendre dans une classe, c'est comme à l'intérim, pas le temps d'hésiter. Et pourtant : à Provins 1 80 km aller et 80 km retour ? Tous les jours ? L'aller et le retour a duré six mois...

Avoir un poste... Les vacances sont passées, la rentrée scolaire aussi. Rien. Il a huit ans de service comme maître-auxiliaire. Inspecté en 75, il a été classé dans la catégorie E, hors-service. Comme ces milliers qui restent, aujourd'hui encore, sans emploi. Comme Renée Boudouresque, cette maîtresse-auxiliaire de Nice, à qui le suicide a donné un nom.

«Personnalité faible», «pas faite pour l'enseignement», «on l'avait bien prévenue»... Du recteur de Nice à Haby, les insinuations sur les causes de cette mort n'ont pas manqué. Mais, comme des milliers de maîtres-auxiliaires, Renée paye non son «incapacité» mais la politique de recrutement des ensei-

gnants ; comme des milliers, elle a cru que c'était la voie toute tracée, qu'après ces trois années d'études payées par l'État, son emploi était garanti.

Sa mort accuse le système qui fait miroiter une place stable et n'en accorde qu'au gré des restrictions budgétaires ; le système qui lance sans aucune formation pédagogique des étudiants face à des classes surchargées ; le système qui ne reconnaît même pas comme chômeurs ceux auxquels il ne donne pas de travail.

Quels droits pour les maitres-auxiliaires ?

Pour ces dix mille maîtres-auxiliaires sans poste, deux mois après la rentrée, quelles autres perspectives que celles de tout chômeur ? La même incertitude du lendemain... Leurs droits ? 10 F par jour de l'Aide Publique, pendant trois mois... si on a travaillé cent cinquante jours consécutifs l'année précédente ; 40 à 35% du dernier salaire mensuel pendant un an si on totalise trois cents heures d'enseignement durant l'année précédente le licenciement, dont cent quatre-vingt heures au moins pendant les trois derniers mois. Enfin, si le maître-auxiliaire a travaillé une année entière, il peut «se reconvertir» ; un stage de trois mois lui sera payé plein salaire... Mais dans quel métier pourra-t-il bien se «reconvertir» quand on sait qu'on demande aussi aux ingénieurs de se «reconvertir» et même aux ouvriers...

n'existe pas. Il faut alors multiplier les allées et venues pour faire reconnaître l'erreur. «Une fois j'avais obtenu 21 H à Aubervilliers, en fait il n'y en avait que 9»... 4 H d'anglais en CET industriel, ... quelques heures de français dans un CET commercial... quelques heures de «promotion sociale» le soir... et voilà le poste complet offert à M.G. Erreur ou politique du bouche-trou ? Bouche-trous, tous ces maîtres-auxiliaires, n'ayant qu'un «groupement d'heures», souvent moins de 12 h 30 ; rejetés du droit au chômage, ils sont aussi rejetés de la Sécurité Sociale : ils ne font pas assez d'heures ! Ce qui attend le maître-auxiliaire, au-delà de la pagaille des nominations, c'est ce pour quoi il est payé : remplacer les titulaires là où il n'y en a pas, là où il n'y en a plus. Peu importe qu'il n'ait pas encore décroché le titre qui ferait de lui un enseignant à plein titre, on est alors prêt à lui supposer toutes les qualités exigées d'un titulaire et bien d'autres encore, à le promener sur cinq postes différents dans une année — bienheureux si l'année est entière.

Le maître-auxiliaire peut tout faire... Et l'inexpérience, l'échec au concours des titulaires se retournent alors contre lui. Tout faire : improviser, parce que, du jour au lendemain, il passe du lycée au CET, des classes préparant un CAP, à celles qui préparent au bac... Accepter toutes les classes et tous les emplois du temps parce qu'il est le «dernier arrivé», le «non-titulaire», celui à qui on laisse les classes dont personne n'a voulu, les plus difficiles.

Quelles perspectives ?

Ces difficultés, il faut les affronter, seul. «Ça viendra avec l'expérience», «Moi aussi, j'ai fait des erreurs quand j'ai débuté», «De toute façon, vous n'êtes là

que pour quelques mois)... en guise d'encouragements, c'est tout ce que trouve le maître-auxiliaire chez la plupart des titulaires. Une compréhension plus proche de l'indifférence. Une compréhension qui sous-entend aussi que le maître-auxiliaire, incapable de réussir aux concours, est au fond responsable de ses difficultés. En guise de conseils, la débrouillardise et l'éloge de la répression, le mépris des élèves, surtout de ceux issus de familles populaires. Comme des marchandises, le maître-auxiliaire va essayer d'apprendre à les juger, à les faire taire, à les dresser, il va plus profondément s'inscrire dans son rôle. Titulaire, il ne l'est pas, pourtant, il rend les mêmes services à la bourgeoisie et c'est là toute sa supériorité.

Modelé par des années d'études dans le système de la bourgeoisie, baladé de poste en poste avec des difficultés toujours nouvelles, le maître-auxiliaire ne voit plus alors qu'une seule issue : la titularisation parée de tous ses avantages : sécurité, stabilité, et, dans quelques années, les emplois du temps sans trous, les classes les plus dociles... L'espoir de sa revanche, savamment entretenu par la bourgeoisie. Plus les postes mis au concours se réduisent, plus les concours se multiplient : en plus du CAPES et de l'agrégation, en plus du

concours pour les étudiants non maîtres-auxiliaires, il y a le concours réservé aux maîtres-auxiliaires ; soixante reçus sur deux mille candidats en lettres-histoire, en CET ! Il y a aussi la possibilité de devenir «adjoint d'enseignement», mais il faut au moins trois années de fac et cinq années de service comme maître-auxiliaire.

Et pour la titularisation, il faut se soumettre ; se taire au rectorat quand le poste est trop loin, se taire devant le directeur quand l'emploi du temps fait perdre toute la semaine, empêche de préparer le concours. Ainsi s'achète la soumission du maître-auxiliaire.

Issus de l'université sans autres perspectives que de trouver une place, nourris d'illusions sur le rôle de l'enseignement, les maîtres-auxiliaires sont ainsi rejetés vers un emploi qu'ils ne reconnaissent pas. Le malaise des maîtres-auxiliaires est un signe de la crise de l'ensemble du système scolaire ; en tant que maîtres-auxiliaires, ils la ressentent plus profondément.

Plan de résorption de l'auxiliarat :

PLAN DE MISE AU CHÔMAGE

Le plan de résorption de l'auxiliarat, annoncé à grand fracas, concerne :

77 000 non-titulaires. 147 000 autres restent à l'écart.

Par contre, un document découvert par la CFDT en octobre 76 dans un document «confidentiel de l'Éducation Nationale» prévoit :

19 000 licenciements de maîtres-auxiliaires (9 000 dans le secondaire, 10 000 dans le primaire).

Licencier, c'est aussi un moyen de «résorber» le surplus d'auxiliaires. Il suffisait d'y penser.

LETTRÉ DE RÉNÉE BOUDOURESQUE A L'ASSEDIC

«J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la situation extrêmement difficile et quasi-désespérée dans laquelle je me trouve.

Je me trouve sans aucune ressource, ne pouvant percevoir les allocations de chômage car je n'ai pu effectuer l'an dernier que des suppléances. De ce fait, je ne totalise pas le nombre d'heures requises. Je ne puis disposer d'aucune aide familiale, mes parents étant eux-mêmes dans l'indigence. Je suis à bout de ressources, sans travail ni logement (je suis actuellement hébergée chez des amis, avec toute la gêne matérielle que cela occasionne, l'appartement étant étroit). A cette situation inextricable viennent s'ajouter des ennuis de santé qui nécessitent des frais auxquels je puis difficilement faire face».

front rouge

LE NUMÉRO 5 F

ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE :

		PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6	MOIS	30 F	50 F
1	AN	50 F	100 F

BP 68 - 75 019 PARIS
CCP 31 191 14 LA SOURCE

DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE PCRml

NOM :
Prénom :
Adresse :
Profession :

Envoyez à Front Rouge
BP 68 - 75019 Paris

LE POINT SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

● L'énergie nucléaire est une découverte relativement récente. Elle est le résultat d'une progression notable de la connaissance de la structure même de la matière. Aussi, pour avoir un aperçu des problèmes posés par son utilisation, pour comprendre à quel point les conceptions qui guident la bourgeoisie française dans le choix de son programme électronucléaire sont celles d'une classe proche de sa fin méprisant les conditions de vie des masses, il faut préciser quelques éléments sur la structure de la matière.

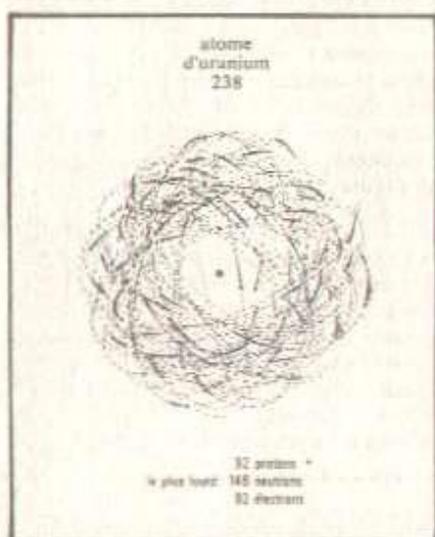
La structure de la matière

Tous les corps de la nature sont composés d'atomes, extrêmement petits à l'échelle humaine. Les associations entre ces atomes forment des édifices plus ou moins complexes qui composent les corps que nous connaissons (par exemple, l'eau est constitué de deux atomes d'hydrogène). L'étude de ces associations relève de la chimie. Il existe, selon les connaissances actuelles, 92 types différents d'atomes, depuis l'hydrogène, le plus petit, jusqu'à l'uranium le plus lourd. Chaque atome est composé de trois sortes de particules :

- Les protons, particules porteuses d'une charge électrique positive.
- Les neutrons, qui ont même masse que les protons, et ne portent pas de charge électrique.

Les électrons, 2 000 fois plus légers que protons et neutrons, porteurs d'une charge électrique négative.

L'atome lui-même est composé d'un noyau, regroupant protons et neutrons et d'électrons qui gravitent autour du noyau. L'atome est neutre électriquement s'il y a autant d'électrons que de protons. C'est le nombre de protons (et donc d'électrons) qui détermine les propriétés chimiques de l'atome, car ces propriétés découlent des relations entre électrons des différents atomes. Aussi le nom qu'on donne à un élément renvoie-t-il au nombre de protons que comporte le noyau d'un atome de cet élément. Le nombre de neutrons peut varier pour un même élément. Ainsi, l'uranium se présente sous deux formes, chacune d'elles ayant 92 protons : l'uranium 238 (146 neutrons) et l'uranium 235 (143 neutrons). On dit que ce sont deux isotopes d'un même élément. La proportion entre neutrons et protons dans un noyau atomique détermine sa stabilité, selon des lois encore mal connues.



Ainsi, le noyau d'uranium 238 est instable, et voit sa composition modifiée par l'éjection d'une particule composée de deux protons et de deux neutrons. C'est un cas de radio-activité. La radio-activité, phénomène propre au noyau de l'atome, est indépendante des conditions extérieures. Il en existe trois formes :

- La radioactivité alpha, comme dans le cas précédent : émission de deux protons et de deux neutrons, formant une particule alpha.
- La radioactivité bêta : émission d'un électron. Bien qu'il n'y ait apparemment pas d'électrons dans le noyau atomique, la transformation d'un proton en neutron ou l'inverse en produit un.
- La radioactivité gamma : émission d'un rayonnement électromagnétique, de même nature que la lumière ou que les ondes hertziennes, ces rayonnements portent une énergie beaucoup plus importante.

Chacun de ces rayonnements, lorsqu'il rencontre une molécule, peut produire des modifications chimiques importantes. Ainsi, en raison des hautes énergies qu'ils portent, ils modifient considérablement la matière

organique, pouvant désorganiser les cellules vivantes au point d'en faire des cellules cancéreuses, ou modifier certains chromosomes, et ainsi l'hérédité de cette cellule. Lorsqu'il s'agit de cellules sexuelles, les conséquences se manifestent sur les générations suivantes.

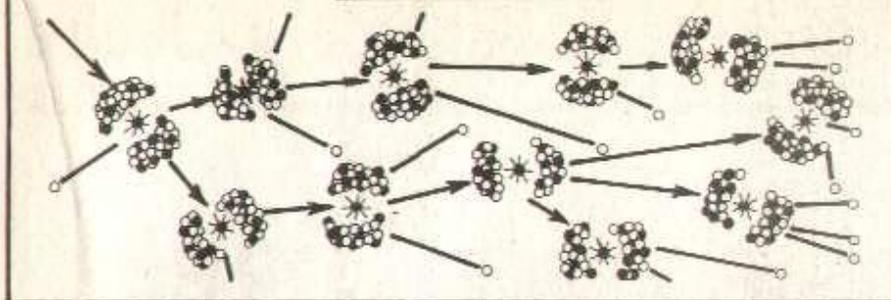
La fission nucléaire

La radioactivité est l'une des formes de l'instabilité de certains noyaux atomiques. Fondamentalement, elle provient du fait que le noyau possède trop d'énergie accumulée. La fission nucléaire, première forme d'énergie nucléaire utilisée, relève du même phénomène d'instabilité due à un «trop plein» d'énergie plus important que celui qui provoque la radio-activité.

A la manière d'un élastique trop tendu (c'est-à-dire auquel on fait emmagasiner trop d'énergie) qui vient à céder, le noyau atomique vient à se casser. De même que la rupture de l'élastique libère une énergie que l'opérateur ressent en général sur ses doigts, la fission nucléaire libère aussi de l'énergie, sous la forme de particules (de produits de fission) en mouvement. Répétée des milliards de fois, cette énergie est considérable (1g d'uranium 235 fournirait la même énergie que la combustion de 2,5 t de charbon).



LA RÉACTION EN CHAÎNE



Seulement il n'existe que peu de noyaux atomiques dont l'instabilité se traduit par un tel éclatement. A l'état naturel, seul l'uranium 235 possède cette propriété. Un autre élément, obtenu artificiellement, le plutonium, la possède.

Pratiquement, pour utiliser cette forme d'énergie, on provoque artificiellement la fission, en augmentant délibérément l'instabilité du noyau fissile (susceptible de se fissurer). Pour cela, on lui fait absorber un neutron supplémentaire. Ainsi démarrée, la réaction de fission peut se poursuivre d'elle-même, car chaque fission libère elle aussi un neutron, susceptible à son tour de fissurer un autre noyau fissile. Pour qu'un tel enchaînement dénommé «réaction en chaîne», se produise, il est nécessaire qu'une certaine masse de noyaux fissiles soient rassemblés. C'est ce qu'on appelle la masse critique.

Principe d'une centrale nucléaire

Lorsque la concentration en noyaux fissiles est très forte, la réaction en chaîne est incontrôlable. C'est ce qu'on cherche à obtenir pour une bombe atomique à fission (bombe A). Avec de l'uranium, il est nécessaire d'utiliser un mélange dans lequel l'uranium 235 (fissile) soit présent à 95 %. Or à l'état naturel, l'uranium se compose en gros de 1000 atomes d'U 238 (non fissile) pour sept atomes d'U 235. Il est donc nécessaire «d'enrichir» (c'est-à-dire d'éliminer les noyaux d'U 238) le mélange pour qu'il soit susceptible de provoquer une réaction en chaîne très énergétique.

Dans une centrale nucléaire destinée à produire de l'électricité, il s'agit d'obtenir une réaction en chaîne suffisamment modérée pour qu'elle soit contrôlable. Aussi utilise-t-on de l'uranium naturel, ou légèrement enrichi, ou un mélange d'uranium et de plutonium. Ces différences donnent lieu à différentes filières.

De façon générale, la centrale est composée d'un cœur, dans lequel se trouvent les noyaux fissiles (le combustible nucléaire). Comme on l'a vu, la réaction est provoquée par l'absorption

de neutrons par des noyaux fissiles. Or cette absorption est plus ou moins facile selon la vitesse de ces neutrons.

Les neutrons émis lors d'une fission ont une vitesse très élevée, (neutrons rapides) rendant leur absorption difficile. Si, par suite d'un certain nombre de chocs contre des noyaux qui ne les absorbent pas, ces neutrons sont suffisamment ralentis, ils deviennent aisément absorbables (neutrons thermiques). Dans le cœur du réacteur, on dispose donc en général un matériau ralentisseur de neutrons. On l'appelle «modérateur».

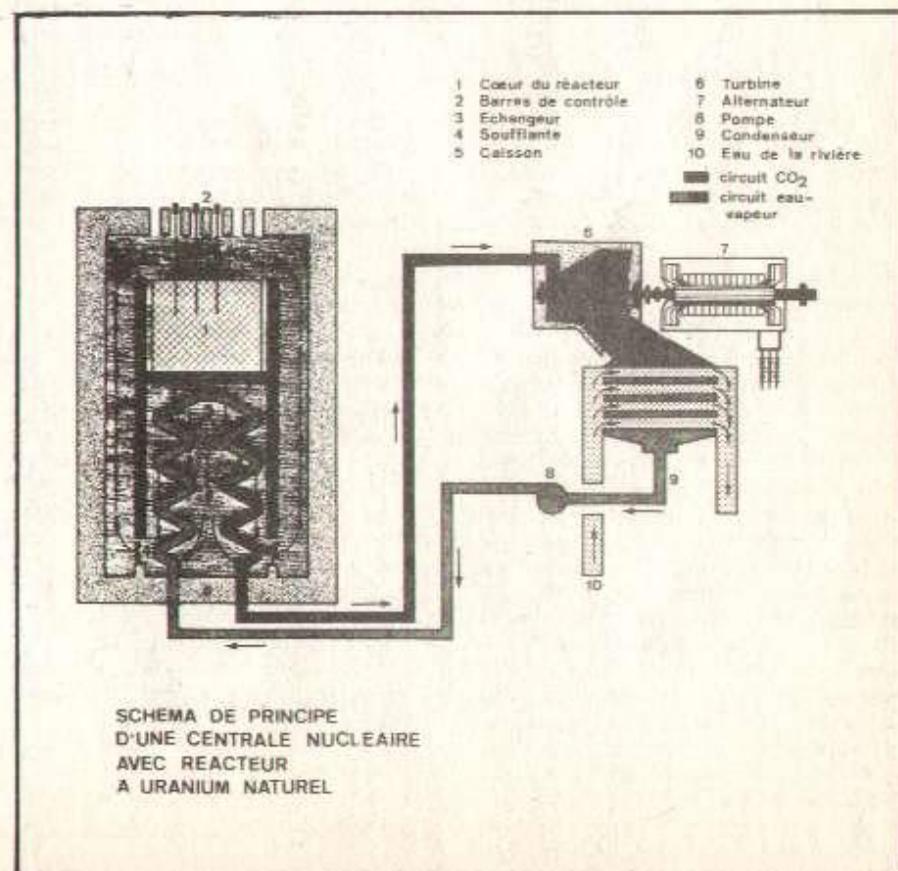
La chaleur provoquée par la réaction en chaîne est évacuée par un fluide, le «caloporteur». Elle est ensuite transmise par un échangeur de chaleur à un circuit d'eau, dont la transformation en vapeur sous pression alimente une turbine couplée à un générateur électrique (alternateur). A la sortie des

turbines, l'eau encore chaude est refroidie à l'aide d'une source froide (rivière, air, mer).

LES DIFFÉRENTES FILIÈRES

1. L'uranium naturel graphite gaz :

Ce type de centrale utilise comme combustible de l'uranium naturel, comme modérateur du graphite, comme caloporteur du gaz carbonique (CO₂) sous pression. En raison de l'utilisation d'uranium naturel, il est nécessaire d'avoir une masse importante de modérateur. Aussi, ces centrales sont de dimensions importantes. Celle de St Laurent 2, produisant 530 MWE (mégawatts électriques) comporte 1 600 tonnes de graphite pour 440t. d'uranium. Il s'agit cependant du modèle le plus éprouvé et le plus sûr. Développée par le CEA, cette filière a été abandonnée au profit de la filière à uranium enrichi, dont la licence est détenue par Westinghouse. D'après les techniciens qui ont travaillé sur ce type de centrale, son principal avantage provient de ce que, en raison de la «faible» température du cœur, elle est composée de matériaux classiques, assemblés par des procédés mécaniques. Ainsi, son arrêt s'obtient facilement, et son démontage est possible.



2. Uranium enrichi eau naturelle (ou encore «légère»)

Le modérateur et le caloporteur sont dans cette filière le même élément : l'eau. L'eau ralentit efficacement les neutrons, mais présente le désavantage de trop en absorber.

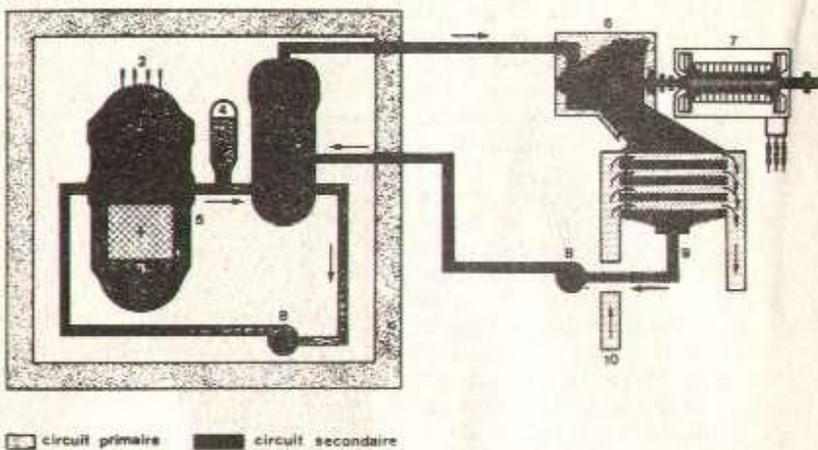
Si l'on n'utilisait que de l'uranium naturel, la réaction s'arrêterait, faute de neutrons. Aussi utilise-t-on de l'uranium légèrement enrichi (5 %) en noyaux fissiles. Du coup, la quantité d'uranium déposée dans le cœur est moins importante que dans la filière à uranium naturel, le rendement est meilleur, et les dimensions plus réduites, à puissance égale. Plus «rentable», explique donc l'EDF. Nous reviendrons sur cette notion. Il existe deux variantes de cette filière, dont les différences portent sur le circuit d'eau. Le type PWR (à eau pressurisée) est celui que l'EDF a choisi principalement. Du fait qu'il comporte deux circuits d'eau indépendants, dont un seul passe à l'intérieur du cœur le rend plus sûr que le type BWR, (à eau bouillante), dont le circuit d'eau passe par le cœur et alimente les turbines. Dans les deux cas, l'eau circulant à environ 300°C, elle est évidemment sous pression (cent fois la pression atmosphérique, en gros) et pose de très gros problèmes de maintenance des canalisations. C'est-à-ce niveau que sont arrivés les principaux «incidents» dans les centrales américaines. Ce n'est pas le seul problème des centrales à eau légère. Du fait de leur conception, une rupture de canalisation importante du circuit vapeur entraînerait un apport important d'eau froide dans le cœur, la réaction en chaîne s'accélérerait, sans qu'on sache véritablement l'effet que cela peut produire.

Par contre, si une rupture de canalisation dans le circuit d'alimentation se produit, on assistera à une brusque augmentation de température du cœur. Par suite d'une augmentation du coefficient d'absorption neutronique ou de l'absence d'eau qui ne jouerait plus alors son rôle de modérateur neutronique, la réaction en chaîne s'arrêterait, faute d'alimentation en neutrons thermiques.

Cependant, la température serait telle que le cœur fondrait, et dépasserait 3000°C. La fusion du cœur entraînerait la rupture de toutes les canalisations, et une très forte augmentation de la pression dans la cuve d'acier où se trouvent enfermés combustible et circuit primaire. Le constructeur des PWR estime que la probabilité de fissure de la cuve (les conséquences seraient alors très graves) est quasi nulle. Le seul problème est qu'aucune étude incontestable n'a été faite sur ce risque, pour la simple raison que cela demanderait de trop nombreuses années, et des investissements (essais

SCHEMA DE PRINCIPE
D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE
AVEC REACTEUR A URANIUM ENRICHI
ET EAU SOUS PRESSION

- | | |
|----------------------|----------------------|
| 1 Cœur du réacteur | 6 Turbine |
| 2 Barres de contrôle | 7 Alternateur |
| 3 Echangeur | 8 Pompe |
| 4 Pressuriseur | 9 Condenseur |
| 5 Cuve | 10 Eau de la rivière |



en grandeur réelle) trop importants... selon le constructeur, et l'utilisateur, en ce qui nous concerne l'EDF.

3. La filière à neutrons rapides (surrégénérateur) :

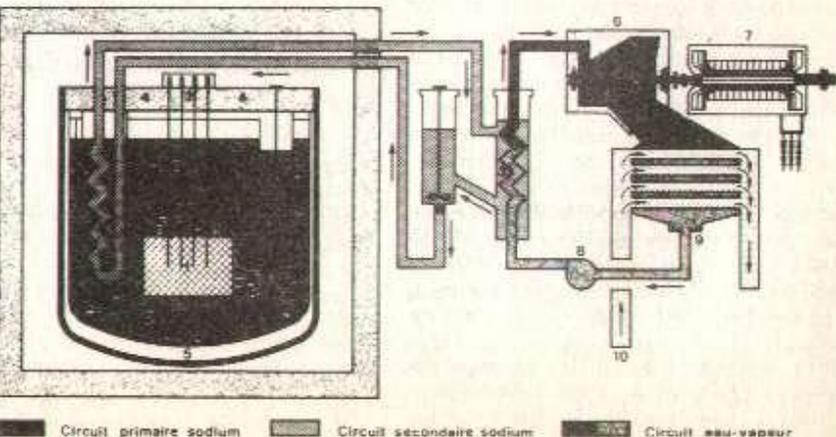
A la différence des précédentes filières, celle-ci ne comporte pas de modérateur. La faible efficacité des neutrons rapides émis lors d'une fission est compensée par un très fort taux de noyaux fissiles (23 %). D'autre part, bon nombre de neutrons rapides sont capturés par des noyaux d'uranium 238 non fissiles qui se transforment ainsi en plutonium 239, lui-même fissile. Ainsi, le réacteur «produira» (par cette mutation d'U238 en Pu239) plus de matériau fissile qu'il n'en consomme. Concrètement, on disposera, pour démarrer le réacteur le plutonium au centre, et de l'uranium

appauvri à la périphérie. Au cours du fonctionnement, l'uranium appauvri se transformera en plutonium qu'on utilisera par la suite pour recharger le centre. Mais au départ, il faut une forte quantité de matériau fissile. Par exemple, le projet Superphénix devrait comporter à son chargement quatre tonnes de plutonium. Or le plutonium, d'un maniement très délicat, présente une radioactivité très dangereuse, et surtout très longue : il faut 24 000 ans pour que la radioactivité du plutonium 239 baisse de moitié.

D'autre part, le caloporteur, en raison de la très grande concentration de matériau fissile (il n'y a pas de modérateur) est un métal liquide, transportant beaucoup plus de chaleur à volume égal. Superphénix est prévu pour fonctionner, comme le prototype Phénix, avec du sodium liquide, métal qui réagit très violemment avec l'eau.

SCHEMA DE PRINCIPE
D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE
AVEC REACTEUR SURREGENERATEUR
A NEUTRONS RAPIDES

- | | |
|----------------------|----------------------|
| 1 Cœur | 6 Turbine |
| 2 Barres de contrôle | 7 Alternateur |
| 3 Echangeur | 8 Pompe |
| 4 Dalle de fermeture | 9 Condenseur |
| 5 Cuve | 10 Eau de la rivière |

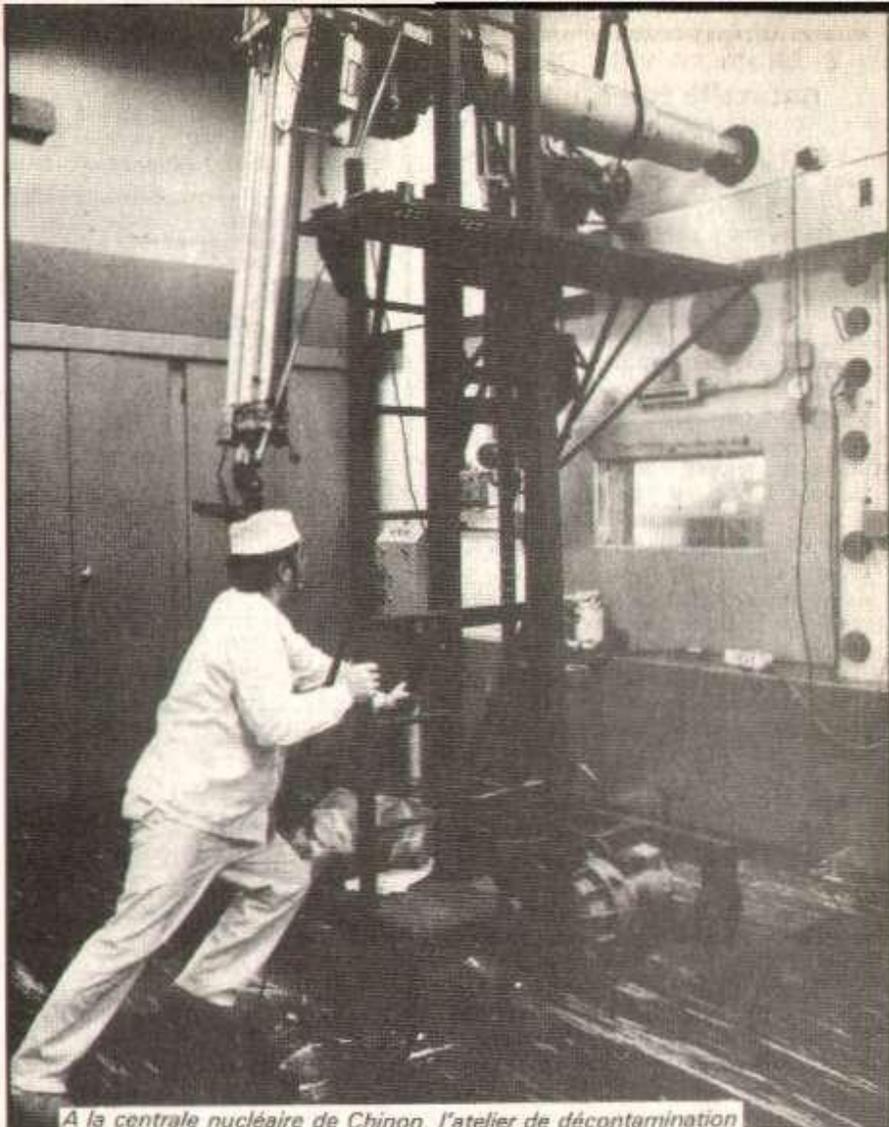


■ Circuit primaire sodium ■ Circuit secondaire sodium ■ Circuit eau-vapeur

Une autre caractéristique nucléaire des réacteurs à neutrons rapides est à signaler, car elle est semble-t-il l'une des raisons importantes pour lesquelles tous les autres pays où cette filière a été expérimentée ont choisi de retarder la poursuite de l'expérience. Nous avons vu que dans ce type de réacteur, la fission est produite par des neutrons rapides. Bien qu'une faible partie d'entre eux provoque des réactions, la forte densité de matériau fissile compense le faible rendement. Il faut en fait être plus précis. Il y a deux sortes de «neutrons rapides» : certains sont émis directement par la fission d'un noyau de plutonium ou d'uranium. On les appelle les neutrons «prompts». Une proportion extrêmement faible d'entre eux provoque d'autres fissions. Aussi n'en tient-on pas compte. Une deuxième sorte de neutrons rapides est émise non pas par la fission, mais par un produit de fission. C'est ce qu'on appelle les neutrons rapides «différés». Ce sont ceux précisément qui provoquent (dans une proportion faible, mais nettement plus importante que les «prompts») les fissions dans les réacteurs à neutrons rapides.

Dans le cas d'une centrale à neutrons thermiques, nous avons vu qu'un échauffement anormal pouvait provoquer la fusion du cœur, mais que cette fusion enrayerait la réaction en chaîne, du fait de la disparition du modérateur. Or une centrale à neutrons rapides est précisément faite pour se passer de modérateur. En cas de fusion, la réaction en chaîne ne s'arrêtera pas. Bien au contraire, la concentration plus importante en noyaux fissiles que ça entraînera augmentera la probabilité des neutrons «prompts» (ceux qu'on néglige en temps ordinaire) à provoquer des fissions. La réaction en chaîne pourrait alors s'emballer. C'est ce qui se passe dans une explosion nucléaire. Les ingénieurs appellent pudiquement ce phénomène «excursion surcritique».

L'expérience a montré que ce type d'accident peut arriver : les deux petits réacteurs à neutrons américains ont été arrêtés à la suite de fusion de leur cœur (en raison de problèmes de refroidissement). Leur faible dimension a fait que la réaction est restée contenue dans la cuve. Ces réacteurs ne dépassaient pas cent MW. De fait, aucun calcul ne peut prétendre, aujourd'hui, en raison de la méconnaissance des phénomènes qui interviennent, simuler cet accident, et en déduire en conséquence les normes de résistance des enceintes. Une norme a évidemment été fixée, mais rien ne prouve qu'elle corresponde à la réalité d'un accident. Aussi le constructeur (qui avoue ainsi qu'il est parfaitement conscient de ce fait) multiplie-t-il les sécurités sur le circuit de refroidissement.



A la centrale nucléaire de Chinon, l'atelier de décontamination

D'autres risques sont liés aux réacteurs à neutrons rapides. Ils tiennent à l'utilisation de sodium liquide sous pression. Du fait du très grand nombre de canalisations, le risque de rupture, et donc d'incendie est à prendre en compte. D'autre part, la manipulation d'importantes quantités de plutonium est dangereuse. Ceci d'autant plus que le réacteur produit plus de plutonium qu'il n'en consomme.

La logique interne du choix de la bourgeoisie

Le recours à un programme nucléaire accéléré est la conséquence d'une situation politique caractéristique des impérialismes de «seconde zone». La lutte menée par les pays producteurs de pétrole n'y est pas étrangère. La nécessité de redéployer l'appareil économique en direction d'exportation de biens d'équipement non plus (le choix nucléaire est lié à la restructuration de PUK, d'Empain-Schneider, CGE-Alsthom). Nous n'analyserons pas ici ces causes profondes.

Par contre, le revirement en faveur de la filière américaine, à eau légère, et le choix de construire une centrale à neutrons rapides présentent une cohérence que la bourgeoisie veut à tout prix cacher.

Les centrales à uranium enrichi (PWR), dont nous avons vu qu'elles présentent des faiblesses de sécurité, ont l'avantage d'être plus rentables que la filière uranium naturel, mais surtout de produire bien plus de plutonium que les applications militaires n'en demandent. Or les centrales à neutrons rapides demandent de grosses quantités de plutonium pour démarrer. Le choix de cette filière reçoit donc une seconde explication. D'autre part, les centrales à neutrons rapides produisent plus de plutonium qu'elles n'en consomment. Il est donc clair que, malgré le vocabulaire de «prototype» utilisé pour le superphénix, il s'agit de la filière que la bourgeoisie française veut développer, dans un avenir de dix à vingt ans. L'enchaînement est «nécessaire». Qu'il se fasse, alors que les surrégénérateurs présentent de très graves dangers, encore non précisés, n'est visiblement pas intervenu dans son choix.

LES "ESSAIS CHOISIS" DE LOU SIN

● Ces 94 Essais Choisis de l'écrivain chinois, Lou Sin, permettent de mieux comprendre toute l'importance accordée par la Chine socialiste à Lou Sin, «le précurseur de la révolution culturelle». Chacun de ces Essais est replacé dans son contexte historique par une chronologie.

Mort en 1936, alors que le Parti Communiste Chinois vient d'achever sa Longue Marche de repli vers le Nord, Lou Sin a été le témoin de ces années difficiles de lutte contre la bourgeoisie réactionnaire du Kuomintang. Pourtant, loin d'exprimer le défaitisme ou la résignation, ces essais de Lou Sin reflètent la confiance dans la victoire du peuple, dans l'établissement du socialisme, dans le Parti Communiste Chinois.

Ils reflètent la vie-même de Lou Sin. Avant la Révolution d'octobre 1917, en Russie, et la fondation du Parti Communiste Chinois en 1921, il a déjà contribué à plusieurs revues critiquant le féodalisme et diffusant le marxisme.

C'est contre les idées du féodalisme alors dominant en Chine, contre la morale féodale d'oppression que sont centrés les premiers essais, mais ce thème a été continuellement approfondi par Lou Sin. Témoins, ces écrits de 1918, de 1919, de 1933, s'attaquant à l'oppression des femmes dans la société, à l'autorité paternelle absolue, au bonheur qu'on est censé trouver dans la pauvreté. Son but, c'est déjà d'arracher du monde la stupidité et la tyrannie, de «voir comment réformer la famille». Plus largement, c'est toute la morale confucéenne qu'il met en cause, qu'il dénonce comme support idéologique de l'oppression.

Dans «Confucius dans la Chine moderne» écrit en 1935, Lou Sin l'attaque directement. Du début à la fin, il y «déboulonne» le Sage, tournant en ridicule

les anecdotes sur sa vie, soulignant ses défauts avec une ironie cinglante : «*Ne souriant jamais, il affichait une gravité extrêmement imposante. Quelqu'un assis auprès de lui devrait avoir une posture si raide et si droite qu'il en aurait les jointures douloureuses au bout de deux ou trois heures ; de quoi faire fuir en hâte tout simple mortel.*» Quant au culte de Confucius, insinue Lou Sin, son attrait en est peu religieux : «*Le temple de Confucius à Nankin est certes très fréquenté, mais c'est tout bonnement parce qu'il offre de nombreuses distractions et que les maisons de thé y foisonnent.*» Allant plus loin, Lou Sin indique la vraie nature de ce Sage, sa nature de classe : «*Sage des gens au pouvoir, ou assoiffés de l'être*», «*Confucius avait élaboré des méthodes remarquables pour gouverner le pays, mais il l'avait fait pour régenter le peuple, à l'intention des dominants. Pour le peuple-même, il n'a rien fait du tout.*»

Quarante ans après, à l'heure où le peuple chinois combat pour arracher de toute la société, les idées héritées de Confucius, Lou Sin apparaît bien comme un précurseur.

De ces essais, se dégage un autre grand thème de combat, directement politique : celui de la lutte pour le socialisme, du rassemblement de tous ceux qui, sur le front culturel, veulent une nouvelle Chine, libre, ni féodale, ni capitaliste. Les essais de 1930 à 1935 portent tous la marque de l'approfondissement de la conscience politique de Lou

Sin : de sa confiance dans l'évolution des choses, teintée d'humanisme, il est passé à la compréhension matérialiste dialectique.

Alors que le Parti Communiste repousse avec force les campagnes d'anéantissement lancées par Tchang Kai-shek, Lou Sin mène la lutte contre les œuvres bourgeoises publiées par le Kuomintang, contre les actes de répression, contre les ragots sur l'Union Soviétique. Contre les défenseurs de la langue compréhensible par les seuls «lettrés», il appelle à écrire dans la langue populaire. Dans plusieurs de ses essais, il démontre le caractère de classe de l'écriture chinoise ; en particulier, dans «Remarques d'un profane sur l'écriture», (1934), il s'attache à démontrer que de l'origine de l'écriture chinoise, découle le caractère de classe bourgeois de la culture et la nécessité de créer à la fois une écriture compréhensible pour le peuple et une culture reflétant les intérêts du peuple.

Les derniers essais, ceux des années 34-36, ont une véritable portée politique : ce sont à la fois des pamphlets contre l'agression japonaise et des appels à l'union de toutes les forces pour combattre le Japon tout en maintenant l'indépendance des révolutionnaires. Sur le front culturel, ils constituent le reflet de la ligne de front uni contre le Japon, et d'indépendance au sein du front uni impulsée par le Parti Communiste.

Ces pamphlets qu'il lance contre la soumission aux impérialistes étrangers, en

Le PCF tel qu'il est et tel que le souhaite Ellenstein

UN PARTI QUI N'A PLUS RIEN A VOIR AVEC LE MARXISME LENINISME

● Déjà connu comme l'auteur d'une «*Histoire de l'URSS*», et d'une «*Histoire du phénomène Staliniens*», Jean Ellenstein, membre du PCF, vient de publier une présentation de son parti : le PCF.

«*Ce livre m'est personnel*», précise-t-il dès la première ligne de l'introduction. «*Je n'ai demandé à personne l'autorisation de le rédiger et je ne l'ai donné à lire à personne. Je prends donc toute la responsabilité de ce qui est écrit et qui n'engage que moi*».

Pourquoi tant de précautions ? Qui Ellenstein cherche-t-il ainsi à rassurer ?

Défricheur de nouveaux thèmes révisionnistes, Ellenstein avait été bien avant le XXII^e congrès, le premier à «*théoriser*» et proposer «*l'abandon du concept de dictature du prolétariat*» et de le remplacer par celui de «*stratégie démocratique tous azimuts*».

Aujourd'hui, toujours dans cette perspective de défricher de nouveaux thèmes révisionnistes, de gommer toujours plus les anciennes références du PC au marxisme-léninisme et au mouvement communiste international, il nous présente à la fois une réflexion sur l'histoire récente (de la conférence d'Argenteuil au XXII^e congrès) et une «*radioscopie*» de son parti.

En d'autres termes, il s'agit pour Ellenstein de nous «*aider*» à nous rendre compte de l'actuel «*effort de rénovation et de changement*» qui doit en faire un «*grand parti moderne et efficace qui œuvre dans le cadre des institutions françaises*». Au lendemain du XXII^e congrès, il apparaît aux yeux d'Ellenstein, une fois l'abandon de la dictature du prolétariat réalisé, que le véritable obstacle à l'avancée du PC vers le pouvoir est dans son image de marque.

«*Pour nombre de Français, nous dit-il, il existe un mystère communiste. De loin, le PCF apparaît comme un animal bizarre au comportement étranger sans être forcément antipathique*». C'est ainsi qu'il entreprend une véritable œuvre de ravalement, à la recherche d'une nouvelle «*âme du PC*».

Mais quels sont, selon lui, les Français que le PC rebute, encore, au lendemain du XXII^e congrès ?

Ellenstein, nous les désigne complaisamment : R. Aron, les journalistes du Figaro, ceux que la SOFRES sonde.

Du point de vue des travailleurs, aujourd'hui, il n'en est nullement question. Il lui semble définitivement acquis. La bataille à venir du PC n'est pas là, selon ses propres appréciations, mais bien plutôt en direction d'autres couches, d'autres classes sociales : les intellectuels, les ingénieurs, les cadres.

Pas un mot sur les travailleurs rejetant, par leur propre expérience, ce parti en mal de modernisation révisionniste.

A propos de «l'internationalisme»...

Dans cette œuvre de ravalement, Ellenstein systématise les principaux thèmes «*débat*» au XXII^e congrès, ceux qu'il considère comme les apports les plus importants de l'effort de rénovation du PC aujourd'hui.

Outre l'abandon de la dictature du prolétariat, il porte principalement sa réflexion dans son ouvrage sur le thème de l'internationalisme et l'«*euro-communisme*», puis sur les «*intellectuels et l'idéologie et le PC*».

Une systématisation des thèmes centraux du révisionnisme

Conscient que les aspects repoussants du capitalisme d'Etat soviétique nuisent particulièrement à l'image de marque du PCF, Ellenstein propose, avec quelques précautions, une ruptu-

re plus radicale des rapports de son parti avec celui de Brejnev. Pour ce faire, il se félicite de la dissolution de l'Internationale Communiste en 1943, s'efforce de démontrer la nécessaire indépendance et souveraineté des partis révisionnistes pour la définition de leurs politiques et actions. En définitive, les relations, toutes diplomatiques entre partis révisionnistes ne doivent concerner, selon ses propres vœux, qu'il étaye d'un sondage de la SOFRES, que les rapports internationaux, la «*sécurité*», la «*détente*», la «*coopération en Europe*».

Fondent ainsi le polycentrisme caractéristique du mouvement révisionniste international, il souhaite une critique plus affichée de l'URSS afin de rendre plus crédible encore l'abandon de la dictature du prolétariat. Pour ce faire, il entretient l'illusion que la société capitaliste d'Etat d'Union Soviétique est «*l'ordre socialiste*», que les manquements à la démocratie sont des scories de la période «*stalinienne*», c'est-à-dire précisément de l'époque de la dictature du prolétariat. Enfin, il se félicite de l'entente, qu'il voudrait voir s'approfondir : des partis révisionnistes européens entre eux : «*PCI, PCF, PCE*» et la constitution d'un bloc révisionniste européen. Cet «*euro-communisme*» se définirait selon lui par la même démarche : «*priorité en compte des particularités nationales*» communes pour la définition de l'accession de ces partis révisionnistes au pouvoir et la volonté de résister aux pressions du parti d'Union Soviétique.

C'est en définitive sur ces dernières bases qu'Ellenstein refond l'internationalisme prolétarien !

Le PCF tel qu'il est et tel que le souhaite Ellenstein

UN PARTI QUI N'A PLUS RIEN AVOIR AVEC LE MARXISME LENINISME

Le PCF et le polycentrisme idéologique

«Le parti communiste français est marxiste ce qui ne signifie pas qu'il faille être marxiste pour y adhérer ni qu'y adhérer rende marxiste». D'emblée, Ellenstein, sur la question des rapports intellectuels «PC», éclaircit le débat !

Le PC garantit pour ses intellectuels la liberté de recherche ! Pour ce faire, «il n'entend pas dicter une ligne de conduite en toute chose à ses adhérents». Il s'agit pour Ellenstein, dans ces conditions de bien distinguer la ligne politique et la recherche : les problèmes politiques, l'approfondissement du rôle de l'Etat, des rapports entre l'Etat et l'économie, ... sont l'affaire du «chercheur marxiste»... l'adhésion aux conclusions n'emporte pas pour autant, nous précise Ellenstein, avec beaucoup d'insistance, l'adhésion à la méthode d'analyse : le marxisme... Quant aux autres domaines de la connaissance c'est purement et uniquement une affaire d'intellectuels... Si le PC n'est plus aussi exigeant, par contre, il offre des moyens... et Ellenstein les présente copieusement : revues, hebdomadaires, maisons d'édition, instituts de recherche... ! afin «de dissiper les incompréhensions, pour éliminer les inquiétudes» que suscite encore chez tous les intellectuels et hommes de culture, la référence statutaire du PC au marxisme-léninisme «qui généralise les connaissances philosophiques, économiques, sociales et politiques les plus avancées». «Concep-

tion scientifique du monde, elle est une méthode d'analyse de la réalité, un guide pour l'action s'enrichissant sans cesse des acquisitions de la science, des expériences de l'action des masses des travailleurs, ...». C'est bien cette dernière référence au marxisme-léninisme, conception prolétarienne du monde qu'Ellenstein s'attache à effacer définitivement !

le PCF, un colosse au pied d'argile

Enfin, Ellenstein se livre dans son ouvrage à une radioscopie de son parti. L'intention est toujours la même : le PC à cœur ouvert... Le PC a bien abandonné toute référence à la dictature du prolétariat, au marxisme-léninisme, jusqu'aux principes de son fonctionnement. Le centralisme démocratique se trouve ravalé à «l'expression de la diversité et l'opposition des points de vue» ! Cette conception révisionniste des principes d'organisation ne peut que renforcer les tendances inscrites dans les transformations de la composition sociale du PC, telles que les statistiques que nous fournit Ellenstein permettent de nous rendre compte.

«Parti passoire», le poids des éléments ouvriers dans les rangs du PC tend à être de moins en moins important et cela depuis 1968. Cette distance de plus en plus grande entre le PC et les masses populaires que masquent difficilement les statistiques de cartes distribuées, se réalise au profit principalement des enseignants, des ingé-

niers, techniciens, cadres, étudiants et chercheurs ensuite. De plus, parmi les éléments ouvriers, le nombre d'OS est de plus en plus faible au profit des «ouvriers professionnels».

Le poids des éléments non-prolétariens est de plus en plus important dans les structures d'encadrement du PCF, notamment en ce qui concerne les enseignants, phénomène qui se trouve accentué du fait que nombre d'éléments d'origine prolétarienne dans les organismes de direction, ont rompu depuis très longtemps tout lien avec la production !

Dans de telles conditions, s'il est indéniable que le PC reste un grand parti avec lequel la bourgeoisie aujourd'hui au pouvoir doit compter, sa fragilité apparaît de plus en plus évidente : pertes d'adhésions, éliminations des éléments prolétariens !

Ces dernières tendances, par leur ampleur, inquiètent de plus en plus Ellenstein ; par contre, il se félicite du poids croissant que prennent dans le PC, les éléments non prolétariens et plus particulièrement, outre les intellectuels, les cadres, professions libérales... et reconnaît là, non seulement les résultats positifs de l'effort de rénovation entrepris par le PC depuis 1972, mais le sens de sa poursuite aux lendemains du XXI^e congrès : gommer toute référence au marxisme-léninisme, et ce de manière définitive, faire du PC un grand parti dans lequel les couches et classes petites bourgeoises sauront se reconnaître afin que «pour progresser et devenir majorité, la gauche gagne sur le centre».

Suite de la page 32

particulier japonais, contre les prisons du Kuomintang, ces écrits acides de haine mal contenue que sont «A propos de deux ou trois choses spécifiquement chinoises», «A propos des dieux qu'on promène et des hommes qui mordent», «Jouets», «Réponse à une lettre des trotskystes», ces écrits tracent un nette ligne de démarcation. Entre : «ceux qui font actuellement du travail solide, qui ont fermement les pieds sur terre, qui combattent et versent leur sang pour l'existence du peuple chinois», et les opportunistes qui de fait remettent la libération et l'avenir de la Chine dans les mains de la bourgeoisie. On ne trouve malheureusement pas dans

ces recueils d'Essais choisis, «Les Concessions de mars». C'est dans cet essai de 1936, que Lou Sin critique la position prise par Tchang Tchouen-kiao, en littérature, comme expression, sur le front culturel de la ligne opportuniste de droite de Wang Ming au sein du Parti. Tchang Tchouen-kiao est l'un des «quatre», qui, à la mort de Mao Tsé-toung, ont tenté de s'approprier le pouvoir. Cet essai actuellement réédité en Chine et proposé comme document d'étude au peuple chinois, aurait permis de mieux comprendre la continuité de la ligne révisionniste, sous ses aspects droite ou «gauche».

Ainsi, dans «Préface à «essais écrits» dans mon

studio «mi-concession», écrit en 1935, Lou Sin s'en prend au révisionniste Tchoué Yang qui, sous prétexte de «prendre en considération la civilisation future», refusait les écrits engagés. A travers cette critique, il définit sa propre conception de la littérature et en particulier des essais : «A une époque telle que la nôtre, où la tâche qui s'impose aux écrivains présente un caractère de grande urgence, il faut réagir à temps, et opposer une riposte à tout ce qui est nuisible ; les essais nous servent donc de nerf sensitif et de bras, et de pied, pour attaquer et nous défendre. Il est certainement souhaitable de pouvoir se consacrer entièrement à un ouvrage

monumental à l'intention de la culture à venir ; mais les écrivains qui luttent pour le présent, luttent également pour l'avenir. Car sans présent, il ne saurait y avoir d'avenir.

Pour lutter, il faut prendre parti».

Ces essais permettent de comprendre l'importance du combat mené par Lou Sin pour la révolution et la valeur d'exemple qu'il constitue aujourd'hui : «commandant en chef de la révolution culturelle chinoise, il est grand non seulement comme homme de lettres, mais encore comme penseur et révolutionnaire» (Mao Tsé-toung).

LES "ESSAIS CHOISIS" DE LOU SIN



élections américaines

DES ÉLECTIONS DANS UN PAYS EN CRISE

● Le 2 novembre dernier, Carter l'emportait devant Ford aux élections américaines. En réalité, ce qui l'emportait du point de vue du nombre, ce sont les abstentionnistes avec 46,7% de l'électorat potentiel, Carter rassemblant sur son nom 27% de celui-ci et Ford 25%. Voilà qui est déjà bien significatif de ces élections !

En août 71, la tentative de Nixon, avec sa «nouvelle politique économique», visant à faire retomber les difficultés des États Unis sur l'Europe et le Japon, n'a pu écarter une très sérieuse crise économique. Jugeons-en : la production industrielle a chuté de 15% de décembre 73 à mai 75. Alors que la récession économique a pu momentanément sembler devoir être surmontée, l'année 76 a démenti cette vision optimiste : en effet si l'expansion a été de 9,2% au premier trimestre, elle est tombée à 4% au troisième. Au cours de ce même troisième trimestre, le déficit de la balance commerciale s'est accentué. Dans le même temps, le chômage prenait des proportions très importantes : il atteint aujourd'hui 7,8% de la population active, les jeunes étant particulièrement frappés puisque 40,3% des jeunes noirs américains étaient en chômage en juin 76. L'inflation que l'administration Nixon, puis Ford, a été bien incapable d'endiguer a continué de se développer ; la soi-disant prospérité américaine laisse de toutes façons aujourd'hui 25 900 000 américains à l'écart qui ne disposent pas du minimum vital.

Les luttes victorieuses des trois peuples d'Indochine en 75 ont contraint les États Unis à une fuite et un échec retentissants. La libération de Phnom Penh, le 17 avril, de Saïgon, le 30 avril, et de Vientiane en août ont été autant de coups ponctuant le recul américain.

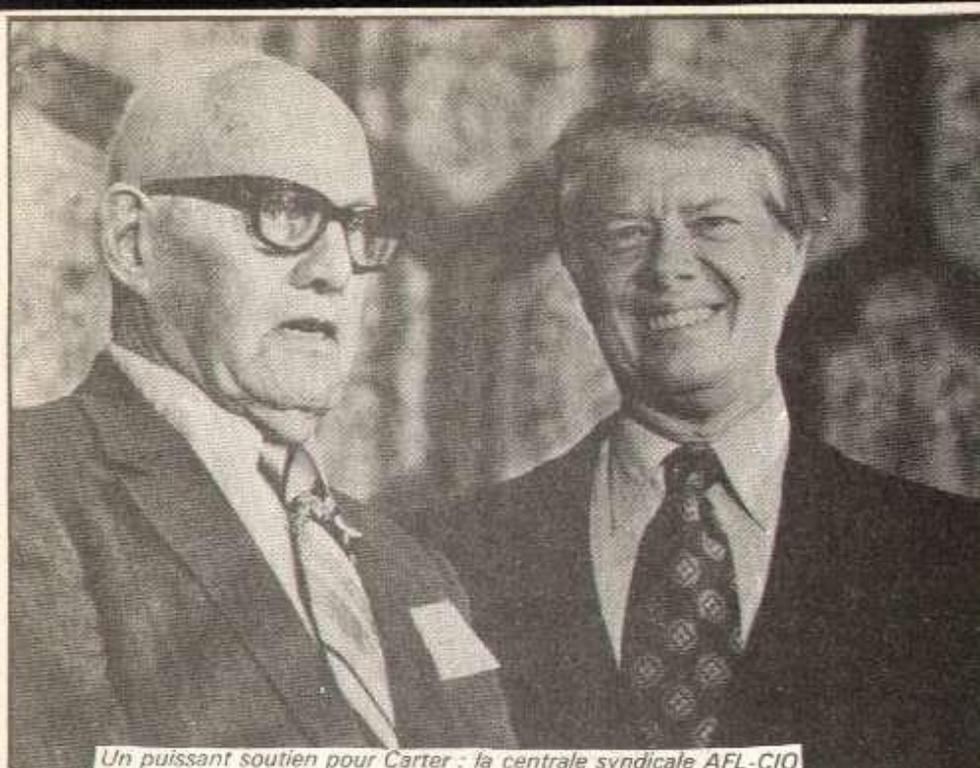
Mais la bourgeoisie américaine se trouve aussi aux prises avec le développement de contradictions internes. Celles-ci sont apparues nettement sur la question de l'attitude à adopter face au social-impérialisme de l'URSS. Faut-il principalement insister sur la lutte et la vigilance devant celui-ci, ou faut-il prendre principalement en compte l'unité et la détente dont celui-ci se réclame en paroles ?

Plus profondément, c'est le système politique américain qui semble aujourd'hui être à assez large échelle l'objet de scepticisme dans les masses américaines. Et les facteurs de cette désaffection ont été abondamment produits par l'administration républicaine. L'engagement américain en Indochine, justifié par des considérations humanitaires, par la défense de soi-disant valeurs occidentales menacées a abouti à un fiasco minable qui a révélé ce qu'il en était des «visions civilisatrices» des Yankees. La résistance qui s'est alors développée, les mouvements d'opposition à cette agression criminelle ont montré une volonté grandissante du peuple américain à s'opposer à cette guerre. La révélation de tueries organisées et camouflées par l'armée américaine, de détournements de crédits, utilisés en secret pour l'extermination du peuple cambodgien avant même le début de l'engagement officiellement reconnu, n'ont fait qu'entamer plus profondément encore la confiance que les masses américaines auraient pu encore accorder à Nixon et compagnie. L'affaire du Watergate, le départ ignominieux de Spiro Agnew — depuis lors reconverti dans les pétro-dollars — ont révélé au grand jour la pourriture du système, à tous les niveaux. La désignation de Ford en remplacement de Nixon chassé, a placé comme chef de file de l'impérialisme américain un individu non élu concentrant en lui toute la médiocrité et l'esprit borné d'une bourgeoisie impérialiste décadente. Mais il serait erroné de conclure de ces observations que la bourgeoisie américaine serait prête à s'écrouler d'elle-même aujourd'hui. Si ses difficultés vont croissant et sont bien réelles, elle n'en dispose pas moins d'atouts encore solides. Même si l'impérialisme yankee est en déclin, il dispose encore de moyens puissants pour disputer à l'autre super-puissance l'hégémonie mondiale. Sur le plan

intérieur, si elle se trouve confrontée à un mécontentement populaire important, qui s'exprime en de nombreuses oppositions multiformes, les luttes ponctuelles qui existent aujourd'hui n'en sont pas à constituer une menace directe : elles restent dispersées, circonscrites à des aspects particuliers de l'oppression. Dans le même temps, et cela ne peut être ignoré, les directions syndicales ouvrières complètement corrompues peuvent s'appuyer sur une aristocratie ouvrière relativement développée pour essayer de tenir l'ensemble de la classe ouvrière sous son emprise réactionnaire. C'est le développement, la systématisation de luttes contre cette corruption, ces influences qui marquent de façon plus significative l'avancée du mouvement de masse. Mais, et cela doit retenir notre attention, les élections qui viennent de se dérouler ont révélé avec netteté une désaffection croissante des masses vis-à-vis de ces consultations organisées par et pour la bourgeoisie américaine.

Désaffection croissante pour les élections

Comment expliquer cette désaffection croissante ? Serait-elle due à des difficultés techniques liées aux obstacles pour s'inscrire sur les listes électorales ? Si le prélèvement d'une taxe électorale, des exigences restrictives du point de vue du temps de résidence dans une circonscription ou un examen de passage ont pu constituer à une époque des obstacles réels et permettre d'écarter du vote des catégories raciales ou sociales objet de discrimination, il n'en est plus de même aujourd'hui. Ces barrières ont été quasiment abolies. De plus, gouvernement, partis démocrate et républicain, diverses ligues civiques et la presse elle-même ont rivalisé de zèle



Un puissant soutien pour Carter : la centrale syndicale AFL-CIO

pour inciter les électeurs à s'inscrire sur les listes électorales et à voter. Mais ces incitations convergentes n'ont pas produit le résultat escompté : en effet, alors qu'en 1960, les abstentions aux élections présidentielles s'élevaient à 36,9% du corps électoral, elles ont atteint 44,6% en 72 pour dépasser 46% en 76. On pourrait supposer que ce pourcentage d'abstentions est lié à la confusion et à la longueur d'une campagne électorale qui commence avec les primaires —processus engageant la désignation de leur candidat unique par les partis républicain et démocrate— jusqu'à l'élection présidentielle qui est tranchée, en définitive, non pas par l'élection directe, mais par les grands électeurs. En effet, c'est le candidat qui obtient le plus de voix de ceux-ci qui est élu. Ces grands électeurs rassemblent des sénateurs (deux dans chaque État) et les représentants (un représentant au moins dans chaque État mais pouvant représenter de 30 000 à ... 185 000 électeurs !). Que tel État vote à la majorité, même très faible, pour tel candidat présidentiel, alors, automatiquement, celui-ci dispose de l'ensemble des voix des grands électeurs de cet État. La bourgeoisie elle-même reconnaît que ce système devrait être réformé, mais cela s'est avéré impossible jusqu'à présent. Les politiciens ont leur carrière trop liée à cet état de choses qui permet par ailleurs de sous-représenter les concentrations urbaines. Mais là n'est pas le principal. Une déclaration du secrétaire de presse de Carter est significative de l'état d'esprit qui se présentait lors de ces élections, il a indiqué que le problème essentiel était de surmonter «la tendance de l'électeur à ne croire en rien ni en personne». C'est sans doute plutôt par ce scepticisme, cette absence de motivation qu'il faut expliquer les abstentions, phénomène amplifié par le

caractère particulièrement terne et sans relief de la campagne électorale. Déjà des enquêtes avaient révélé qu'en 1964, 76% des gens interrogés avaient confiance dans le gouvernement de Washington pour agir correctement toujours ou la plupart du temps, ce pourcentage est tombé à 33% en 1976. Par ailleurs, le pourcentage de ceux qui estiment que le gouvernement est dirigé par quelques grands intérêts pour leur propre bénéfice et non pour le bien de tous, est passé de 29% en 1964 à 58% en 1972. Enfin, un sondage récent indiquait que «quatre personnes sur dix interrogées estiment qu'il n'y a aucune différence quel que soit le vainqueur».

Un grand cirque électoral

Carter s'est vu surnommer «Monsieur Clean», «Monsieur Propre». Voilà qui donne un éclairage révélateur, significatif de cette campagne. En effet, chaque candidat représente vraiment un produit lancé sur le marché électoral, qui fait tout pour se vendre, et qu'il faut vendre à tout prix. On comprend facilement dans ces conditions que l'adversaire de Ford pour l'investiture par le parti républicain ait été un ancien agent publicitaire à la télévision, spécialisé dans la présentation de produits de lessive, et qu'il ait réussi à inquiéter Ford. Par ailleurs, fait tout à fait significatif de cette campagne, c'est que ce qui en est ressorti principalement, ce sont les faux-pas, les bourdes des candidats. Ford affirmant que l'Europe de l'Est ne se trouvait pas sous la domination de l'URSS ; Carter déclarant que les États Unis n'interviendraient pas si la Yougoslavie était envahie par la Russie. Mais Carter s'est montré assez habile et a su utiliser le profond

mécontentement qui existe dans les couches populaires pour supplanter Ford. Quand celui-ci affirmait de lui-même, sans se départir de son sérieux, à la télévision : «Vous avez fait un bon travail, continuez !», Reagan avait beau jeu de lui rappeler l'existence du chômage, de l'inflation, de la bureaucratie républicaine envahissante et... son erreur quand même étonnante au sujet de l'Europe de l'Est. A ce propos, Reagan ironisait : «Vous voyez ce qui lui arrive quand Kissinger n'est pas là !» Si Reagan l'a emporté, ce n'est pas parce qu'il aurait présenté une alternative crédible capable de duper les masses ! Non, simplement, il a su s'adresser démagogiquement à tous ceux qui espèrent un changement. Contre les scandales qui ont éclaté sous l'administration républicaine, contre l'image de politiciens complètement corrompus, il a tenté de se présenter comme un homme neuf. Pourtant, il lui a été difficile de masquer complètement qu'en l'affaire, c'est le système lui-même qui sécrète nécessairement l'arrivisme, la corruption, le mépris le plus profond pour les masses. Carter a tenté de donner de lui-même l'image d'un homme «parti de rien», qui serait parvenu à ses hautes fonctions à la «force du poignet», et seul. Il a essayé d'apitoyer sur son enfance, présentant celle-ci —contrairement à la vérité— comme assez difficile, assez laborieuse, assez pauvre. Ce qu'a cherché Carter, c'est à capter l'attention sur le personnage qu'il s'est fabriqué, c'est ainsi qu'il a cherché à gagner des voix. Mais en même temps qu'il sollicitait ceux qui sont écartés de la prétendue prospérité américaine, Carter savait s'adresser aux bourgeois, ceux de sa classe, pour les rassurer. Il leur montrait qu'il pourrait fort bien gérer les affaires de l'État, qu'ils devaient lui faire confiance, que leurs intérêts ne seraient pas lésés. D'un discours à l'autre, d'un auditoire à l'autre, Carter a su s'adapter : n'hésitant pas à se réclamer de Martin Luther King devant des auditoires de noirs, s'en gardant bien devant ceux qui attendent de lui des assurances sur l'ordre à maintenir et les limites de réformes éventuelles. Mais qui est au juste Carter, cet homme neuf qui affirme «je ne vous mentirai jamais» ? On comprend l'effet recherché par cette déclaration après tous les scandales qui ont précédé, et qui ne manqueront pas de suivre ces élections. Carter est aujourd'hui à la tête d'une entreprise fort prospère qui vend des arachides et qui est évaluée à une valeur de deux millions de dollars. Il est élu au Sénat de Géorgie en 1962, il est battu en 66 par un restaurateur profondément raciste. En 1970, opposé à un libéral, il traîne celui-ci dans la boue en raison de ses liens avec des noirs et n'hésite pas à flatter les éléments racistes de son électoral. Cela ne l'empêche nullement une fois la victoire électorale acquise

d'affirmer sans autre forme de procès : «Le temps de la discrimination raciale est révolu». Mais ces éléments biographiques, s'ils sont révélateurs par eux-mêmes, ne précisent pas les actuelles positions politiques du candidat. Mais c'est vrai que ce n'est pas sur cet aspect qu'ont porté ses efforts. Il s'est efforcé principalement de fabriquer ce personnage auquel l'électeur moyen pourrait identifier le président. Ne parlons pas des multiples gadgets Carter qui ont inondé l'Amérique, depuis l'ouvre-bouteille jusqu'au paquet de cacahuètes. Il a su mettre à profit sa famille, sa femme, ses enfants, ordonnant leurs apparitions publiques, leurs déclarations, leur comportement. C'est qu'un futur président américain doit être un acteur de grande valeur s'il veut réussir, s'il veut que le produit se vende, ou plutôt s'évise ! Il faut donc produire une image qui séduit, à laquelle on puisse identifier le personnage du président. Alors, de meetings en réunions publiques, de réunions privées en émissions de télévision, il faut séduire ! Alors c'est la démagogie, l'appel au sentiment, le sensationnel qui domine. Plus inquiétant, Carter a rappelé une crise de mysticisme qu'il aurait eue, il y a quelques années. Il s'est auréolé d'un peu de religion, se targuant d'expériences privilégiées de ce côté-là. Enfin, il a prétendu être inspiré ; réalisant dans ses actes la volonté de Dieu. Oui, inquiétant quand on sait que de cet exalté, dépendront des décisions qui peuvent décider du sort de centaines de millions d'hommes.

Voilà ce que produit aujourd'hui le système politique américain. Du programme de Carter, par contre, on n'a vraiment pas appris grand chose. Il a rabâché quelques idées simplistes dont il savait qu'elles correspondaient à une certaine sensibilité dans les masses américaines. Carter a usé et abusé du thème de la moralisation, n'hésitant pas à promettre la publication de ses propres revenus et ceux de ses proches collaborateurs chaque année. Pourtant, justement, on pourrait lui demander comment il a financé sa campagne. Certes, l'État lui a accordé 21,8 millions de dollars, le comité électoral de son parti, 3,3 millions de dollars et la ligue des femmes a officiellement financé les émissions de télévision, les candidats ne devant normalement pas utiliser les fonds privés. Carter aurait puisé 50 000 dollars dans ses propres ressources. Mais comment s'est-il procuré le reste ? Il est difficile d'imaginer que les présidents de grandes banques américaines ou les grands patrons qui l'ont soutenu lui ont ménagé leurs fonds ! Cela paraît d'autant plus probable que l'on sait que la campagne de Nixon a coûté 60 millions de dollars (soit 300 millions de francs environ). Carter

n'a pas hésité à multiplier les promesses : priorité à la lutte pour l'emploi, contre l'inflation qu'il faudrait ramener à 4% ... d'ici 1981. Il a opté, mais cela n'est pas très original, pour la justice fiscale. Il s'est élevé contre le gaspillage, la corruption. Enfin, il s'est réclamé de la nécessité du changement et de la nécessité de l'ordre. Mais il a été très discret sur les grandes questions politiques. Quelle sera l'attitude des États Unis vis-à-vis du social-impérialisme, vis-à-vis des pays de l'Europe de l'Ouest, vis-à-vis du Tiers Monde ? Il est bien difficile pour l'instant de prévoir les orientations futures. Carter n'a-t-il d'ailleurs pas déclaré dans son interview dans «Play Boy» : «Mes prises de position ne sont pas prévisibles».

Pourtant, chef de file de l'impérialisme américain, on peut penser que Carter mettra tout en œuvre pour sortir l'impérialisme américain de ses difficultés actuelles. Il peut être significatif que Carter ait été un élément actif de cet organisme appelé «commission trilatérale», composée de grands patrons, de bourgeois, d'hommes politiques et même de syndicalistes représentant des impérialismes américain, européen et japonais. Pour la France, on note entre autres la présence de Barre, l'actuel premier ministre, de Debatisse (FNSEA) ainsi que de patrons en vue. Il s'agit, sous la houlette américaine, d'élaborer une stratégie d'ensemble des impérialismes secondaires sur les questions des relations d'ensemble avec les pays

producteurs de pétrole, les divisions suscitées par l'embargo pétrolier au sein de la commission trilatérale (États Unis, Europe, Japon), et les problèmes économiques et sociaux au sein de chaque pays. Ce que vise en fait cette commission, c'est à préciser les conditions d'hégémonie américaine sur les impérialismes secondaires afin de présenter un bloc pour s'opposer aux justes aspirations des pays du Tiers Monde et tenter par tous les moyens de les diviser. Cette orientation, que Carter a déjà fait sienne, constitue une menace contre les pays et les peuples du monde ; elle appelle la vigilance de tous les peuples.

Le 20 janvier, Carter sera donc à la Maison Blanche, entouré de sa mafia géorgienne. Il prépare actuellement le partage du fromage entre ceux qui ont «bien vendu le candidat». La brigade des cacahuètes va investir les sinécures d'État que la clique sœur des républicains doit quitter au moins pour quatre ans. Entré par une porte dérobée, Ford se retire piteusement. Mais républicains ou démocrates, c'est toujours l'intérêt de la bourgeoisie impérialiste américaine qui prévaut. Seulement, la fausse alternative qu'elle présente tous les quatre ans semble de moins en moins intéresser les masses américaines, qui se détournent plus largement aujourd'hui de ce cirque par lequel on voudrait les infantiliser. Voilà certainement le prélude à de nouvelles difficultés pour cette super-puissance.



LES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE SUR LA VOIE DE LEUR LIBERATION

● Les manifestations des lycéens noirs de Soweto, immense faubourg misérable de Johannesburg ont donné, le 16 juin dernier, le signal d'un vaste et profond mouvement qui a soulevé la population noire, sur tout le territoire de l'Union Sud-Africaine. Jamais, depuis les massacres de Sharpeville en 1960, le pouvoir colonial de la minorité blanche n'avait été ébranlé par une telle vague de fond.

Durant tout l'été, malgré la répression la plus sanglante, le mouvement s'est poursuivi. Et aujourd'hui même, on ne peut pas dire que le pouvoir colonial soit parvenu à le briser : le 1^{er} décembre, deux jeunes manifestants noirs étaient tués à Guguletu, banlieue noire du Cap.

Dans le même temps, le développement de la lutte armée de libération au Zimbabwe (la Rhodésie des colons) prenait une telle ampleur que Smith, chef du gouvernement de la minorité coloniale, était amené à envisager, pour la première fois, de négocier avec les mouvements de libération et de parler de « pouvoir de la majorité ». Or il y a six millions de noirs au Zimbabwe et deux cent mille colons blancs. La Conférence de Genève présidée par la Grande-Bretagne s'est ouverte il y a quelques semaines : les représentants des mouvements de libération nationale y affrontent le représentant de Smith.

C'est tout l'édifice de l'oppression impérialiste qui se trouve, à présent, lézardé en Afrique Australe.

● Il y a à peine trois ans encore, toute la corne Sud du continent africain formait un bloc colonial, soudé, avec l'Union Sud Africaine, comme clef de voûte.

Les vastes territoires de l'Angola et du Mozambique restaient aux mains de l'armée coloniale portugaise. Les pays de l'OTAN l'alimentaient en armes et finançaient ses opérations de contre-guérilla. L'armée sud-africaine n'hésitait pas à lui prêter directement main-forte, notamment au Mozambique. Elle intervenait ouvertement au Zimbabwe. Et la domination coloniale se sentait assez sûre d'elle-même pour que les impérialismes — dont la France — y mettent en chantier de vastes projets d'exploitation en commun, à l'échelle de toute l'Afrique Australe, comme en pays conquis : le barrage de Cunene, à

la frontière de la Namibie et de l'Angola, et l'immense barrage de Cabora-Bassa, sur le Zambèze, au Mozambique.

● L'effondrement de la domination coloniale portugaise au Mozambique et en Angola, à la suite de la révolution du 25 avril 1974 a profondément bouleversé la situation, et modifié les rapports de force entre l'impérialisme et les peuples et pays de cette région d'Afrique.

Le Mozambique, qui a proclamé son indépendance le 25 juin 1975, sous la direction du FRELIMO de Samora Machel sert désormais d'arrière et de soutien logistique important aux mouvements de libération du Zimbabwe. Un pays comme le Botswana, enclavé entre l'Union Sud-Africaine et son annexe coloniale de Namibie, a pu manifester sa volonté d'indépendance et se déclarer entièrement solidaire avec les quatre autres pays dits de première ligne (Mozambique, Zambie, Tanzanie, Angola) de la lutte du peuple de Zimbabwe pour la conquête du pouvoir de la majorité.

La déconfiture de la domination coloniale portugaise a été et, pour autant qu'elle débouche sur une indépendance réelle, continue de constituer un puissant facteur qui favorise le développement de la lutte de libération nationale — au Zimbabwe, en Namibie et jusqu'au cœur du bastion impérialiste que constitue l'Union Sud Africaine —. Et surtout, les victoires remportées sur le colonialisme portugais, l'exemple du Mozambique indépendant ont considérablement stimulé la volonté de libération nationale, notamment parmi les jeunes générations.

Toutefois, c'est le développement propre, interne, des mouvements de libération dans ces pays qui reste décisif et qu'il nous faudra apprécier.

● Les bouleversements politiques qui se sont produits ou qui mûrissent en Afrique Australe ont une portée considérable et retentissent sur l'ensemble du système de domination impérialiste.

En Afrique même : Israël, à l'extrême Nord et l'Union Sud Africaine à la pointe du Sud constituent depuis des décennies les deux « verrous » les plus menaçants de l'impérialisme sur le continent africain. Sous l'égide de l'impérialisme US, ils collaborent depuis longtemps pour s'immiscer dans les pays d'Afrique, y nouer des liens plus ou moins ouverts avec les régimes les plus inféodés à l'impérialisme. Mais Israël, après la guerre d'octobre 1973, et l'Afrique du Sud, aujourd'hui, se retrouvent complètement isolés face aux pays d'Afrique. Et le sionisme, comme l'apartheid, a été condamné, en tant que racisme, par les Nations Unies. Toutefois, par sa puissance économique et militaire, l'Union Sud Africaine reste une pièce maîtresse de la domination impérialiste sur le continent noir.

L'enjeu est donc considérable. Il dépasse même les énormes intérêts économiques : pour toute une série de productions (or, diamants, et nombreux métaux rares non ferreux, uranium), cette région d'Afrique est un réservoir très précieux, à bon marché, notamment pour l'impérialisme US.

C'est, dans le même temps un enjeu stratégique : le passage de l'Océan Indien à l'Océan Atlantique par le Cap de Bonne Espérance est devenu, depuis la fermeture du Canal de Suez et la généralisation des pétroliers géants, une artère vitale pour l'approvisionnement en pétrole depuis le golfe arabo-persique. D'autant plus que le canal du Mozambique (avec l'indépendance du pays et l'expulsion des bases françaises de Madagascar) est devenu beaucoup moins « sûr ».

dossier Afrique australe

LES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE SUR LA VOIE DE LEUR LIBÉRATION

(SUITE)

D'un point de vue d'ensemble, toute cette région d'Afrique a, pour l'impérialisme, une importance stratégique : c'est l'une des positions-cléf pour le contrôle de l'Océan Indien.

● C'est pourquoi le développement de la lutte de libération dans ces pays se déroule dans des conditions nouvelles. On ne peut l'envisager seulement, comme la lutte contre les points d'appuis U.S. dans cette région ainsi que les anciennes puissances coloniales européennes (Angleterre et France) qui restent présentes. Le social-impérialisme cherche d'omblée et directement à s'introduire dans cette région du monde. Son intervention en Angola manifeste ouvertement que les visées de Moscou sont particulièrement pesantes sur cette région d'Afrique. A cause de son importance stratégique : la lutte entre les USA et l'URSS pour le contrôle de l'Océan Indien est particulièrement vive. Mais aussi parce que Moscou croit trouver dans des

mouvements de libération nationale qui ont toujours eu pour ennemi principal la coalition des impérialismes occidentaux —les USA en tête— un terrain favorable pour s'y introduire, se poser en «ami», et dévoyer ainsi leur volonté d'indépendance pour les transformer en points d'appui, dans cette région, de leur politique d'hégémonie.

Mieux connaître la lutte des peuples de ces pays, et ces pays eux-mêmes. Mieux connaître leurs mouvements de libération nationale. Mieux connaître aussi les manœuvres de l'impérialisme et du social-impérialisme, pour s'y opposer. C'est la condition pour orienter et organiser le soutien et la solidarité à ces peuples d'Afrique, à l'exploitation desquels l'impérialisme français participe activement et qui vont à coup sûr développer encore leurs combats dans la période.

Ce dossier Afrique Australe est une première contribution en ce sens.

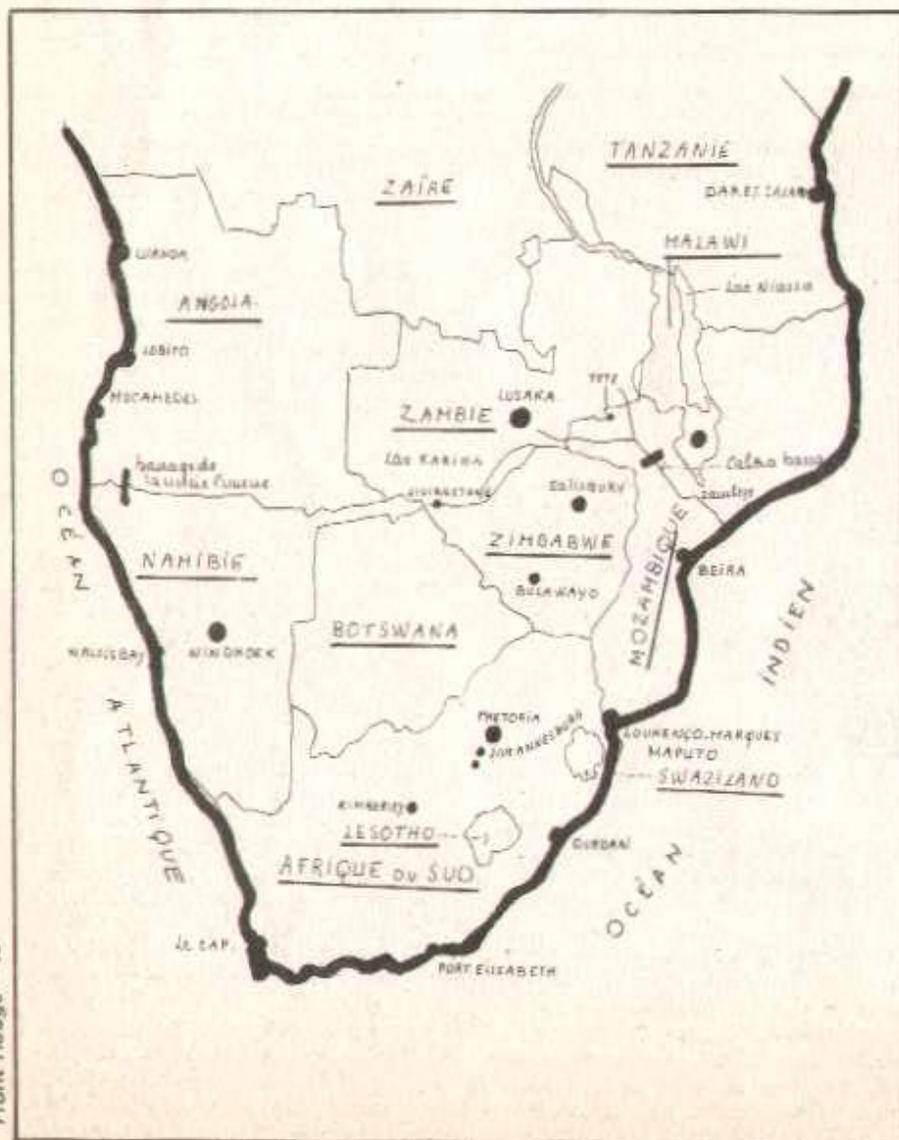




UNION SUD-AFRICAINE

SOWETO : " POUVOIR NOIR ! "

● L'Union Sud Africaine (nom colonial de l'Azanie) est une vieille colonie de peuplement (XVII^e siècle) néerlandaise et anglaise. C'est pourquoi l'afrikaaner — néerlandais qui a subi quelques transformations locales — est la langue européenne la plus couramment parlée (60 %). L'anglais venant après (40 %). Mais c'est avec l'apparition de l'impérialisme aux alentours de 1900 que le processus de colonisation va changer de caractère et s'accélérer.



Colons anglais et «Boers» (d'origine néerlandais) s'affrontent alors pour s'appropriier les plus larges zones. C'est l'époque où les puissances coloniales se hâtent, à coup d'expéditions militaires et de massacres de se découper sur le continent noir les plus vastes territoires possibles. C'est l'impérialisme anglais qui l'emportera et imposera un modus vivendi aux Boers. Les colons européens parviendront, sans trop de difficultés, à un accord. Il y a ainsi trois provinces : le Cap, à dominante anglaise, l'«Etat libre d'Orange», le Transvaal et le Natal à dominante néerlandaise.

Mais ce sont les peuples d'Azanie qui sont les principales victimes : tout en se faisant la guerre, Anglais et Boers passent à la forme impérialiste du colonialisme : ne se contentant plus d'implantations côtières et de territoires limités, ils pénètrent profondément dans l'arrière pays et entendent alors soumettre totalement les Africains qui y vivent. Leur résistance, notamment celle des Zoulous, fut farouche. Et les Boers ne purent l'emporter qu'avec l'aide massive de l'impérialisme anglais.

● Très vite, à la manière des yankees face aux Indiens, les colons européens vont avoir le projet, après l'avoir repoussée vers les territoires les plus déshérités, d'enfermer la population africaine dans des réserves. C'est que la colonie européenne, relativement nombreuse (comparable seulement à la situation de l'Algérie) entend s'appropriier l'essentiel du territoire économique, sol et sous-sol (extrêmement riche), et y développer rapidement le

capitalisme, en liaison directe avec le capital monopoliste, anglais dans un premier temps.

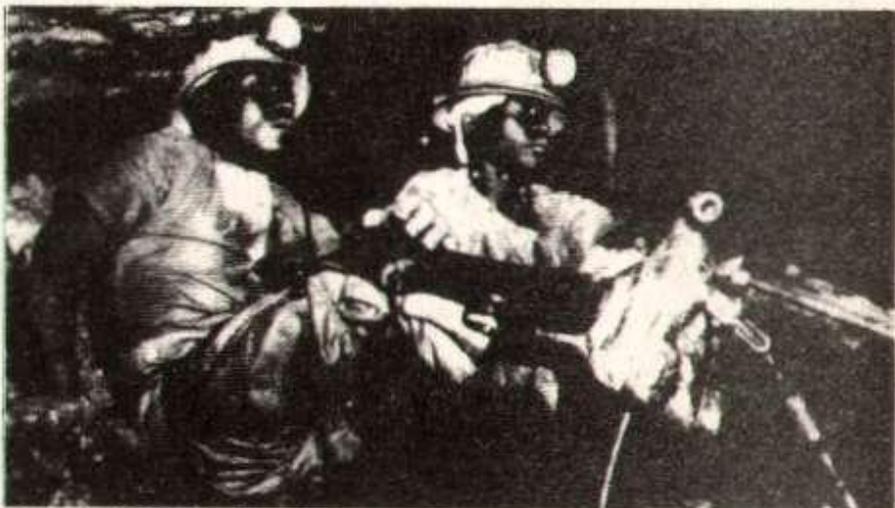
Dès 1913, 86 % du territoire est ainsi décrété réservé aux Blancs, et 14 % aux Africains, alors que le rapport numérique entre Blancs et Noirs est à peu près exactement inverse : 80 % de Noirs et moins de 20 % de Blancs. Ces territoires, exigus, sont, en général, situés dans les régions les plus pauvres. Aucune industrie, par principe, n'y est implantée. Le gouvernement blanc divise, selon son jugement la population africaine en huit ethnies («National Units») et leur impose arbitrairement des portions de territoires soigneusement dispersés, comme autant de «tâches». La même ethnie se trouve confinée sur plusieurs zones souvent très éloignées géographiquement... Il y a huit ethnies réparties dans une poussière de 276 territoires !

● La grande presse, quand elle en vient à dénoncer hypocritement le système de l'apartheid (c'est-à-dire l'obligation stricte pour les Noirs de vivre séparés, «à part» des Blancs) n'en retient — que les aspects les plus apparents, les plus spectaculaires : tous les lieux publics (gares, squares, restaurants, stades, WC...) sont méticuleusement délimités ou divisés et étiquetés en «réservés aux Blancs» et «réservés au non-Blancs». Les mariages et rapports sexuels entre Blancs et «non-Blancs» sont interdits. Toute infraction à cette législation minutieuse est sévèrement punie. Et lorsque par exception, le gouvernement Sud-Africain reçoit, pour les besoins de sa politique, un chef d'Etat africain — dans un grand hôtel de Pretoria, une instruction du ministre intéressé précise que les couverts et linges utilisés par les Africains doivent être nettoyés à part... La bourgeoisie européenne qui en son temps a organisé les conquêtes et les massacres coloniaux se dit, à bon compte, choquée de manifestations si outrancières de racisme, qui lui paraissent «périmées».

● Ce faisant, elle dissimule la base du système de l'apartheid qui est tout simplement l'organisation la plus systématique, la plus «rationnelle» de l'exploitation coloniale qu'ait mise en place l'impérialisme.

En effet, la division territoriale en «foyers bantous» (homelands) et territoire blanc est un moyen politique pour surexploiter les Noirs. Sur dix huit millions d'Africains, plus de la moitié, au moins dix vivent dans les zones blanches, et huit seulement dans les «bantoustans».

UNION SUD-AFRICAINE-SOWETO : « POUVOIR NOIR »



Surexploitation dans les mines.

Dix millions de Noirs sont ainsi parqués essentiellement autour des centres industriels dans de vastes «townships» : banlieues délabrées, souvent des bidonvilles, où ils doivent s'entasser dans les logements. Ils constituent les trois quarts de la population active industrielle, mais sont considérés comme des immigrés : aucun droit politique, leurs syndicats sont tolérés, mais considérés comme non représentatifs. Les syndicats représentatifs étant les syndicats racistes réservés exclusivement aux Blancs. Sur cette base, les salaires des travailleurs noirs sont inférieurs de six à vingt-deux fois à ceux des travailleurs blancs.

Dans les mines, les travailleurs noirs souvent immigrés du Mozambique ou du Malawi ne doivent pas vivre avec leur famille et sont parqués dans des «compounds», immenses dortoirs concentrationnaires pour célibataires forcés.

Ainsi, dans les «bantoustans», privés de toute industrie et à l'agriculture maintenue dans l'arriération, sont rassemblés surtout les non-productifs : femmes, enfants, vieillards. Ce sont de véritables réservoirs de chômeurs : les jeunes n'ont pas d'autres solutions que de chercher un travail dans les zones «blanches». Et l'administration fantôme des bantoustans passe des contrats avec les firmes industrielles.

Inversement, dans les zones blanches, les travailleurs noirs sont considérés comme étrangers : ils doivent toujours porter sur eux un passeport indiquant leur ethnie, leur bantoustan (fictif) d'origine, et le tampon, apposé chaque semaine, par leur employeur. Dès qu'il y a nécessité de licencier,

qu'un travailleur malade ou trop vieux est jugé improductif, ou qu'il est jugé indésirable, il est considéré comme «en surnombre» et renvoyé de force dans des villages et camps de «réinstallation». Chaque année des milliers et des milliers de Noirs sont ainsi «réinstallés».

Le régime sud-africain a ainsi poussé à son comble le système colonial d'oppression et d'exploitation impérialistes.

● La lutte engagée d'abord par les élèves noirs de Soweto marque un tournant. Elle a été menée d'abord contre l'obligation d'apprendre l'afrikaaner. C'est là un signe d'affirmation de l'identité nationale et de rejet de la culture des colons, comme culture «supérieure».

Elle est remarquable par sa vigueur et son extension : par vagues successives, des semaines durant, les jeunes Noirs ont affronté une répression sanglante. Il y a eu des centaines de morts. Elle n'est pas restée localisée, mais a touché plusieurs villes du pays, y compris le Cap, qui se croyait mieux protégé contre les explosions de révolte. Elle ne s'est pas limitée aux lycéens mais s'est étendue à la masse des travailleurs : pendant trois jours, les transports ont été bloqués et la grève de fait des travailleurs noirs a paralysé l'activité économique. Enfin, fait sans précédent, les métis —soigneusement délimités par le pouvoir colonial, parqués à part, et jouissant de menus privilèges par rapport aux Noirs — se sont associés au mouvement des Noirs.

Le symbole politique de cette révolte, c'est le fait que, pour la première fois, les Noirs ont osé manifester au cœur même des villes blanches, à la stupéfaction des Blancs. C'est un pas

UNION SUD-AFRICAINE-SOWETO : « POUVOIR NOIR »



important : en 1960, à l'époque du massacre de Sharpeville, les noirs manifestaient contre les excès et le renforcement de l'apartheid, mais dans le cadre, au fond, du « développement séparé » qui leur était imposé. Cette fois-ci, dans le cours du mouvement de Soweto, l'idée s'est fait jour et a commencé à se concrétiser dans l'action, qu'il s'agissait de porter des coups au pouvoir colonial et de le renverser. La notion de « pouvoir noir », inspirée du mouvement des afro-américains, a pris ici une toute autre résonance.

On connaît encore mal les organisations qui se sont formées — pour impulser ce mouvement. Mais on sait, de leur propre aveu, qu'elles échappaient au contrôle de l'organisation traditionnelle, l'African National Congress comme à celui des chefs traditionnels « anti-apartheid » tels que Buthelezi. Et le mouvement a eu une ampleur telle que l'ANC a été amené à déclarer, pour la première fois, que les conditions pour mener la lutte armée étaient désormais réunies en Azanie.

Le pouvoir colonial a été contraint de reculer : il a renoncé à imposer l'afrikaaner dans les écoles. Mais sur-

tout la politique de strict apartheid et de « développement séparé », menée par le parti au pouvoir depuis 1948, a été profondément ébranlée et remise en cause au sein même de la bourgeoisie inquiète. C'est ainsi qu'Oppenheimer, magnat de l'or et du diamant a récemment réuni des chefs d'entreprise et quelques notables noirs pour réclamer que l'on fasse accéder des Noirs à des emplois hautement qualifiés et à des postes de responsabilité, quitte à heurter de front les syndicats racistes. Un dirigeant d'un trust de tabac a exposé, sans ambage sa solution politique : « Nous ne pouvons survivre... qu'avec une classe moyenne stable d'Africains bénéficiant aussi bien d'une sécurité indispensable de leur travail que d'une sécurité personnelle ».

Développer une petite et moyenne bourgeoisie noire pour mieux juguler le mouvement de libération nationale, cette solution de dernière heure imaginée par la haute finance sud-africaine semble bien tardive et bien fragile.

Les centaines de milliers d'Africains d'Azanie et les jeunes générations qui se sont soulevés cet été se sont déjà mis en marche pour recouvrer leur identité nationale et conquérir le pouvoir.





ZIMBABWE : LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

● Le Zimbabwe (Rhodésie) est devenu le maillon le plus faible de la domination impérialiste en Afrique Australe, depuis la chute du colonialisme portugais. A peine plus de deux cent mille colons (pour une part, d'ailleurs, des colons chassés d'autres pays) prétendent, depuis «l'indépendance» proclamée par Smith, maintenir leur domination et leurs privilèges contre six millions d'Africains. Ces colons sont concentrés à Salisbury et, pour le reste, dispersés dans d'immenses fermes capitalistes à travers le pays. Enclavée entre le Botswana, la Zambie, et depuis l'indépendance, le Mozambique qui lui a fermé sa frontière, elle n'a plus que l'Afrique du Sud comme débouché vers l'extérieur.

Le développement de la guérilla

Mais surtout, la guérilla de libération nationale n'a cessé de s'y développer depuis 1972. On peut dire que les colons vivent de plus en plus en état de siège : ils se sont formés en milices et l'armée rhodésienne composée de Blancs (mais enrôlant aussi de force un certain nombre de Noirs) a développé les formes de terreur propres aux guerres coloniales : de vastes zones sont déclarées «opérationnelles», vidées de leurs habitants, les villages sont rasés, les champs brûlés, et, dès lors, elle tire à vue sur toute personne qui s'y trouve. Parallèlement plus d'un demi-million d'Africains ont été contraints de se regrouper dans des «villages protégés», camps concentrationnaires où tout manquement aux horaires stricts du couvre-feu est puni immédiatement de mort. «L'action psychologique» y bat son plein : dans les villages, des massacres sont organisés dans le seul but de terroriser la population.

Mais ce développement de la guerre coloniale directement aidée par l'Afrique du Sud (et en sous-main par ses fournisseurs d'armes comme la France) n'a pas empêché, au contraire, l'intensification de la guérilla. On estime de douze à quinze mille hommes les forces de la ZIPA (Armée Populaire du

Zimbabwe) qui opèrent dans le pays. Machingura, commissaire politique adjoint de la ZIPA déclarait récemment : «Dans cette phase, nous arrivons à établir des zones semi-libérées dans la mesure où quoique l'infrastructure politique et administrative ne soit pas encore complètement organisée, l'ennemi ne dispose plus d'aucun contrôle dans ces zones». Et il soulignait : «Nous disposons d'une grande armée de plusieurs milliers de soldats. Sans l'appui des masses, il serait assez difficile de maintenir une armée d'une telle dimension. Nous recevons alimentation, vêtements et tout autre type d'assistance dont nous avons besoin par les masses». Dans les villes, les puissantes manifestations qui ont salué en septembre, le retour à Salisbury de Nkomo et de Muzoré, leaders nationalistes, ont montré l'ampleur du soutien populaire au mouvement de libération nationale.

Le plan Kissinger

C'est le développement de la lutte armée qui a principalement amené l'impérialisme US à rechercher, d'urgence, une solution —alors qu'il avait jusque-là, soutenu implicitement le régime de Smith. Mais la précipitation de Kissinger, cet été, sa hâte à trouver un «arrangement» s'expliquent en même temps par la crainte que le

maintien d'une attitude intransigeante des colons rhodésiens ne crée des conditions pour que l'URSS puisse s'infiltrer dans les mouvements de libération du Zimbabwe et trouver les moyens, comme en Angola, d'imposer sa présence.

Dans cette dernière «navette» de sa carrière, Kissinger s'est heurté au refus d'ensemble des pays de première ligne (Mozambique, Zambie, Botswana et Angola) et des mouvements de libération nationale d'entrer dans un processus de négociations secrètes, séparées, visant à les diviser. Mais il a obligé Smith à changer apparemment de tactique et à accepter, le 29 octobre 1976, d'ouvrir à Genève des négociations avec les représentants des mouvements de libération nationale du Zimbabwe. La position difficile des USA est assez nette : bien que jouant les médiateurs, ils ne sont pas officiellement présents à Genève. Sceptiques sur les chances de réussite, ils laissent à la Grande-Bretagne, (la Rhodésie était une colonie britannique) le soin de présider aux négociations...

Le plan Kissinger consiste, en fait, à mettre en place un soi-disant gouvernement «majoritaire» qui laisserait en place aux postes-clés des ministres blancs et donnerait une majorité factice à des Africains, achetés ou placés à des postes honorifiques. Smith, dans ce cadre, a cru bon de proposer que tous les Africains —sachant lire et écrire— soit 4 %, aient droit de vote. ▶

ZIMBABWE : LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Le plan Kissinger suppose la possibilité de constituer une «élite» noire capable de donner le change.

La lutte actuelle

Le déroulement de la Conférence de Genève ne donne guère de chance de réussite à cette nouvelle tactique. Dès le 2 novembre, un délégué de la ZANU (Union Nationale Africaine du Zimbabwe), organisation prédominante au sein de la ZIPA, a déclaré très nettement : «Dès le moment où nous avons été invités à cette conférence, nous l'avons considérée comme un deuxième front. Il y a deux fronts : la lutte armée et le front constitutionnel». Et, de l'aveu même du gouvernement Smith, depuis l'ouverture de la Conférence, la guérilla a doublé d'intensité.

Malgré de multiples manœuvres de division, les mouvements de libération sont restés fermes : ils exigent que le gouvernement intérimaire soit mis en place avant un an —et non deux. C'est là un point important : la Grande-Bretagne proposait deux ans, espérant ainsi laisser le temps de se former une «élite» africaine plus «compréhensive».

De plus, les mouvements de libération sont parvenus, jusqu'ici, à rester, pour l'essentiel, unis sur les mêmes positions. «Nous nous consultons tout le temps, nous apparaissions dans une certaine mesure ensemble et quand nous allons négocier, nous parlons d'une même voix». C'est le reflet de ce qui se passe sur le terrain : dans la ZIPA se retrouvent unis les combattants du ZANU et un grand nombre de ceux du ZAPU. Et les deux organisations ont formé ensemble le Front Patriotique.



Le régime de Smith, de plus en plus en difficulté sur le terrain, s'est lancé, alors même que se poursuit la conférence, dans de vaines tentatives pour écraser les bases arrières de la guérilla : il fait des incursions sanguinaires dans des camps de réfugiés zimbabwéens avant tout au Mozambique, mais aussi au Botswana. C'est le signe de sa faiblesse, de son incapacité à maîtriser la guerre populaire au Zimbabwe même. Les forces mozambicaines ripostent énergiquement et depuis les massacres de Nhazonya, en août, le peuple de Mozambique s'est mobilisé contre ces agressions.

De fait, le plus grand danger pour le mouvement de libération nationale, au Zimbabwe, ce sont les manœuvres des USA et de l'URSS. Les USA cher-

chent, dans le cadre des négociations, à détacher des forces africaines acceptant d'aider à l'aménagement et à la survie du régime colonial. L'URSS manœuvre en sous-main pour rééditer sa tactique angolaise : diviser les organisations et mettre la main sur l'une d'entre elles en lui faisant miroiter la possibilité d'évincer les autres.

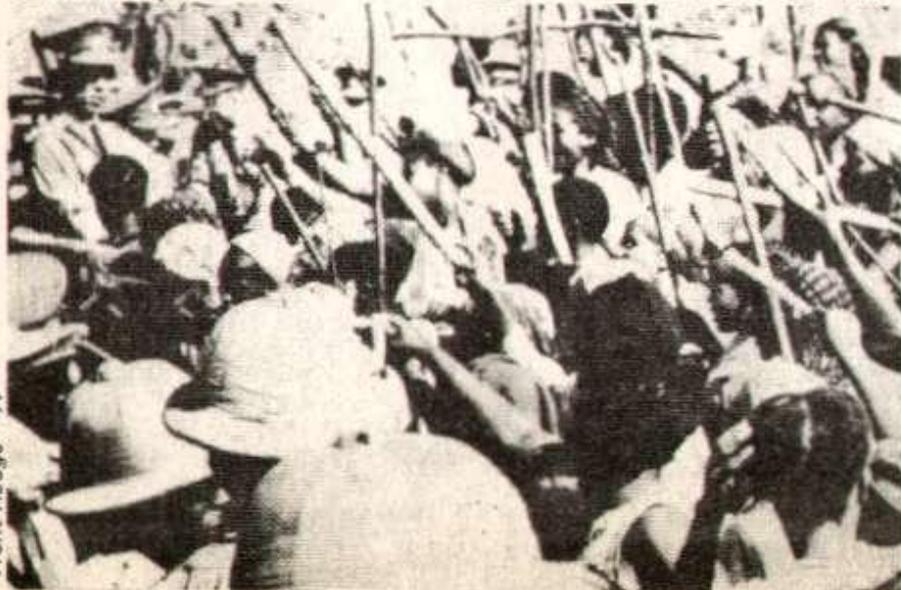
Mais la position du gouvernement mozambicain indépendant est ferme et, malgré les agressions qu'il subit, il refuse d'envisager toute intervention étrangère : «La libération du Zimbabwe, a-t-il réaffirmé, ne peut être que l'œuvre des Zimbabwéens eux-mêmes».

La position des mouvements de libération sur le gouvernement intérimaire est aussi ferme : élection sur la base de «un homme, un vote» ; nombre de ministres représentant chaque parti proportionnel au nombre de voix recueillies par chacun ; distribution des porte-feuilles par le premier ministre ; pas de ministre pour tout parti obtenant moins de 10 % des voix (ce qui exclut la présence d'un ministre raciste).

Et le programme de la ZIPA reste : indépendance totale et immédiate ; redistribution des terres ; politique extérieure de non-alignement.

La conférence de Genève peut traîner en longueur ou même aboutir à une impasse. Ce qui est décisif, c'est ce qui se passe sur le terrain, c'est la capacité des mouvements de libération nationale à réaliser leur unité en contrecarrant les manœuvres de division conduites avant tout par les deux superpuissances.

L'indépendance est à ce prix.



LES CONCEPTIONS DES QUATRE : UNE FORME DE REVISIONNISME

• Cet article ne dégage que quelques éléments sur la ligne politique et les racines idéologiques des conceptions des Quatre. C'est un début de réflexion sur la base des indications données par le Parti Communiste Chinois : les Quatre suscitaient «Une confusion idéologique et théorique dans les rapports entre connaissance et pratique, entre esprit et matière, entre dirigeants et masses, entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique, entre politique et activités professionnelles, entre révolution et production». Nous n'abordons ici que ce dernier point.

La lutte qui se développe actuellement en Chine commence à mettre à jour les fondements idéologiques de la ligne et de la pratique des Quatre —Wang-Tchang-Kiang-Yao— qui, à la mort de Mao Tsé-toung ont tenté de prendre le pouvoir.

A travers les témoignages des cheminots, des ouvriers de Maanchan, de ceux de Hangtchéou, des habitants de la zone sinistrée de Tangchan, une question revient fréquemment : que signifie la ligne d'édification du socialisme condensée par Mao Tsé-toung dans la formule «faire la révolution et promouvoir la production» ?

«Nous autres ouvriers sidérurgistes, nous voulions couler davantage d'acier pour la révolution ! Mais la bande des Quatre nous en empêchait et sabotait notre travail par mille et un moyens. Ils nous accablaient de ces étiquettes : «forces productives» et «mépris du primat de la politique», ainsi s'expriment les ouvriers du combinat de Maanchan. Les cheminots de Pékin : «Les Quatre provoquaient les suspensions dans le travail, disaient, en des propos absurdes, que faire arriver les trains à l'heure et assurer la sécurité, c'était placer la ponctualité au poste de commandement, sabotant le transport ferroviaire, la production, l'économie nationale et la vie du peuple». A Tangchan, au moment du tremblement de terre, rapportent les habitants, les Quatre accusèrent les cadres qui se portaient à la pointe du combat pour organiser les secours de vouloir «obscurcir la révolution et la critique de Teng Siao-ping par la lutte contre le séisme».



Les ouvriers de Shanghai manifestent contre les Quatre.



En accusant les autres de «mépris du primat de la politique», d'«obscurcir la révolution», les Quatre se plaçaient en apparence du point de vue le plus révolutionnaire. En particulier, ils semblaient prendre le contrepied le plus ferme de la théorie révisionniste des forces productives.

La «théorie des forces productives»

D'après cette théorie, l'édification du socialisme se résume, à un moment ou à l'autre de l'histoire, à la production. Cette théorie nie la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme et donc la nécessité d'approfondir la transformation socialiste des rapports de production, de déraciner et détruire tous les débris des anciennes classes exploiteuses, toutes les idées bourgeoises, de combattre dans ses fondements la nouvelle bourgeoisie qui renaît sans cesse.

Dans la «théorie des forces productives», la révolution est niée (comme chez Liou Chao-chi) ou reléguée au second plan (comme chez Teng Siao-ping); seule subsiste la tâche de production.

Combattue pendant la Révolution Culturelle, cette «théorie» n'établit pas un lien juste entre forces productives et rapports de production, entre révolution et production.

Révolution-production : un lien dialectique

Ce lien, Mao Tsé-toung l'a indiqué très clairement dans «De la contradiction» :

«Les forces productives, la pratique et la base économique jouent en général le rôle principal, décisif, et quiconque le nie n'est pas un matérialiste ; mais il faut reconnaître que dans des conditions déterminées, les rapports de production, la théorie et la superstructure peuvent, à leur tour, jouer le rôle principal, décisif.»

Ainsi, les hommes, leur savoir-faire, les outils et machines dont ils disposent («les forces productives») déterminent de façon générale «les rapports de production» : propriété des moyens de production, façon dont les hommes se répartissent les produits du travail, façon dont les hommes s'organisent pour produire. Cependant, dans des conditions déterminées, les rapports de production peuvent jouer le rôle décisif.

C'est précisément cette action en retour des rapports de production sur les forces productives que nie la «théorie des forces productives». En voulant apparemment s'en tenir à une



position matérialiste, elle la vide en réalité de sa substance.

Pour la théorie des forces productives, les forces productives sont toujours l'élément principal, moteur. Elle ne voit pas que, au moment de la révolution, c'est la modification des rapports de production qui joue le rôle décisif et libère les forces productives. En niant cette action en retour des rapports de production, la «théorie des forces productives», en reste à un matérialisme qui fait dépendre mécaniquement les rapports de production des forces productives, au lieu de les envisager dans leur inter-action. Elle voit les choses de manière figée et non dialectique.

Qu'est-ce qui différencie les Quatre des partisans de la «théorie des forces productives ?»

Lorsqu'ils accusaient la plupart des cadres du «mépris du primat de la politique» établissaient-ils pour autant le «primat de la politique», établissaient-ils un rapport juste entre révolution et production ?

La lutte contre «la théorie des forces productives» de Liou Chao-chi a montré clairement le rôle moteur joué par la politique, la poursuite de la révolu-

tion par rapport à l'économie, la tâche de production. Qu'entend-on par «poursuite de la révolution ?» C'est mener la lutte de classes pour définir une ligne politique qui permet aux masses de résoudre leurs problèmes. Cette lutte de classes se mène dans le Parti et dans les masses ; elle vise à combattre les idées bourgeoises et féodales héritées des anciennes classes exploiteuses, à combattre la renaissance d'une nouvelle bourgeoisie.

«On mène la révolution socialiste, indique Mao Tsé-toung, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie. Or, elle est dans le Parti Communiste, ce sont les responsables, engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie.»

La lutte de classes consiste en particulier à limiter le droit bourgeois, à réduire les «trois grands écarts» (écart entre travail manuel et travail intellectuel, écart entre ouvrier et paysan, entre ville et campagne) hérités du capitalisme. Mener cette lutte, «prendre la lutte de classes comme axe», permet de renforcer la conscience révolutionnaire des travailleurs, de stimuler leur activité et donc de dévelop-

per la production. Est-ce une telle position que défendaient les Quatre ? Non, au lieu d'établir «le primat de la politique» sur l'économie, les Quatre aboutissaient à cette conclusion : «la révolution menée à bien, la production se développera spontanément». C'est-à-dire : il suffit de faire la révolution pour que la production se développe ; il suffit de bien savoir faire la révolution pour que la production se développe, pour savoir développer la production ; en fin de compte, on peut se désintéresser de la production.

Quelles sont les conséquences d'une telle affirmation ?

Elle se pose en apparence comme une opposition de «gauche» à la théorie des forces productives. En réalité, les témoignages des cheminots et des métallurgistes chinois ne montrent-ils pas que de la ligne «faire la révolution et promouvoir la production», ils n'accordaient d'intérêt qu'à un aspect «faire la révolution» et niaient l'autre ? Cette négation de la production, ouvre la voie à deux conséquences : l'économisme et la restauration du capitalisme.

«Un vent d'économisme»

La production n'étant en rien distinguée de la révolution, que signifie alors «poursuivre la révolution» ? Sur quel critère va-t-on juger qu'une idée va dans le sens ou non de la poursuite de la révolution ? Ce n'est plus sur la base de la lutte de classes, de la production, de l'expérimentation scientifique, au regard de la *pratique* du Parti et des masses qu'on mènera la lutte entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, mais en référence aux idées a priori de ce groupe : sera juste ce qui est conforme à la ligne des Quatre, «révisionniste» ce qui ne l'est pas. On voit comment la négation de la production conduit à un avilissement de la notion de la révolution, de politique, de lutte de classes conduit à la négation de la pratique. Les termes de «révisionnisme», «révolution», coupés de leurs fondements, deviennent des entités métaphysiques dont on a bien de la peine à définir les contours. Les termes de «révisionnisme», «révolution», sont en fait vidés de leur sens, ils sont niés. En niant le caractère spécifique de la production, les Quatre aboutissaient par là-même, à la négation aussi de la révolution.

Eux qui prétendaient combattre «la théorie des forces productives» de Liou Chao-chi arrivent au même résultat que Liou Chao-chi : nier la lutte de classes, nier la révolution.

Négation du caractère spécifique de la lutte pour la production ou négation

de la révolution conduisent également à empêcher, que la ligne politique marxiste-léniniste, que la révolution dirige et impulse la production. On voit comment une telle conception qui nie la pratique et la nécessité d'étudier de manière spécifique la production entraîne leurs auteurs à se placer au-dessus des masses, en dehors du cadre organisé de la centralisation des idées des masses : le Parti communiste. Et pour imposer leurs idées, nées non de la pratique mais d'a priori sans rapport avec elle, une voie se dessine logiquement : bafouer le centralisme démocratique, jouer d'intrigues pour placer leurs hommes aux postes de direction : la logique droite du putsh.



la triple union des cadres révolutionnaires, des ouvriers, et des techniciens renforce le socialisme.

Restaurer le capitalisme

Liou Chao-chi, en niant la nécessité de poursuivre la révolution, soumettait tout à l'avancée de la production. Il affirmait qu'après la victoire de la révolution en Chine, la contradiction principale opposait «le système socialiste et les forces productives arriérées de la société», et non le prolétariat à la bourgeoisie. Pour faire rattraper le «retard des forces productives», il employa tous les moyens : utilisation massive et sans discernement de la technique étrangère (en particulier capitaliste), stimulants matériels, direction des usines par les «experts», les «directeurs techniques». A la mise au poste de commande de la technique, répondaient des changements au sein des rapports de production : dans les campagnes, frein à la collectivisation des terres, extension des parcelles privées... ; dans les usines, les «experts» tendaient à supplanter constamment les ouvriers dans la direction ; l'écart entre travail manuel et travail intellectuel était ainsi renforcé. La modification des rapports de production ainsi commencée, favorisait la naissance d'une nouvelle bourgeoisie, mieux payée, plus cultivée, jouissant de nombreux postes de direction ; elle ouvrait la voie à une

restauration du capitalisme.

Les Quatre, eux, en niant les lois de la lutte pour la production, étaient amenés à saper les comités de «triple union» mis en place pendant la Révolution Culturelle : rassemblant des cadres révolutionnaires, des techniciens et de simples ouvriers, les comités de «triple union» constituaient, à tous les échelons, l'unité de direction. La triple union permet d'assurer la direction de la ligne politique sur l'économie ; elle permet aussi, avec la participation des cadres au travail manuel, de réduire l'écart entre travail manuel et travail intellectuel. Elle est nécessaire pour renforcer le socialisme et la dictature du prolétariat.

En niant les lois de la lutte pour la production, les Quatre furent ainsi conduits à éliminer la triple union : les cadres techniques étaient éliminés parce que les Quatre niaient la nécessité de connaître les lois de la lutte pour la production ; les cadres du Parti, étaient eux-aussi éliminés, sous prétexte de «révisionnisme». Au lieu de tenir compte de l'écart entre travail manuel et travail intellectuel, ils le supposaient résolu ; et en désorganisant la triple union, ils ôtaient du même coup à la classe ouvrière, le moyen de réduire ces écarts, ils empêchaient que la lutte pour la révolution ne commande la lutte pour la production.

Ainsi, ils ôtaient des mains des ouvriers les moyens réels de diriger et de renforcer le socialisme, tout en affirmant «la classe ouvrière doit diriger en tout». Eux qui prétendaient «faire la révolution», ils laissaient les ouvriers sans défense devant l'agrandissement des écarts, devant l'arrivée aux postes de direction d'une nouvelle élite — soi-disant révolutionnaire — ; en fin de compte, ils désarmaient les ouvriers devant la bourgeoisie, et donc laissaient le champ libre à la restauration du capitalisme.

Une conception fautive de la dialectique

Sur le plan théorique, à quoi aboutit la position des Quatre ?

1) En affirmant «la révolution menée à bien, la production se développera spontanément», les Quatre ne gardaient en fait des deux termes, révolution et production, qu'un terme : la révolution. D'après eux, il suffit qu'un travailleur ait une haute conscience révolutionnaire, pour qu'il soit, de par ce fait même, apte à faire des innovations techniques, à diriger la production ; il suffit qu'un travailleur soit «rouge» pour qu'il soit du même coup, «expert».

«Si, dans l'étude du caractère spécifique de la contradiction, indique Mao Tsé-toung, nous ne considérons pas les deux situations qui s'y présentent — la contradiction principale et les contradictions secondaires ainsi que l'aspect principal et l'aspect secondaire de la contradiction — c'est-à-dire si nous ne considérons pas le caractère distinctif de ces deux situations dans la contradiction, nous tombons dans l'abstraction et ne pouvons comprendre concrètement où en est cette contradiction, ni par conséquent, découvrir la méthode correcte pour la résoudre».

N'est-ce pas précisément une telle erreur que commettent les Quatre ? Lorsqu'ils n'affichent que mépris pour la ponctualité des trains, pour l'augmentation de la production d'acier, pour la remise en état des mines inondées par le séisme, n'est-ce pas la production qu'ils refusent d'étudier de manière distincte ? N'est-ce pas refuser de chercher dans la production, les lois spécifiques à son développement ? Ces lois, ce sont celles de l'économie socialiste, mais aussi celles qui règlent, dans l'agriculture, les époques des semailles et des récoltes, la durée et l'abondance de l'irrigation selon les cultures ; ce sont les lois qui établissent les températures de fusion, la résistance des matériaux, lois physiques et chimiques que les travailleurs doivent maîtriser toujours plus profondément pour mieux comprendre et mieux transformer le monde, lutte qui va bien au-delà de la période socialiste. L'action des hommes sur ces lois, leur conscience socialiste permet alors que la production se développe avec «quantité, rapidité, qualité et économie» (Mao). Pour atteindre ces objectifs, il faut à la fois développer la conscience révolutionnaire des travailleurs, mettre la politique au poste de commande et développer les connaissances techniques, étudier la production de manière spécifique pour en connaître les lois.



Champ pétrolifère de Tating : la lutte pour la révolution dirige et stimule la lutte pour la production.

2) Ils n'ont, du même coup, le terme de révolution. Au lieu d'étudier chacun des deux aspects, révolution et production, de manière spécifique et dans leur relation, ils prétendaient s'attacher seulement à la révolution. Mais, dans la pratique, leur position les conduit au même résultat que s'ils n'ont aussi la révolution. Nier un des deux termes révolution-production, c'est nier l'autre.

Ce qui est en jeu ici, c'est non seulement le rapport qu'entretiennent révolution et production sous le socialisme, mais plus largement, les conceptions idéologiques qui les sous-tendent.

Une conception idéaliste et métaphysique

1) En confondant dans un tout indifférencié production et révolution, les Quatre allaient à l'encontre du matérialisme. Ils ne reconnaissent pas que la production des biens matériels par les hommes, la pratique est le fondement de l'existence et du développement de l'humanité. «Les hommes, avant de pouvoir s'occuper de politique, de science, d'art, de religion etc, doivent tout d'abord manger, boire, se loger et se vêtir ; par suite, la production des moyens matériels élémentaires d'existence et,

partant, chaque degré de développement économique d'un peuple ou d'une époque forment la base». (Engels, «Discours sur la tombe de K. Marx»). La position des Quatre qui confond la révolution et la production, nie la pratique, est donc dans son fond idéaliste.

2) Elle est aussi métaphysique, non dialectique parce qu'elle n'étudie pas de manière spécifique les lois de la lutte pour la production. De la sorte, les Quatre empêchent que la lutte pour la révolution dirige la lutte pour la production, que la politique dirige l'activité des hommes.

Ainsi, alors que les Quatre prétendaient s'opposer aux idées de Liou Chao-chi, leurs théories sous un visage ultra-gauche ont les mêmes conséquences et les mêmes fondements idéologiques. Liou Chao-chi, en niant la révolution, et les Quatre, en niant les lois propres à la lutte pour la production, conduisent à l'affaiblissement du socialisme et de la dictature du prolétariat, et en fin de compte, à la restauration du capitalisme. La «théorie des forces productives» de Liou Chao-chi et les théories des Quatre sont non deux théories contraires dont la première serait fautive et la deuxième juste, mais deux faces du révisionnisme.